TRAVAIL
WORK
PAIX
PEACE
PATRIE
FATHERLAND
REPUBLIC OF CAMEROON
RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAM
Programme Alimentaire Mondial

CAMEROUN

REVUE STRATÉGIQUE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION : «FAIM ZÉRO» À L'HORIZON 2030

AOÛT 2016

PAM

Programme Alimentaire Mondial

CAMEROUN

REVUE STRATÉGIQUE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION : «FAIM ZÉRO» À L'HORIZON 2030

AOÛT 2016

Sommaire

I. **Chapitre I : Etat des lieux de la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Cameroun**

I.1 Situation géographique, économique, démographique et politico-administrative du Cameroun

I.2 Situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Cameroun à l'aune des objectifs de développement durables (ODD n°2)

I.3 Contraintes liées à l'atteinte de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Cameroun

II. **Chapitre II : Revue des politiques et programmes en matière de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Cameroun**

II.1 Revue des politiques, stratégies et plans en matière de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Cameroun

II.2 Revue des programmes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au Cameroun

II.3 Financement et gouvernance des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition

III **Chapitre III: Défis à relever en matière de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Cameroun**

III.1 Défis normatifs et institutionnels

III.2 Défis opérationnels sur les piliers de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

III.3 Ciblage des régions à haute intensité d'insécurité alimentaire au Cameroun

IV **Chapitre IV : Identification des axes stratégiques et actions prioritaires en vue de l'atteinte de l'objectif faim zéro au Cameroun**

IV.1 Axes stratégiques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au Cameroun

IV.2 Matrice d'actions prioritaires en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au Cameroun

Conclusion générale et recommandations

Annexe :

Références bibliographiques

PREFACE

En septembre 2015, les Nations Unies ont adopté les Objectifs de Développement Durable (ODD) en vue d'éradiquer la pauvreté, de protéger la planète et d'assurer la prospérité à tous. Et parmi ces ODD figure l'ODD N°2 dont l'objectif poursuivi est d'éliminer la faim et d'améliorer la nutrition. A cet effet, les pays membres se sont engagés à assurer à leur population la sécurité alimentaire, à améliorer le statut nutritionnel et promouvoir le développement durable.

Le Gouvernement, à travers la vision 2035, s'est engagé à faire du Cameroun, un pays émergent, démocratique, en paix, prospère et uni dans sa diversité et assurer à sa population une nutrition optimale. L'agriculture est appelée à jouer un rôle majeur dans la réalisation de cette vision à travers la création d'emplois et des richesses. Dans cette perspective, l'engagement du Cameroun à développer son agriculture a été réaffirmé par la signature en 2013, du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) et du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) en 2014.

D'énormes progrès ont été réalisés au Cameroun dans la lutte contre la faim, en réduisant la proportion de la population en situation de faim passant de 38.8% en 2000 à 15.4% en 2014. Ce qui a permis au pays de dépasser la cible fixée dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à savoir ; réduire de moitié la proportion de la population vivant dans la faim entre 2000 et 2015. Efforts reconnus et salués par la distinction de la FAO.

Le Cameroun regorge une disponibilité alimentaire globalement suffisante. Cependant, 9.6% de la population est en insécurité alimentaire avec des disparités régionales. D'après les résultats EFSA (2015), la région de l'Extrême-nord est sérieusement affectée avec 35.5% suivi de l'Adamaoua avec 18.7% et 10% au Nord. Il convient de relever que l'insécurité alimentaire élevée dans la région de l'Extrême-nord est davantage accentuée par les conflits transfrontaliers perpétrés par la secte Boko Haram entrainant le flux important des réfugiés nigérians et des déplacés internes. Au contraire, l'insécurité alimentaire observée dans les régions ci-dessous est relativement faible ; Centre (3%), Littoral (4.4%), Nord-ouest (2%) et Sud-ouest (0.7%).

Par ailleurs, la malnutrition est un problème national même dans les régions à bas niveau d'insécurité alimentaire. D'après les résultats EDS, MICS (2011, 2014), au Cameroun, 31% des enfants de moins de 5 ans souffrent du retard de croissance, 15% d'insuffisance pondérale et 5% d'émaciation. La fortification, incluant la bio-fortification des produits de consommation de masse, l'amélioration d'accès à l'eau potable et des conditions sanitaires contribueraient à de meilleurs résultats en matière de la nutrition.

A long terme, l'effort à l'éducation nutritionnelle durable pourrait contribuer à réduire significativement le pourcentage des malnutris au Cameroun et en particulier les enfants de moins de 5 ans.

Cette revue a recueilli d'importantes informations à travers des interviews des parties prenantes, des consultations régionales ainsi que des comités de pilotage constitué des ministères sectoriels impliqués dans les questions de sécurité alimentaire et de nutrition, des Agences spécialisées des Nations Unies, des Partenaires au Développement, des ONG et de la Société Civile. Avec une participation active de ces derniers dans les consultations régionales.

La revue stratégique a, à cet effet, identifié des contraintes qui font obstacles à l'atteinte de l'objectif faim zéro. Elle a aussi relevé des progrès réalisés, identifié des écarts ou lacunes et formulé des recommandations en vue d'atteindre l'objectif faim zéro. Les actions prioritaires découlant des axes stratégiques ont été identifiées ainsi que des parties prenantes impliquées. Cependant, il n'a pas été possible de quantifier des ressources financières à mobiliser au niveau des actions prioritaires identifiées.

Il est évident, qu'un besoin s'impose en matière de développement des stratégies de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Cameroun. La stratégie de la sécurité alimentaire permettra d'assoir le développement d'une agriculture moderne et plus productive, et d'assurer la cohérence au niveau des programmes existants en la matière. La stratégie en matière de nutrition permettra de dynamiser la plateforme multisectorielle pour éradiquer la malnutrition dans le pays tout en renforçant les mécanismes de coordination existants.

Le Gouvernement apprécie à sa juste valeur les actions prioritaires identifiées et salue les recommandations pertinentes issues de cette revue stratégique sur la sécurité alimentaire et la nutrition au Cameroun. A cet effet, la mise en œuvre de ces recommandations en partenariat avec le secteur privé, partenaires au développement, ONG et la Société Civile avec une forte participation des organisations des producteurs et des communautés, contribuera de manière significative à l'atteinte, de l'Objectif de Développement Durable N°2, Faim Zéro.

A cet effet, j'invite et j'encourage toutes les Parties Prenantes du secteur agricole, de la sécurité alimentaire et de la nutrition à se joindre à l'effort national, pour l'atteinte de l'objectif faim zéro au Cameroun à l'horizon 2030.

Le Premier Ministre

REMERCIEMENTS

L'engagement du Cameroun pour améliorer la sécurité alimentaire et éliminer la faim a été renforcé par la signature en 2013, du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) et en 2014, du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA). Dans le cadre des Objectifs de Développement Durable fixés par les Nations Unies, le Gouvernement du Cameroun, à travers un processus participatif d'envergure nationale, s'est engagé dans la réalisation de la Revue Stratégique de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition en vue d'atteindre l'objectif faim zéro à l'horizon 2030. Le PAM a joué le rôle de catalyseur dans le processus à travers son appui technique, administratif et logistique qui a permis de faciliter la conduite de la Revue. En outre, cette revue ne serait pas réalisée avec succès sans la participation et la collaboration de plusieurs parties prenantes.

Notre appréciation particulière va à l'endroit de l'équipe de coordination de la revue à savoir; Monsieur NGUEMALEU Guy Noel, Sous-directeur de la Coopération Internationale au Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), Madame POM Jeanne Alvine, Madame MONGO Elisabeth du MINEPAT, M. FOUDAMA, Ancien Coordonnateur du Programme National de la Sécurité Alimentaire (PNSA) au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), Madame ATANGA née Nkodo Jeanine, Nouvelle Coordonnatrice du PNSA au MINADER, M. Georges OKALA, Sous-directeur de l'Alimentation et de la Nutrition au Ministère de la Santé Publique (MINSANTE). L'équipe de recherche a pu avoir accès, à travers leur appui, à la documentation officielle et aux autres responsables et hautes personnalités des ministères concernés.

Par ailleurs, la réalisation de cette revue a bénéficié des contributions des membres du Comité de Pilotage composé des Ministères en charges de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire ; de l'Agriculture et du Développement Rural ; de la Santé Publique ; de l'Education de Base ; de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de l'Institut National de la Statistique, de l'UNICEF, de la FAO, du PAM et de l'ONG - ODECO (Organisme de Développement d'Etudes de formation et de Conseils). Ce comité se réunissait régulièrement dans le cadre du suivi des travaux et les contributions de ses membres ont permis d'améliorer la qualité du rapport final.

Les consultations des acteurs au niveau régional ont permis de recueillir plusieurs informations sur les programmes et projets mis en œuvre dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition. La participation des Gouverneurs des régions, des Préfets et Sous-préfet, des Maires ainsi que d'autres officiels, les représentants des ONG, de la Société Civile, des Universités et du Secteur Privé, a été fortement apprécié. La participation des Coopératives et Groupements des producteurs et des paysans a permis également de toucher les réalités du terrain. Ce qui a permis de tirer les conclusions et formuler les recommandations de cette revue. La réussite des consultations régionales a été l'œuvre d'une équipe dynamique composée de Monsieur Ibraima Hamadou, Administrateur National chargé des Programmes au PAM, Mesdames Pom Jeanne Aline et Mongo Elisabeth du Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT).

L'implication du PAM tout au long du processus de la revue est inestimable notamment lors des consultations régionales dans les cinq chefs-lieux des régions. A cet effet, un remerciement spécial va à l'endroit de Madame Elvira Pruscini, Directeur Adjoint du PAM Cameroun pour son appui managérial et ses précieuses actions de coordination et de suivi avec les Ministères techniques et le siège du PAM. En outre, l'équipe de recherche adresse sa profonde gratitude à Monsieur Ibraima Hamadou Aminou, Administrateur National Chargé des Programmes du PAM pour ses appuis multiformes dans la conduite de la présente revue. Que, Dr Aliou Diongue, Coordonnateur des Opérations d'Urgence, Monsieur Francis Njilié, Expert VAM, Madame Esther Tchouassi, Monsieur Elvis Ashu et les chauffeurs du PAM mis à la disposition de l'équipe de recherche trouvent ici nos sincères remerciements.

Une vue globale de la revue a été donnée par l'équipe du PAM siège, Monsieur Chris Toe ; Madame Diane Yameogo et Madame Natasha Nadazdin, Conseiller Régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale, pendant que Messiers Abdoulaye Balde et Felix Gomez, respectivement Représentant Résident du PAM actuel et ancien, pour leur concours et leur soutien total à la réalisation de la revue.

Remerciement spécial à l'équipe de recherche conduite par le Pr. Fondo Sikod, Professeur Emérite d'économie à l'Université de Yaoundé II-Soa, Dr Ibrahim Abba, Economiste et Conseiller Technique du Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Dr David Essoh, Agroéconomiste et Expert en Sécurité Alimentaire et Suivi & Evaluation, Madame Eret Ayamba, Nutritionniste et Dr Namanga Ngongi, Ancien Directeur Exécutif Adjoint du PAM et Ancien Président du AGRA, Expert facilitateur qui s'est chargé de la supervision générale de la Revue. Les auteurs suscités sont entièrement responsables des propos émis dans cette revue.

Enfin, cette revue stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Cameroun n'aurait pas été réalisée sans l'apport financier du PAM.

RESUME EXECUTIF

1. INTRODUCTION

L'une des priorités des Nations Unies inscrite dans son agenda 2030 est d'atteindre l'Objectif de Développement Durable (ODD) N°2 « Faim Zéro ». A cet effet, elles recommandent aux pays membres de mettre en œuvre des programmes et stratégies en vue d'assurer à leur population la sécurité alimentaire, d'améliorer le statut nutritionnel et de promouvoir l'agriculture durable. C'est dans cette perspective que le Gouvernement, de concert avec le Programme Alimentaire Mondiale (PAM), a initié en Avril 2016 la réalisation de la revue stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Cameroun. Ladite revue a été conduite au cours de la période avril-août 2016.

L'objectif principal de la revue est d'identifier les défis à relever en vue d'atteindre l'objectif « faim zéro » au Cameroun à l'horizon 2030. De manière spécifique, il s'agit de :

- ✓ Présenter la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Cameroun ;
- ✓ Identifier des actions ainsi que des lacunes en matière de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Cameroun ;
- ✓ Formuler des recommandations ainsi que des actions prioritaires à mettre en œuvre en vue de l'atteinte de l'objectif « Faim Zéro » à l'horizon 2030 au Cameroun.

Sous l'égide d'un comité de pilotage dirigé par le Ministère de l'Economie du Plan et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) composé de différentes institutions gouvernementales, des représentants de la société civile, des PTF, etc. … une équipe de recherche a travaillé sous la supervision d'un Expert facilitateur. La méthodologie de la revue a consisté dans une première étape, à collecter des informations sur les aspects liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition et dans une seconde étape à mener des consultations régionales dans les régions de l'Est, Sud, Nord, Extrême-Nord et du Nord-Ouest. Aussi, des discussions ont été menées avec certains acteurs nationaux clefs et certaines Agences du Système des Nations Unies

2. Diagnostic de la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Cameroun

Au Cameroun, environ 15.4% de la population souffrent de la faim (INS 2015). En terme de prévalence de l'insécurité alimentaire, force est de relever des disparités régionales qu'il incombe de mentionner. Ainsi, les régions Soudano sahéliennes en particulier l'Extrême-nord et le Nord sont fortement touchées par le phénomène comparativement aux régions forestières (Est, Sud) et des hauts plateaux (Nord-ouest, Sud-Ouest et Ouest.). D'après les résultats de l'enquête *"Emergency Food Security Assessment"* (CFSVA, 2011), 9,6% des ménages ruraux sont en insécurité alimentaire (2,2% sévère et 7,4% modérée).

Dans l'Extrême-Nord et le Nord, respectivement 17,9% et 15,4% des ménages sont en insécurité alimentaire.

En période de soudure, ces taux sont certainement plus élevés. Dans la région du Nord-Ouest, la proportion est de 2%.
L'insécurité alimentaire s'est fortement accentuée au cours des quatre dernières années dans les régions septentrionales.

D'après l'enquête partielle EFSA (2015), environ 19 % des ménages sont en insécurité alimentaire, dont 2 % en insécurité alimentaire sévère dans l'ensemble des quatre régions (Est, Adamaoua, Nord Extrême-Nord).

Pris individuellement, dans l'Extrême-Nord 35.5% des populations sont en insécurité alimentaire, 18.7%, dans l'Adamaoua, 10.6% dans le Nord et 8% à l'Est. Ce qui, de manière globale, classe le Cameroun dans la catégorie des pays à niveau d'insécurité alimentaire persistant avec un score de 24.2 selon le *Global Hunger Index* (IFPRI, 2015).

Sur le plan de la nutrition, l'on relève un niveau élevé de retard de croissance dans le pays. A cet effet, les résultats de l'enquête MICS (2014) montrent qu'au Cameroun, plus de 31% d'enfants de moins de 5 ans souffrent du retard de croissance dont 12.9% sous forme sévère. Par ailleurs, 5.2% souffrent de malnutrition aigüe globale et environ 15% souffrent d'insuffisance pondérale. Ce qui place le pays, d'après l'indice de HANCI[1], au 29ème rang sur les 45 pays.

Sur le plan de la sécurité alimentaire, on note une disponibilité alimentaire en nette progression au Cameroun. Celle-ci est au-dessus du seuil de 2400 kcal/cap/J fixé par la FAO. Aussi, 75% de la production des céréales disponibles au Cameroun sont produits localement et 25% proviennent de l'importation. Quant à la production halieutique, celle-ci couvre 50% de la consommation nationale.

En outre, s'il a été relevé une évolution croissante de l'offre alimentaire au Cameroun, l'on note cependant la tendance haussière des prix desdits produits pendant la même période. Ce qui aura entrainé en 2008, des troubles sociaux connus sous l'appellation « émeutes de la faim » au Cameroun. Des mesures prises par les pouvoirs publics ont néanmoins permis d'atténuer les effets.

Eu égard à ce qui précède, des contraintes majeures ci-dessous ont été relevées :

(1) s'agissant des contraintes liées à la disponibilité alimentaire, force est de noter l'utilisation des techniques culturales peu modernisées avec l'usage insuffisant des nouvelles technologies (semences améliorées, engrais, équipements modernes). Toutefois, avec la mise en place de l'usine d'assemblage des tracteurs à Ebolowa en 2010, il est attendu une modernisation accrue de l'agriculture camerounaise. Aussi, il est à noter que les petits exploitants Familiaux Agricoles (EFA) ne font pas recours aux résultats issus des instituts de recherche (IRAD). L'accès difficile à la terre (66% à gestion coutumière) et au financement (seul 4.4% des EFA y ont accès) constituent l'une des contraintes majeures.

(2) En ce qui concerne les contraintes à l'accessibilité alimentaire, l'on note la difficulté d'accès au marché à cause de l'enclavement des bassins de production et le faible pouvoir d'achat des ménages dû à la pauvreté. D'après les résultats de l'enquête ECAM4, le nombre des ménages pauvres s'est accru au Cameroun passant de 7.1 millions en 2007 à plus de 8.1 millions en 2014.

Pour ce qui est de la contrainte liée à la stabilité alimentaire, les pertes post-récoltes représentent plus de 25% de la production agricole (FAOSTAT, 2015). Cela est dû au déficit en infrastructures de stockage et de conservation des produits alimentaires. Aussi, dans les régions à fort risque d'insécurité alimentaire à l'instar de la région septentrionale, seul l'office céréalier dispose d'un système de stockage avec une capacité de 50.000 tonnes. Cependant, ce dernier est nettement en sous-utilisation de sa capacité ; moins de 9000 tonnes de céréales y sont stockés. Par ailleurs, l'on note l'existence des greniers villageois mis en place dans certaines localités avec l'appui du Programme Alimentaire Mondial (PAM).

1 L'indice de HANCI mesure l'engagement des gouvernements dans la lutte contre la faim et la malnutrition. A cet effet, il compare la performance de 45 pays en développement sur 22 indicateurs de l'engagement politique pour réduire la faim et la malnutrition.

(3) s'agissant de la contrainte liée à l'utilisation des produits alimentaires, force est de relever une méconnaissance des populations sur les valeurs alimentaires ainsi que les besoins nutritionnels de certaines couches vulnérables que sont les femmes enceintes ou allaitantes et les enfants de moins de 5 ans. Cette situation est davantage expliquée par le taux élevé d'analphabétisme des femmes au Cameroun, à qui incombe, dans la plupart des cas, la charge de nourrir les familles.

3. Revue des Politiques, Stratégies et Programmes mis en œuvre en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au Cameroun

(a) Sur le plan Politique et Stratégique, le document Vision 2035 avec le DSCE comme cadre stratégique de l'action gouvernementale, fixent le cap en vue de faire du Cameroun un Pays Emergent, Démocratique et Uni dans sa diversité. A cet effet, plusieurs stratégies ciblant la sécurité alimentaire et la nutrition ont été déclinées : Dans le domaine de l'agriculture et du développement rural, la stratégie vise à « renforcer le Cameroun dans son rôle de puissance agricole sous régionale, où le secteur rural est un moteur de l'économie nationale, assurant la sécurité alimentaire des populations dans un souci de développement durable, respectueux de l'environnement ».

Dans le secteur de l'élevage, des pêches et des industries animales, la stratégie vise à accroitre la production pastorale et halieutique en vue non seulement de satisfaire les besoins nutritionnels des populations et les besoins en matières premières des agro-industries, mais aussi de dégager des excédents pour l'exportation.

Dans le domaine de la nutrition, la stratégie des pouvoirs publics visent à garantir à la population camerounaise en générale, et aux groupes vulnérables en particulier, un état nutritionnel optimal leur permettant de jouir des capacités intellectuelles, physiques, psychologiques, pour mener une vie active, et productive. Elle consiste en outre, à contribuer à réduire les taux de morbidité et de mortalité maternelle, et infanto-juvéniles.

(b) En matière des programmes de sécurité alimentaire il est à relever plus de 60 Programmes[2] et projets ont été recensés dont le programme phare du Gouvernement, à savoir le Programme National de la Sécurité Alimentaire (PNSA).

En effet, le PNSA mis en place depuis 2009 dont l'objectif poursuivi est de lutter contre la faim et l'insécurité alimentaire afin de réduire substantiellement le nombre d'affamés, notamment au niveau des ménages vulnérables des zones rurales et péri urbaines à l'horizon 2015. Ceci à travers entre autres l'accroissement des productions végétales, pastorales et halieutiques au Cameroun. A cet effet, il est à relever que depuis sa mise en œuvre, le PNSA a permis de cibler plus de 366 600 ménages dont 2 200 000 individus bénéficiaires (Rapport, PNSA 2014).

Suivant la répartition du budget alloué au PNSA, l'on note que 65,9% de desdites ressources sont affectées au pilier disponibilité ; 24,2% à l'accès, 8,2% à la stabilité et 1,7% à l'utilisation.

Par ailleurs, le PNSA accuse un déficit de financement de plus de 42.5% par rapport à son budget initial.

2 Voir annexe

4. Défis en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au Cameroun

Les défis identifiés sont d'ordre normatif et institutionnel d'une part, et opérationnel d'autre part.

(a) S'agissant des défis normatifs et institutionnels, il convient de noter l'absence d'une loi d'orientation en matière agricole au Cameroun;

(b) Sur le plan réglementaire, l'absence d'un texte juridique encadrant et rationnalisant les divers programmes et projets en matière de sécurité alimentaire au Cameroun ;

(c) L'autre défi étant l'absence d'un dispositif de suivi des programmes concourant à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Ce qui n'a pas permis d'assurer la cohérence et la coordination desdits programmes ;

(d) L'absence d'une base de données actualisée sur les statistiques agricoles. Il importe de signaler que l'information de référence disponible en matière de statistiques agricoles date de 1984 ;

(e) En matière de la nutrition, le défi majeur est l'engagement durable du gouvernement en matière de lutte contre la malnutrition à travers son enrôlement au sein du Mouvement SUN (*Scaling Up Nutrition*). Ce dernier vise entre autres à :
- Contribuer à la réduction des niveaux de sous-nutrition.
- Accroitre la production et la consommation des aliments sûrs et à haute valeur nutritive, y compris dans les zones écologiques les plus vulnérables aux catastrophes naturelles (sécheresse, inondation, invasion acridienne, etc.) afin d'assurer une sécurité alimentaire durable des populations camerounaises à l'horizon 2035.
- Garantir/(assurer) la mise en place d'un système durable pour la coordination des actions d'alimentation et de nutrition menées dans les différents secteurs et à différents niveaux.

- Veiller à l'intégration des considérations alimentaires et nutritionnelles dans les différents plans et programmes de développement, y compris l'allocation des ressources conséquentes à tous les niveaux.
- Mettre sur pied des interventions spécifiques à la nutrition, renforcer le partenariat

(f) Les défis suivant les piliers de la sécurité alimentaire et de la nutrition sont entre autres :
- Amélioration de la production halieutique qui demeure insuffisante eu égard au Taux de Dépendance du Pays à l'Importation (TDI=63%)
- En matière d'accessibilité, l'accent doit être mis sur le désenclavement des bassins de production ;
- En matière de stabilité, le défi serait de mettre en place un dispositif de stockage des produits alimentaires publics et privés. Aussi, le défi de transformation s'impose ;
- En ce qui concerne l'utilisation alimentaire pour une consommation en moyenne de 2400 kcal/hbt/j, l'optique de soutien à la demande s'appréhende comme un défi majeur. Ceci à travers un meilleur ciblage des ménages pauvres au moyen des projets de filets sociaux.

(g) Défis régionaux en matière de sécurité alimentaire et de nutrition :
- Dans les régions à fort risque d'insécurité alimentaire à l'instar des régions du Nord et de l'Extrême-nord l'Est, les défis sont entre autres, l'accroissement et la diversification de la production des denrées alimentaires (1), la régulation des exportations informelles des produits alimentaires à destination des pays voisins (2) ; la promotion et la vulgarisation de la mécanisation agricole ; (3) l'utilisation des barrages de retenu d'eau (4) ; Promotion de l'Education de la femme (5)
- Dans les régions à incidence d'insécurité alimentaire faible, les défis sont notés en termes de désenclavement des bassins de production (1), de stockage et transformation des produits alimentaires (2) la promotion de la communication en matière

des programmes et initiatives de sécurité alimentaire et de nutrition (3) et l'Education nutritionnelle (4) ;

5. Leçons à tirer de la revue sur l'objectif « Faim Zéro » au Cameroun à l'horizon 2030

a) L'offre nationale en produits alimentaires est globalement suffisante pour couvrir les besoins des populations, cependant, des problèmes majeurs découlent d'énormes pertes post-récoltes et de l'insuffisance de soutien à la demande des ménages pauvres.

b) La malnutrition est un problème national

c) L'absence du cadre juridique régissant la sécurité alimentaire. Ceci a pour corollaire, la multiplicité des acteurs et programmes gouvernementaux posant de fait, le problème de coordination et de cohérence dans la mise en œuvre desdits programmes.

d) La faible mobilisation des ressources financières dédiée au secteur agricole. Malgré les efforts consentis par le Gouvernement, la part du budget national alloué à l'agriculture reste largement en deçà des objectifs de 10% de la déclaration de Maputo (2003) et réaffirmé par la déclaration de Malabo (2014).

e) L'économie numérique est un outil indispensable à la modernisation de l'agriculture camerounaise.

f) L'existence des zones exposées aux risques climatiques et d'insécurité liée au flux des réfugiés des pays voisins qui commande la mise en place d'une structure d'alerte et de réponse adéquate.

6. Recommandations sur les Axes et Actions prioritaires pour l'atteinte de l'objectif «Faim Zéro» au Cameroun

A l'effet de permettre au Cameroun d'atteindre l'objectif 'faim zéro' à l'horizon 2030, plusieurs axes stratégiques ont été identifiés à savoir :

- ✓ la promotion d'une agriculture diversifiée et durable (1) ;
- ✓ la promotion et vulgarisation de l'éducation nutritionnelle (2) ;
- ✓ le ciblage des ménages ruraux et pauvres au moyen des filets sociaux (3) ;
- ✓ le financement Inclusif de l'agriculture (4) ;
- ✓ la vulgarisation et promotion de l'économie numérique dans le secteur agricole (5) ;
- ✓ l'intensification de la mécanisation et l'utilisation des innovations technologiques dans le secteur agricole (6), la sécurisation des terres agricoles (7) ;
- ✓ la mobilisation des ressources pour accroitre l'investissement dans le secteur agricole (8) ;
- ✓ l'adaptation des zones à risque au changement climatique (9) ;
- ✓ la structuration des petits Exploitants Familiaux Agricoles (EFA) en association de producteurs et des clubs d'agriculteurs par zone agro-écologique (10) ;
- ✓ l'intensification du développement des compétences spécifiques dans le domaine agricole (11) ;
- ✓ La poursuite du Programme d'alimentation scolaire et le ciblage des zones d'éducation prioritaire à travers la mise en place des cantines scolaires endogènes utilisant la production alimentaire locale (12).

INTRODUCTION GENERALE

1. Contexte et Justification

Selon le 'Global Hunger Index' (IFPRI, 2015) qui mesure le degré de persistance et de sévérité de la faim dans le monde, le Cameroun est classé 68ème sur les 117 pays. Ainsi, entre 1990 et 2015, l'indice susmentionné est passé de 39.8 à 24.2. Sur la même période, les progrès réalisés dans la lutte contre la faim ont permis de réduire de manière substantielle la proportion de la population souffrant de la faim. A cet effet, il est à noter que 15.4% de la population camerounaise souffrent encore de la faim[3].

Par ailleurs, si l'on observe que sur le plan global, la situation de la sécurité alimentaire est en nette amélioration, force est de relever au niveau régional, des disparités sont énormes. A cet effet, quatre (04) régions sur dix (10) sont confrontées au phénomène d'insécurité alimentaire persistant. Celui-ci est encore plus prononcé en milieu rural qu'en zone urbaine.
Les enquêtes CFSVA et EFSA menées respectivement en 2011et 2015 montrent une évolution croissante du pourcentage des ménages en situation d'insécurité alimentaire dans les régions de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua. L'on est passé de 17.8% à 35.5% de ménages en situation d'insécurité alimentaire à l'Extrême-Nord et de 7.1% à 18.7% dans l'Adamaoua. Par ailleurs, il est à signaler que les violences de la secte Boko-Haram ont contribué à aggraver la situation dans la région de l'Extrême-Nord du pays.

Au regard de ce qui précède, le Gouvernement, avec l'appui technique, logistique et financier du PAM-Bureau Pays, a engagé la réalisation d'une revue stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Cameroun. Celle-ci, devrait contribuer à définir des actions prioritaires en vue d'atteindre l'objectif 'faim zéro' ODD2[4] à l'horizon 2030, à savoir « Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. ». Cette approche s'inscrit par ailleurs dans la perspective des actions concertées prônées dans le cadre de la révision du Plan cadre d'assistance des Nations Unies pour le Développement « UNDAF » pour la période 2018-2020 avec un des piliers qui met l'accent sur la sécurité alimentaire.

Les résultats issus de la revue stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition devront informer l'ensemble des acteurs sur les priorités du Cameroun en la matière. Cette revue s'attèle à identifier au niveau national, les défis à relever dans le but d'atteindre la faim zéro.

2. Objectifs

L'objectif principal de la revue est d'identifier les actions à entreprendre en vue d'atteindre la faim zéro au Cameroun. De manière spécifique il s'agit de :

- Fournir la meilleure compréhension du contexte national de la sécurité alimentaire et de la nutrition;

3 Les progrès réalisés par le Gouvernement ont ainsi été salués et récompensés en 2014 par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) qui, faut-il le rappeler ont permis d'atteindre largement la cible 1.c des OMD à savoir 19.4% devant représenter la réduction de moitié, la proportion de la population souffrant de la faim au Cameroun.

4 Objectifs de Développement Durable (ODD)

- Revisiter les politiques, stratégies, plans et programmes engagés sur le plan national, en vue de dégager les insuffisances ;

- Déterminer les cibles à prendre en compte sur le plan national ou régional en vue de faciliter le progrès vers l'atteinte de l'objectif faim zéro ;

- Identifier les actions à entreprendre en vue de lever les insuffisances pour accélérer l'atteinte de l'objectif faim zéro, tout en mettant l'accent sur comment ces actions doivent être implémentées ;

- Proposer aux Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et en particulier au PAM les actions recommandées privilégiant les axes identifiés dans la revue.

3. Méthodologie

3.1 Description

L'approche méthodologique combine aussi bien, la revue documentaire, la consultation des acteurs nationaux (Organisations professionnelles, ONG, Société Civile etc.) et les discussions en groupes de réflexion avec les Universités, les Personnes ressources etc., basées essentiellement sur l'approche thématique. En outre, l'étude fait recours à la statistique descriptive à l'effet d'effectuer les analyses y relatives.

3.2. Sources des données

Les données sont de deux ordres à savoir : les données primaires et secondaires.
S'agissant des données primaires, elles sont issues des consultations régionales auprès des acteurs de la chaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

En ce qui concerne les données secondaires, celles-ci proviennent des institutions à l'instar de : INS, FAOSTAT, IRAD, IFPRI et des ministères impliqués dans la sécurité alimentaire et la nutrition.

4. Résultats escomptés

Les résultats issus de la revue permettront entre autres de :

- Présenter une meilleure compréhension du contexte national en ce qui concerne la sécurité alimentaire et la nutrition;

- Ressortir des initiatives nationales en termes de politiques, stratégies et programmes engagés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et d'en dégager les insuffisances ;
Déterminer les cibles à intégrer dans le plan national ou régional de la sécurité alimentaire en vue de faciliter le progrès vers la faim zéro ;

- Identifier et prioriser les actions à entreprendre en vue de lever les insuffisances pour accélérer l'atteinte de l'objectif faim zéro, tout en mettant l'accent sur comment ces actions vont être exécutées ;

- Proposer une feuille de route ou un Plan d'action national en vue d'atteindre l'objectif faim zéro ;

- Proposer aux PTF les actions recommandées privilégiant les axes à fort potentiel pour l'atteinte de l'objectif faim zéro au Cameroun.

5. Plan de la revue

La revue est structurée en quatre (04) chapitres selon l'ordre établi à savoir : (1) Etat des lieux de la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, (2) Revue des politiques et programmes de sécurité alimentaire et de nutrition, (3) Défis à relever en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et actions complémentaires, (4) Identification des Axes stratégiques et des actions prioritaires en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

Depuis la mise en œuvre du DSCE, le niveau général des prix est maintenu en dessous de 3 %, malgré les multiples chocs exogènes.

CHAPITRE I. ETAT DES LIEUX DE LA SITUATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION

INTRODUCTION

L'objectif de ce chapitre est de présenter la situation actuelle de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Cameroun. Le chapitre met l'accent sur les questions de l'alimentation et de la nutrition et traite respectivement de la situation géographique (I.1), du Cadre Macroéconomique (I.2), de la situation sociodémographique (I.3) et de la situation politico-administrative (I.4).

I.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE, ECONOMIQUE, DEMOGRAPHIQUE ET POLITICO-ADMINISTRATIVE DU CAMEROUN

I.1.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE

I.1.1.1 Brève présentation du Cameroun

Situé en Afrique Centrale, dans le golfe de Guinée, le Cameroun est considéré comme une Afrique en miniature en raison de sa diversité culturelle, géographique et économique. Le pays couvre une superficie d'environ 475 000 Km² et regorge d'un potentiel agro écologique dont certaines caractéristiques sont reprises dans le graphique 1 ci-dessous.

I.1.1.2 Diversité *agro écologique*

D'après le graphique ci-dessous, le Cameroun est caractérisé par cinq (05) principales zones agro-écologiques à savoir ; la zone soudano-sahélienne, la haute savane, les hauts plateaux, les zones côtières et maritimes et les forêts tropicales.

La ***zone soudano-sahélienne*** comprend les Monts Mandara, les plaines de l'Extrême-Nord et la Vallée de la Bénoué. Elle se caractérise par son écosystème fragile lié à la sécheresse et l'érosion du sol. Elle dispose d'importantes potentialités en foresterie sociale et en bois d'agroforesterie qui permettent de satisfaire les besoins des populations en bois de chauffe, source d'énergie. C'est une zone qui abrite des aires protégées souvent exposées au braconnage.

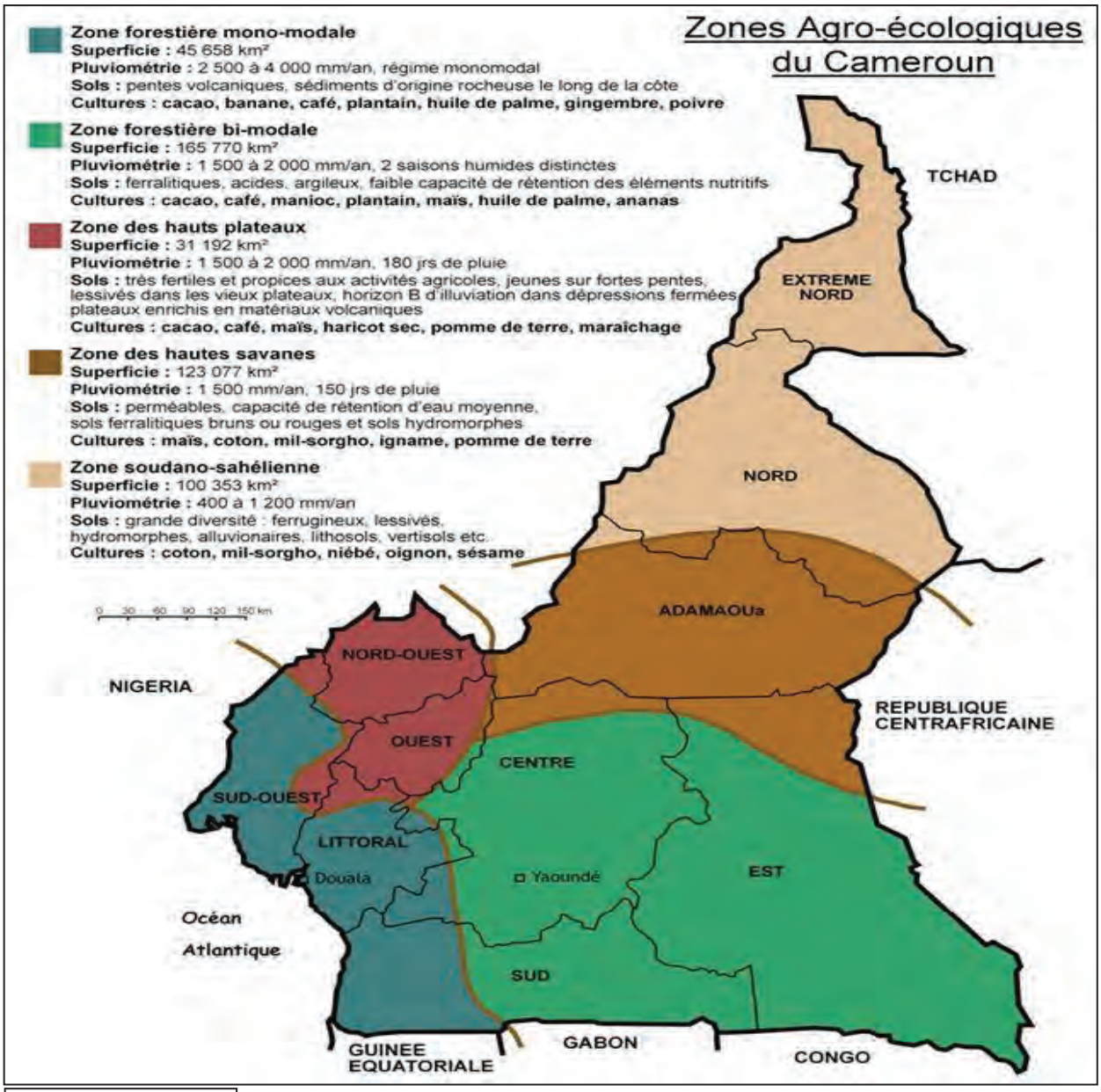
La ***zone des hautes savanes*** comprend la savane d'altitude de l'Adamaoua, du Centre, de l'Est et de la Plaine Tikar. Elle a une pluviométrie bimodale dans le Centre et l'Est et monomodale ailleurs. C'est une zone favorable à l'activité pastorale, notamment l'élevage de bovins qui représente 40% du cheptel national.

La ***zone des hauts plateaux de l'ouest***, couvrant l'Ouest et le Nord-Ouest du pays, regorge d'environ 86% des terres fertiles et favorables à l'exploitation agricole. L'agriculture intensive y est pratiquée. L'élevage bovin représente environ 14% du cheptel national.

La ***zone côtière et maritime*** caractérisée par l'intensité d'activités industrielles avec près de 53 % de la superficie cultivable mise en valeur, dont environ 60 % constituées de plantations industrielles de palmiers à huile, hévéa et bananiers. Par ailleurs, il est à relever les effets nocifs de la production industrielle, occasionnés par des pollutions industrielles sur les ressources halieutiques ainsi que le défrichement des mangroves.

La ***zone des forêts tropicales*** comprend les forêts dégradées du Centre et du Littoral ainsi que celle humide du Sud, Sud-ouest et de l'Est. Elle dispose d'un climat propice au développement de l'agriculture. Toutefois, il est à relever quelques principales contraintes de la zone à savoir ; la difficulté à stabiliser les systèmes de production agricole ; L'enclavement et l'éloignement des aires de production entraînant de fait une augmentation de coûts de transport.

Graphique 1: Zones Agro-écologiques du Cameroun



Source : IRAD

I.1.2 SITUATION MACROECONOMIQUE

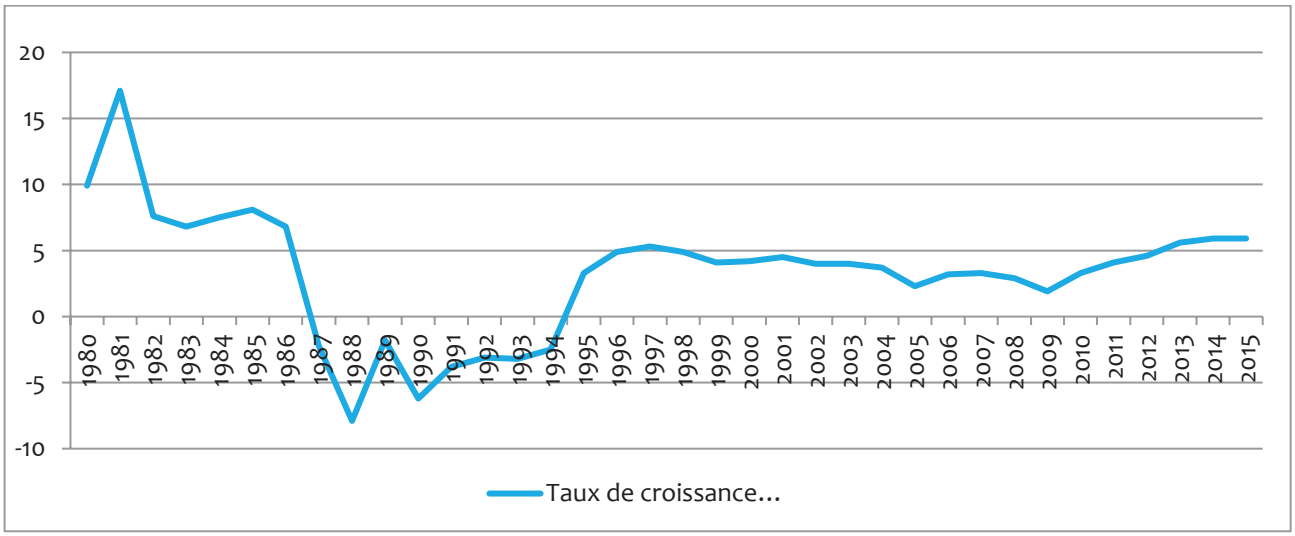
Pour mieux appréhender l'environnement macroéconomique dont l'évolution n'est pas sans conséquence sur la sécurité alimentaire et la nutrition au Cameroun, il convient d'analyser quelques agrégats économiques ci-après :

I.1.2.1 Evolution de la Croissance économique

Après les années 60, l'économie camerounaise avait enregistré un taux de croissance avoisinant 8%. Cependant, dans les années 80, les multiples chocs exogènes et endogènes notamment la baisse des prix des produits d'exportation, ont plongé le pays dans une crise économique sans précédent. A cet effet, le taux de croissance a chuté jusqu'à atteindre le niveau le plus bas, soit -7.9%. Cette chute a entrainé entre autres, la baisse de la compétitivité de l'économie camerounaise, la baisse des recettes de l'Etat et la détérioration des conditions de vie des populations.

A l'effet de mitiger les effets mentionnés ci-dessus, le Cameroun a fait recours à plusieurs initiatives internationales à l'instar du Programme d'Ajustement Structurel (PAS) et l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). Ce qui lui a permis d'élaborer son Document de Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) qui a été révisé en 2009 sous l'appellation du Document de la Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) pour la période 2010-2020.
En tout état de cause, force est de relever que les objectifs poursuivis par le DSCE ont porté des fruits. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI, 2016) ci-dessous, il ressort que le taux de croissance au Cameroun est passé de 3.3% en 2010 à 5.9% en 2015 et ce, en dépit de la baisse du prix du pétrole au niveau international et de la situation sécuritaire qui affecte la partie septentrionale et la région de l'Est. Cette tendance haussière de la croissance économique est alimentée par les secteurs clefs de l'activité économique.

Graphique 2 : Tendance de la croissance économique réelle du Cameroun entre 1980 et 2015



Source : Auteurs à partir des données du FMI (2016)

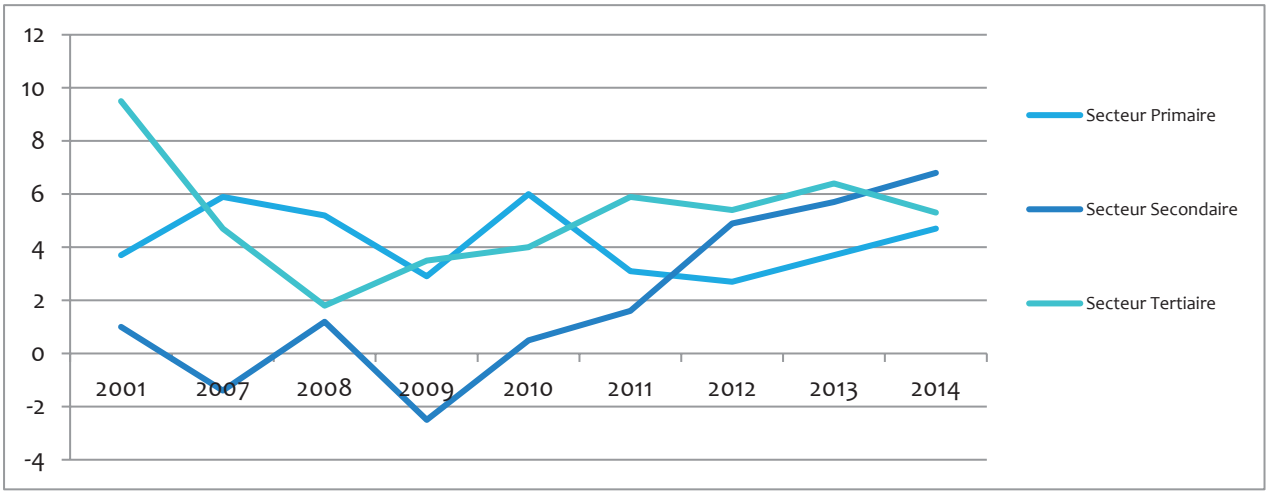
I.1.2.2 Croissance du PIB par secteur d'activité

La performance de l'économie camerounaise est tributaire des secteurs traditionnels que sont le primaire, le secondaire et le tertiaire[5]. S'agissant du ***secteur primaire*** et en accord avec les résultats des comptes nationaux du Cameroun pour le troisième trimestre 2015, il ressort un gain de compétitivité obtenu dans le secteur primaire. A cet effet, l'on note une augmentation de plus de 5.3% par rapport

5 Voir annexe concernant la contribution sectorielle de 2001 à 2014

au trimestre antérieur dû à l'intensification de l'activité agricole.
En ce qui concerne le ***secteur secondaire***, dominé essentiellement par les Bâtiments et Travaux Pratiques (BTP) et les industries extractives avec respectivement (13.2%) et (27.8%) de croissance. Ce secteur contribue de manière significative à la performance de l'économie camerounaise. On note au dernier trimestre de 2015, un taux de croissance de plus de 9.4% par rapport au troisième trimestre de 2014 comme présenté-dans le graphique 2 ci-dessous.
Enfin, pour le ***secteur tertiaire***, on note une belle embellie pour le dernier trimestre 2015 avec un taux de croissance de l'ordre 9.4% dominé par les services financiers (7.6%), le transport (10.1%), le commerce et réparation (7.3%). Le Graphique 3 ci-dessous donne l'évolution de la contribution sectorielle susmentionnée de 2001 à 2014.

Graphique 3 : Contribution sectorielle à la croissance économique



Source : Auteurs à partir des données des Comptes Nationaux, INS

I.1.2.3 Evolution des prix

a) Trend du niveau général des prix (Inflation)

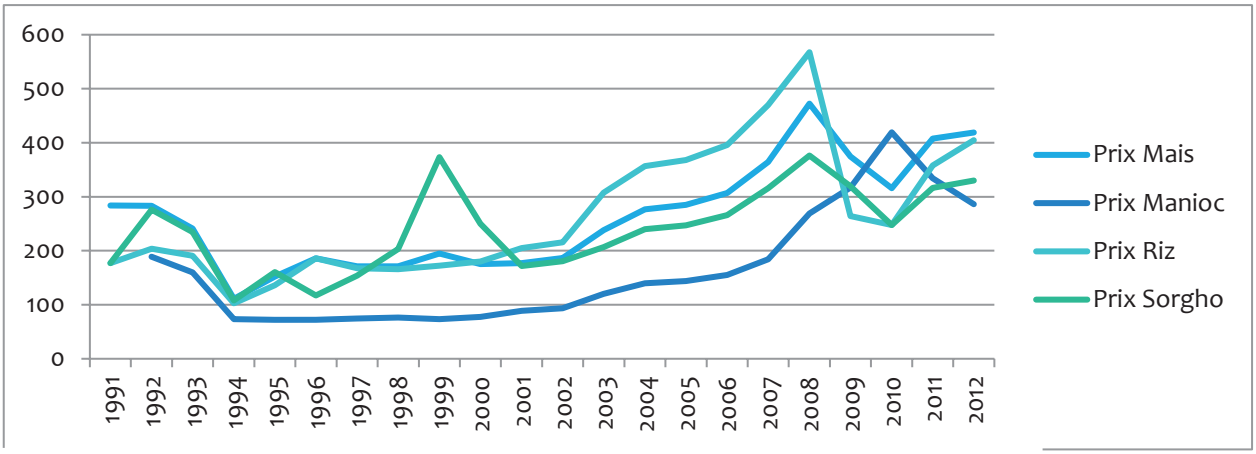
Depuis la mise en œuvre du DSCE, il est à relever que les autorités participent au maintien du niveau général des prix en dessous de 3%[6] et ce, malgré les multiples chocs exogènes auxquels est confrontée l'économie camerounaise. Ce qui n'est pas sans conséquence sur l'évolution des prix des denrées alimentaires.

b) Evolution des prix des principales denrées alimentaires au Cameroun

De l'analyse du graphique 3 ci-dessous, il ressort que les prix des denrées alimentaires les plus consommées à l'instar du manioc, du riz, du maïs et du sorgho, ont connu des grandes hausses en 2008, ce qui avait entrainé les émeutes de la faim observées pendant ladite année.

6 Voir annexe sur l'évolution du taux d'inflation au Cameroun

Graphique 4 : Trend des prix des principaux produits alimentaires au Cameroun (en dollar USA)



Source : Auteurs à partir des données FAOSTAT (2015)

En vue de faire face à la flambée des prix et de permettre à la population d'accéder aux produits alimentaires, le Cameroun a mis en place en 2011, la Mission de Régulation des Approvisionnements des Produits de grande consommation dénommée (MIRAP). En effet, la MIRAP, devrait contribuer à stabiliser les prix des denrées alimentaires, en constituant des stocks de sécurité, en mettant en place des magasins-témoins, des marchés périodiques et des marchés forains où plusieurs produits alimentaires sont approvisionnés et commercialisés de concert avec les opérateurs économiques de l'ensemble des filières. Cependant, l'on ne se saurait, présentement démontrer l'efficacité d'un tel dispositif à endiguer la flambée des prix des produits alimentaires.

Between 1980 and 2015, the Cameroonian population increased from 8,823 million to more than 23,100 million.

I.1.3. SITUATION DEMOGRAPHIQUE

I.1.3.1 Tendance évolutive de la population

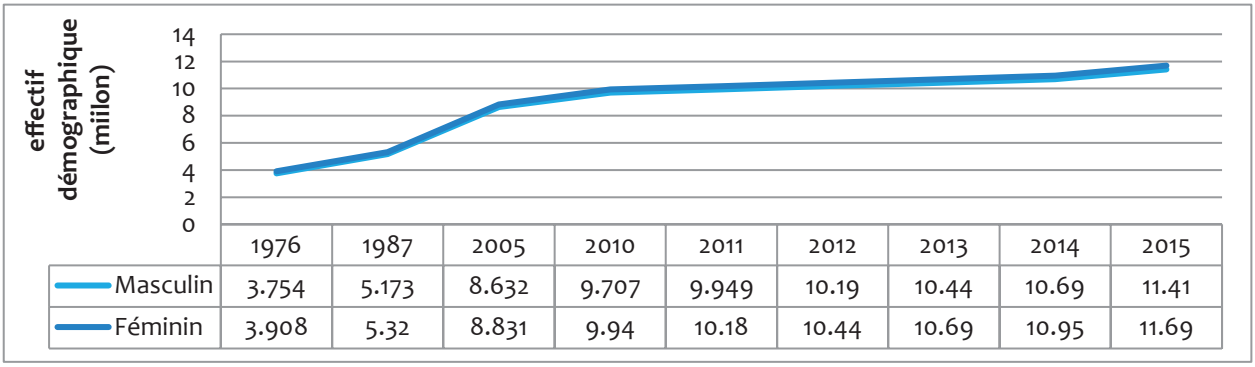
Selon les estimations du FMI (2016), il ressort que le Cameroun a connu une poussée démographique entre 1980 et 2015. Ainsi, la population camerounaise est passée respectivement d'environ huit millions huit cents vingt-trois mille habitants (8.823 millions) à plus de vingt-trois millions (23,100 millions)

I.1.3.2 Évolution sexo-spécifique de la population

D'après les résultats du BUCREP (2005), il est à relever que la démographie camerounaise est marquée par une légère domination féminine avec onze millions deux cent milles (11.22 millions) de femmes et dix millions neuf cent milles (10,95 millions) d'hommes, ce qui représente en pourcentage 50,6% de femmes et 49,4% d'hommes.

Le graphique ci-dessous montre l'évolution y afférente

Graphique 5 : Evolution sexo-spécifique de la population Camerounaises



	1976	1987	2005	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Masculin	3.754	5.173	8.632	9.707	9.949	10.19	10.44	10.69	11.41
Féminin	3.908	5.32	8.831	9.94	10.18	10.44	10.69	10.95	11.69

Source: BUCREP, FMI (2016)

I.1.3.3 Structure de la population

Le recensement général de la population et de l'habitat de 2005 montre que la population camerounaise est majoritairement rurale avec 51% en milieu rural contre 48.8% en milieu urbain. Ce qui est un avantage comparatif quant à la contribution de la population à la croissance agricole. En outre, force est de relever que l'on soit en milieu urbain ou rural, la population camerounaise est jeune, l'âge moyen est de 22 ans, avec 94.8 d'hommes pour 100 femmes en zone rurale. Par ailleurs, la proportion des jeunes de moins de 15 ans représente 47.8% en milieu rural contre 39.2% en milieu urbain.

53% de la population Camerounaise exerce dans l'agriculture dont 57,9% sont des femmes.

Table 1 : Structure de la population camerounaise

Densité (Population/km2) = 37,5%		**Taux d'Urbanisation = 48,8%**	
Libellé		**Urbain (%)**	**Rural (%)**
Population		48,8	51,2
Age moyen		22,2	22,0
Rapport de masculinité		100,9	94,8
Indice de Jeunesse	- 15 ans	39,2	47,8
	15-24 ans	24,3	17,2
	25-34 ans	40,3	29,4

Source: BUCREP, (RGPH, 2010), FMI (2016)

En zone rurale, 75% de la population camerounaise pratique l'agriculture contre 10% en zone urbaine.

I.1.3.4 Etat de la population agricole

D'après l'enquête EESI 2[7] (2010), il ressort que le secteur agricole est l'un des secteurs employant la majorité de la population active. En effet, 53% de la population camerounaise exerce dans l'agriculture dont 57.9% sont des femmes. Par ailleurs, l'on note que la pratique de l'agriculture reste essentiellement l'apanage du monde rural.

En accord avec les données EESI, 2 (op.cit), en zone rurale, 75% de la population camerounaise pratique l'agriculture contre 10% en zone urbaine.

I.1.4. SITUATION POLITICO-ADMINISTRATIVE AU CAMEROUN

Le Cameroun est une république unitaire de type décentralisé. A cet effet, l'exercice du pouvoir est aussi bien encadré par le principe de déconcentration des services que par la décentralisation.
S'agissant de la déconcentration, il est à noter que tous les ministères disposent des services déconcentrés.

Chaque service des ministères en charge des questions de sécurité alimentaire et de nutrition est représenté dans toutes les localités du pays. En ce qui concerne la décentralisation, une évolution significative du transfert de certaines compétences et des ressources allouées aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) est observée. S'agissant des questions de santé, il est à relever que l'application de la loi d'orientation sur la décentralisation du 22 juillet 2004 [2] a permis, de transférer aux communes les activités de construction, d'équipement et de gestion des Centres de Santé Intégrés (CSI). Les élus locaux assurent la présidence des comités de gestion des Hôpitaux de District (HD) et des Centres Médicaux d'Arrondissement (CMA), tandis que la gestion des Hôpitaux Régionaux (HR) et des Hôpitaux Centraux (HC) est confiée aux Délégués du Gouvernement auprès des communautés urbaines. Pour la sécurité alimentaire, les compétences et les ressources transférées aux communes visent l'amélioration de la production agricole, animale et halieutique comme en témoigne l'évolution croissante des ressources transférées par le Ministère des pêches, de l'élevage et de l'industrie animale (Table 2).

Table 2 : Evolution de l'allocation budgétaire transférée aux Communes (F CFA)

Année	2012	2013	2014	2015
Transfert aux CTDs	1.732.200.000	1.665.400.000	2.500.000.000	2.770.000.000

Source: PPA,MINPIA (2016)

7 Enquête Emploi du Secteur Informel

I.2 SITUATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION AU CAMEROUN A L'AUNE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE (ODD N°2)

I.2.1 ENJEUX DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

I.2.1.1 Etat de mise en œuvre des OMD au Cameroun au regard de l'OMD 1 : « Eliminer l'extrême pauvreté et la faim »

La mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) au Cameroun a porté sur huit (08) axes dont celui qui consiste à éliminer l'extrême pauvreté et la faim à l'horizon 2015. En effet, pour l'OMD1 « Eliminer l'extrême pauvreté et la faim », l'évaluation de la mise en œuvre des OMD au Cameroun montre que les efforts déployés par le Gouvernement ont permis de réduire d'environ 2.7% l'incidence de la pauvreté entre 2001 et 2014 (ECAM4, 2015). Cependant, en raison de l'augmentation du taux de croissance démographique de 2.6%, le nombre de pauvres s'est accru dans la même période passant de 7.1 millions à 8.1 millions.

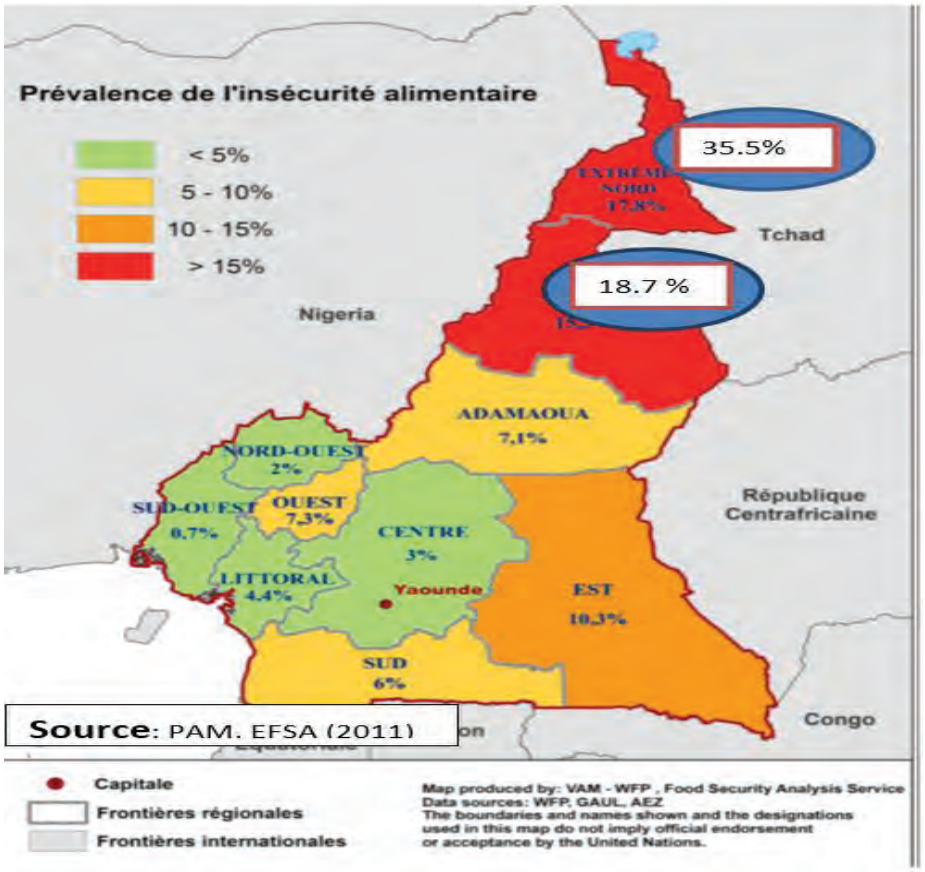
En outre, concernant la réduction de la faim, la proportion de la population camerounaise souffrant de la faim est passée de 38.8% à 15,4% entre la période de référence 1990 à 2015, plus que proportionnelle à la cible1.c des OMD fixée à 19.4%. Ainsi, l'on peut affirmer que l'amélioration de l'offre nationale des produits alimentaires accompagnée de la maitrise des prix sur le marché national ont permis l'accès des populations. Toutefois, la mise en œuvre globale des autres axes des OMD montre les résultats mitigés.

Au regard de l'échec dans l'atteinte des cibles des OMD, le nouvel agenda des Nations Unies auquel nombre des pays ont souscrit, table sur l'amélioration du bien-être des populations dans un environnement durable, communément appelé les Objectifs du Développement Durable (ODD).

I.2.1.2 Présentation des ODDs

Le nouveau programme de Développement Durable vise entre autres à éradiquer la pauvreté, la lutte contre les inégalités et à promouvoir la prospérité tout en protégeant l'environnement d'ici 2030. A cet effet, un focus sur l'ODD2 s'avère indispensable.

Graphique 6 : Prévalence de l'insécurité alimentaire



EFSA, 2015

I.2.1.3 Focus sur ODD 2 : « Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

Les ODD s'articulent autour de 17 objectifs, dont un objectif autonome dédié à éradiquer la faim, garantir la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition, promouvoir l'agriculture durable. De manière spécifique, l'ODD2 vise à (i) éliminer la faim pour que chaque personne, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, y compris les nourrissons, aient accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante ; (ii) à mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici 2025 les objectifs relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation (*amaigrissement*) parmi les enfants de moins de 5 ans, arrêtés à l'échelle internationale et répondre aux besoins en matière de nutrition des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées ; (iii) à multiplier par deux la productivité agricole et les revenus des petits producteurs agricoles, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, aux connaissances, aux services financiers, aux marchés, et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emplois autres qu'agricoles.

74,37 % des quantités de céréales disponibles au Cameroun sont produites localement tandis que 25,81 % sont importées.

I.2.2 SITUATION DE LA SECURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION AU CAMEROUN

I.2.2.1 Etat de la sécurité alimentaire

a) Définition et composantes de la sécurité alimentaire

D'après la FAO (1996), La sécurité alimentaire existe lorsque dans une communauté humaine tous les membres ont à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. Ainsi, quatre (04) piliers ou composantes ont été identifiés à cet effet : (i) la disponibilité de la nourriture en quantité suffisante ; (ii) la stabilité de l'approvisionnement ; (iii) l'accessibilité physique et économique aux denrées et (iv) l'utilisation qui intègre les aspects liés à la qualité et à la sécurité sanitaire des aliments.

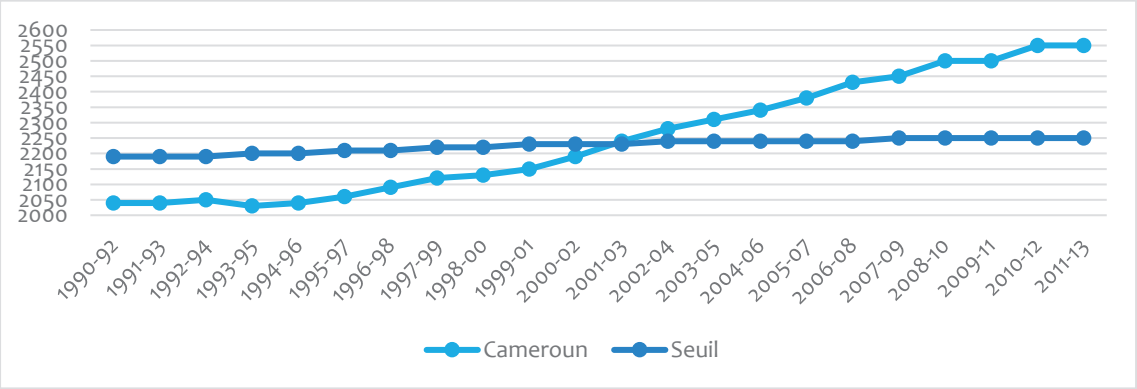
b) Etat des lieux par pilier

La sécurité alimentaire s'analyse mieux suivant les quatre piliers à savoir : la disponibilité (1), l'accessibilité (2) la stabilité (3) et l'utilisation (4).

1. Disponibilité

La disponibilité est fortement tributaire de l'offre alimentaire. C'est ainsi que sur la base des données de la FAO (2014), on note une nette évolution de la disponibilité alimentaire au Cameroun.

Graphique 7 : Evolution de la disponibilité alimentaire au Cameroun par rapport à la moyenne requise (kcal/cap/jour)



Source : FAO (2014)

Par ailleurs, l'on note que 74,37% des quantités de céréales disponibles au Cameroun sont produites localement tandis que 25,81% sont importées. Quant à la production halieutique, les Taux de Dépendance des Importations (TDI), malgré une grande fluctuation entre les années, se situent autour de 50%, ce qui constitue la limite maximale de l'autosuffisance alimentaire selon les critères de la FAO. Le problème de la disponibilité alimentaire au Cameroun ne se pose donc pas en termes d'accroissement de la production[8], mais plutôt en termes de consommation par habitant[9]. Le taux de croissance de la production agricole est positif (2% par an) donc la production augmente. Mais ce taux de croissance est inférieur à celui de la population (2,8% par an) et plus encore à celui de l'urbanisation (4,5% par an). Ce qui signifie que la demande croit plus vite que l'offre et cela entraine une diminution progressive de la disponibilité alimentaire par habitant.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution de la production des principales céréales au Cameroun. De cette évolution, il ressort que le maïs est la céréale la plus produite au Cameroun.

Table 3: Production des principales cultures vivrières (en tonnes)

Libellés	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*
Maïs	1.394.832	1.625.213	1.670.321	1.572.067	1.749.976	1.948.019	2.062.952
Riz paddy	72.009	123.211	153.078	174.089	181.818	189.890	201.090
Mil/Sorgho	1.006.478	1.055.530	1.187.531	1.240.970	1.425.895	1.638.377	1.735.040
Manioc	2.882.734	2.941.367	3.808.239	4.082.903	4.287.177	4.501.671	4.600.707
Patate douce.	235.926	266.078	288.970	307.955	327.126	347.490	355.135
Pomme de Terre	145.018	147.509	188.452	196.687	210.015	224.246	224.562

Source: MINADER, *données provisoires

CFSVA (2011), 9,6 % des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire dont 2,2% sous une forme sévère. Persistance de la faim dans l'Extrême-Nord (35,5%); le Nord (18,7%) ; l'Est (8,0%), et l'Adamaoua (18,7%).

Malgré une offre alimentaire croissante, il existe des disparités sur le plan individuel et régional. D'après les enquêtes CFSVA[10] (2011), 9,6 % des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire dont 2,2% sous une forme sévère. Celle-ci est encore plus marquée en milieu rural (7,4%) contre 6,7% en zone urbaine.

Par ailleurs, il ressort de l'analyse de la Graphique 6, ci-dessus, la persistance de la faim dans certaines régions du pays à l'instar de l'Extrême-Nord (35,5%); le Nord

8 les groupes de produits huiles végétales, épices, viandes, abats, graisses animales, œufs, laits, céréales, racines et tubercules, cultures sucrières, légumineuses sèches, oléagineux, légumes, stimulants, fruits et boissons alcooliques. La production nationale de ces groupes de produits contribue à plus de 80% à la disponibilité intérieure totale

9 Le taux de croissance de la production agricole est positif (2% par an) donc la production augmente. Mais ce taux de croissance est inférieur à celui de la population (2,8% par an) et plus encore à celui de l'urbanisation (4,5% par an) ; ceci veut dire que la demande croit plus vite que l'offre et entraine une diminution progressive de la disponibilité par habitant.

10 Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis

(18,7%); l'Est (8,0%), et l'Adamaoua (18.7%).

Aussi, l'insécurité alimentaire constatée dans ces régions du pays est davantage accentuée à cause des troubles sociopolitiques survenus en République Centrafricaine et les exactions de la secte Boko-Haram qui ont provoqué des déplacements des populations. D'après l'enquête EFSA (2015), l'insécurité et le manque d'intrants ont fortement affecté la pratique de l'agriculture dans lesdites régions et dans les localités voisines à l'instar de Kodazida (Mogodé), Gorou et Kidji Matari (Waza) qui ont accueilli des déplacés fuyant les violences et les combats orchestrés par la secte Boko Haram.

L'accès aux ressources devient limité pour les populations hôtes qui doivent les partager avec les réfugiés, augmentant le risque de fragiliser la sécurité alimentaire et la cohésion sociale.

En somme, malgré l'absence d'une base de données sur les statistiques agricoles et pastorales actualisées[11], l'on peut affirmer sur la base du niveau des approvisionnements des marchés locaux, que dans la partie méridionale du pays[12], la production alimentaire est suffisante pour subvenir aux besoins des populations grâce à la disponibilité des terres arables et aux conditions climatiques favorables. L'on note que le déficit alimentaire affecte les ménages dans les régions septentrionales et la région de l'Est du pays.

2. Accessibilité

L'accès aux produits alimentaires est de deux ordres à savoir ; l'accès physique et l'accès économique.

✓ Accès physique

L'accès physique aux aliments est plus ou moins facilité par la prolifération des marchés journaliers en milieu urbain et par des marchés périodiques en milieu rural, généralement une fois par semaine. Ainsi, les approvisionnements en denrées alimentaires (en marge de quelques produits d'exportation à l'instar des pâtes et du riz, des huiles végétales brutes et des huiles raffinées, du sucre et du poisson congelé), sont assurés dans les marchés ruraux par les producteurs-vendeurs. En revanche, dans les marchés urbains et semi-urbains, on rencontre en majorité des consommateurs.

Malgré l'intervention du FEICOM dans l'amélioration des infrastructures rurales, l'accès aux marchés ruraux reste tout de même difficile en saison des pluies du fait du mauvais état des routes qui y mènent, ce qui provoque le renchérissement des coûts de transport et par voie de fait l'augmentation des prix alimentaires.

✓ Accès économique

Au Cameroun, l'accès économique de la quasi-totalité des ménages aux aliments est rendu difficile du fait de leur pouvoir d'achat faible et de l'inflation. Le graphique (annexe 9) illustre l'effet de l'inflation sur l'augmentation des prix des denrées alimentaires dans la ville de Yaoundé. L'inflation limite significativement l'accès des populations aux produits alimentaires en quantité et en qualité. A l'effet de pallier à cet état de chose, les pouvoirs publics ont mis sur pied en partenariat avec la Banque

11 Le dernier recensement de l'agriculture et de l'élevage date de 1984

12 Régions du Centre, du Littoral, du Sud, de l'Ouest, du Nord-ouest et du Sud-Ouest

Mondiale, le projet de filets sociaux en vue du transfert monétaire aux ménages pauvres. L'encadré ci-dessous en donne l'illustration.

Projet filets sociaux au Cameroun

En vue d'adresser le problème de pauvreté chronique des populations Camerounaises et qui les expose à l'insécurité alimentaire, le Gouvernement a mis en place, en partenariat avec la Banque Mondiale, le projet de filets sociaux.

Ce projet cible, à travers le transfert monétaire pendant 24 mois, 40.000 ménages vulnérables dans certaines régions du pays où le pourcentage des pauvres est le plus élevé. Il s'agit principalement des régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est. Depuis, le démarrage du projet, plus de 2000 ménages ont bénéficié en moyenne de 20.000 FCFA par mois pour mener à bien les activités génératrices de revenus.

Le stockage adéquat des denrées alimentaires constitue, une préoccupation majeure pour les populations agricoles.

3. Stabilité

Au Cameroun, la stabilité alimentaire est fortement tributaire de la capacité de stockage des denrées agricoles. En effet, le stockage adéquat des denrées alimentaires constitue, depuis fort longtemps, une préoccupation majeure pour les populations agricoles, c'est pourquoi l'Office céréalier du Cameroun et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF)[13] s'attèlent, depuis quelques années, à concevoir et à vulgariser des modèles de magasins villageois de stockage.

Par ailleurs, le dispositif de stockage dédié à la stabilité des produits alimentaires repose principalement sur deux organismes à savoir : l'Office Céréalier pour les Pouvoirs Publics et le Comité de Gestion FAO/PAM pour les PTF. Ce dispositif a permis aux régions septentrionales et l'Est, exposées au phénomène d'insécurité alimentaire de disposer de plus de 80% des capacités gouvernementales de stockage.

13 La Coopération japonaise (KR2), le projet Développement Paysannal et Gestion des Terroirs (DPGT), le Programme d'Appui au Développement Communautaire (PADC), le Projet de Réduction de la Pauvreté en Faveur des Femmes dans l'Extrême-Nord (PREPAFEN), le Programme Spécial de Sécurité Alimentaire (PSSA) ; le Comité Diocésain pour le Développement (CDD), le Programme Alimentaire Mondial (PAM)

4. Utilisation

L'utilisation désigne d'une part, la façon dont les ménages préparent et répartissent les aliments auxquels ils ont accès et d'autre part la capacité des personnes à assimiler et métaboliser les aliments. Elle comprend la façon dont les aliments sont stockés, préparés et consommés. Ce qui intègre de l'eau et le combustible utilisés pour la cuisson ainsi que les conditions d'hygiène. L'utilisation comprend également les pratiques alimentaires, notamment pour les personnes ayant les besoins nutritionnels particuliers tels que les nourrissons, les jeunes enfants, les personnes âgées, les femmes enceintes ou allaitantes et les malades.

L'utilisation, c'est aussi la répartition des aliments au sein du ménage et la mesure dans laquelle ces aliments correspondent aux besoins nutritionnels des différents membres. Elle comprend enfin l'état de santé des membres du ménage.
En effet, l'utilisation renvoie aux aspects liés à la qualité et à la sécurité sanitaire des aliments. Ce qui met en exergue d'une part, le phénomène de sous-alimentation quantitative (consommation de 2 400 Kcal/jour) et d'autre part, la sous-alimentation qualitative, (consommation suffisante de calories) mais que certaines substances nutritives, telles que les protéines ou les vitamines, font défaut dans l'alimentation.

En effet il ressort que l'utilisation de certains intrants chimiques a un impact négatif sur la sécurité sanitaire des aliments.

I.2.2.2 Etat de la nutrition au Cameroun

Une alimentation adéquate est un droit humain fondamental. Néanmoins, la malnutrition demeure une préoccupation majeure à l'échelle mondiale en particulier chez les femmes et les enfants. Au Cameroun, la malnutrition représente une préoccupation majeure de santé publique et de développement. La malnutrition conduit à une déficience cognitive, augmente le risque de morbidité et de mortalité (59,242 enfants de moins de 5 ans décèdent chaque année des causes de la malnutrition), et réduit également la productivité, ce qui influe sur le développement économique (La malnutrition induit pour le Cameroun une perte annuelle de 354 milliard de FCFA) et l'anémie par carence en fer est responsable à 20% de taux de mortalité maternelle.

a) Sous nutrition

1) Retard de croissance, insuffisance pondérale, émaciation

Les trois indicateurs les plus couramment utilisés pour évaluer l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans sont le retard de croissance ou malnutrition chronique, l'émaciation ou malnutrition aigüe et l'insuffisance pondérale.

Au Cameroun, on note une augmentation de prévalence de ces trois formes de malnutrition au cours des deux dernières décennies et une stagnation entre la période 2006-2014. La prévalence du retard de croissance est passée de 24,4% (1991) à 31,7 % (2014). Sur le plan régional, 44% des enfants malnutris chroniques de la CEMAC se trouvent au Cameroun. La même tendance est observée s'agissant de l'émaciation 3% (1991) à 5.2% (2014) et de l'insuffisance pondérale 13.6% (1991) à 14.8% (2014). Les données désagrégées sur la prévalence de la malnutrition révèlent que la plupart des enfants malnutris vivent dans les zones rurales, ils sont pauvres, leurs mères sont aussi malnutries et elles ne sont pas éduquées.

En ce qui concerne le retard de croissance : 41% des enfants atteints vivent dans les zones rurales, 49% proviennent des ménages les plus pauvres, 46% ont des mères qui sont sous-alimentées et 45,5% sont nés des mères sans instruction (2014).

(EDS / MICS 2004-2014). Le graphique 8 illustre davantage.

✓ Retard de croissance au Cameroun

Le retard de croissance touche toutes les régions avec sept sur les dix régions ayant des taux de prévalence supérieurs à 30 %. Sur le plan géographique, l'enquête MICS (2014) montre que 41.9% d'enfants de moins de 5 ans vivant à l'Extrême-Nord sont atteints, 33,8 % au Nord, 37,8% dans l'Adamaoua et 35,8% dans la Région de l'Est.

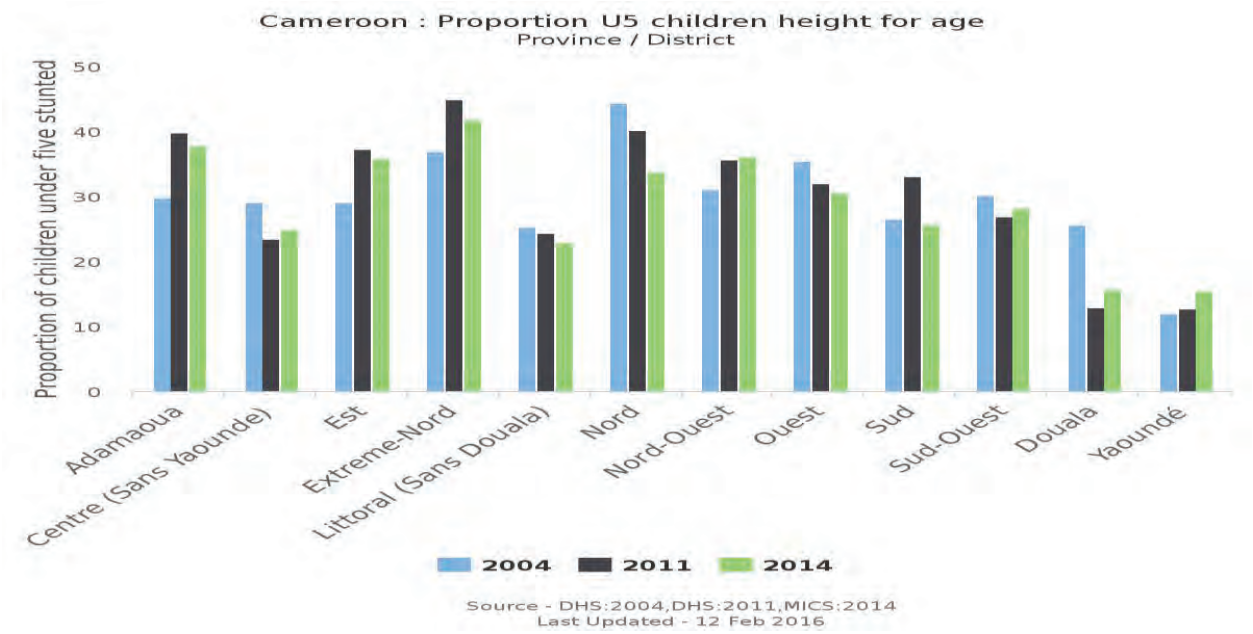
Le retard de croissance est à l'origine d'une perte du potentiel humain et économique. Il en résulte des dommages physiques et cognitifs graves et irréversibles qui comprennent le retard dans le développement moteur et l'altération des fonctions cognitives. Tout cela influe sur les performances scolaires et la productivité à l'âge adulte (Black et al. 2008)[14]. Ce dommage se produit dans les premiers «1000 jours» de la vie de l'enfant, de la conception jusqu'à l'âge de deux ans.

La situation est particulièrement précaire dans 4 régions : l'Extrême-Nord, le Nord, l'Adamaoua et l'Est. Cela est dû à des conditions climatiques difficiles qui se traduisent par des sécheresses et des inondations, l'infertilité du sol, une faible situation socio-économique et un faible niveau d'éducation des femmes.

Le retard de croissance est à l'origine d'une perte du potentiel humain et économique. La prévalence du retard de croissance est passée de 24,4% en (1991) à 31,7 % en (2014). 44% des enfants malnutris chroniques de la CEMAC se trouvent au Cameroun

14Black R E, Allen L H et al. Maternal and child undernutrition: global and regional exposures and health consequences. Lancet Series 2008

Graphique 8 : Évolution de statut nutritionnel des enfants de moins de 5 ans au Cameroun

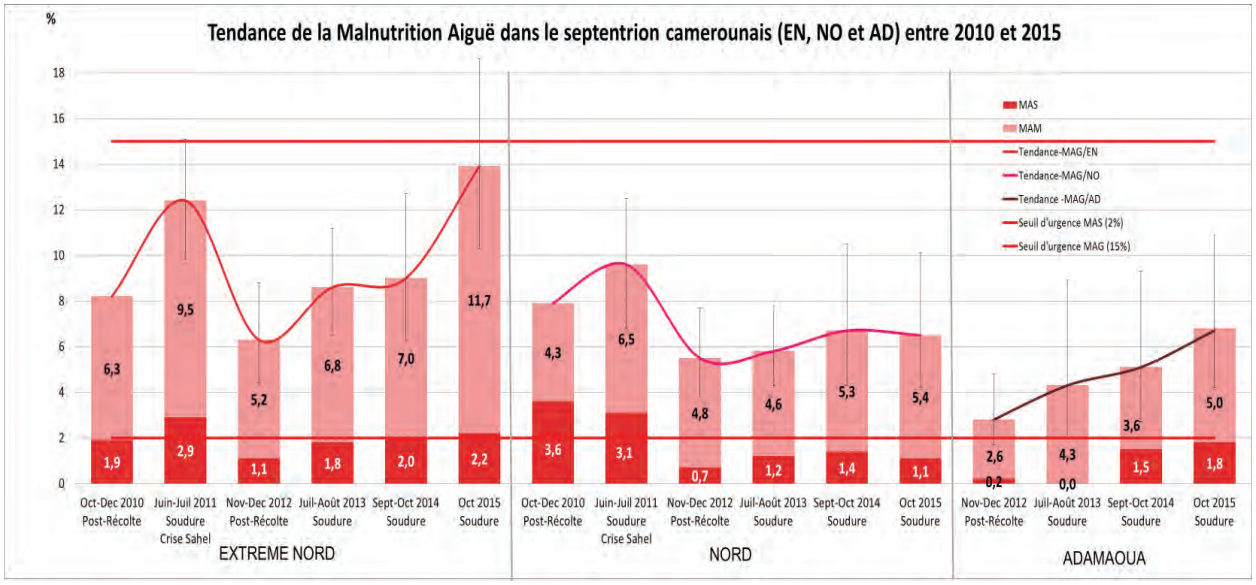


Source : EDS (2004 ; 2011) ; MICS (2014-2016)

✓ Emaciation ou Malnutrition aigue

Au cours des dernières années, la situation de la malnutrition aigüe s'est aggravée à cause de l'afflux de réfugiés et des déplacements internes provoqués par la crise du RCA (à l'Est et dans l'Adamaoua) et des troubles perpétrés par la secte Boko Haram dans le Grand Nord du pays. Selon le HCR (United Nations High Commission for Refugees), dans la région de l'Est le nombre de réfugiés Centrafricains est de 259145 et la région de l'Extrême-Nord accueille 64938 réfugiés Nigérians. Ces crises ont provoqué le déplacement interne de 190591 personnes (HCR, Avril 2016). La prévalence de la malnutrition aigüe dans ces régions est nettement plus élevée par rapport aux autres régions, particulièrement la région de l'Extrême-Nord qui est déjà en situation d'alerte.

Graphique 9 : Évolution de la prévalence de la malnutrition aigüe dans les régions à haut risque



Sources : Enquêtes SMART 2010-2015

L'apport alimentaire inadéquat ; les maladies infectieuses ; l'insécurité alimentaire ; le faible accès aux soins pour la mère ; le faible accès à l'eau et assainissement, la Pauvreté ; le faible niveau d'éducation et la vulnérabilité sont les causes de la malnutrition chez les enfants

✓ Les Causes de la malnutrition chez les enfants

Les causes de la malnutrition sont nombreuses. Au titre des causes immédiates, on relève l'inadéquation qualitative et quantitative de l'apport alimentaire ainsi que les maladies (paludisme, infections respiratoires aiguës, rougeole…), lesquelles sont la conséquence, entre autres, de l'insécurité alimentaire des ménages, les mauvaises pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, l'insuffisance de l'offre de santé et d'assainissement de base et l'accès insuffisant à l'eau potable.

– Apport alimentaire inadéquat

Les enfants ne sont pas nourris de manière optimale de la naissance jusqu'à l'âge de 2 ans. En effet, selon les données des différentes enquêtes, une proportion très importante d'enfants n'est pas allaitée au sein de manière convenable au cours des six premiers mois de la vie ou bien ne reçoit pas une alimentation complémentaire entre 6 et 23 mois. Depuis 2004, la situation de l'allaitement maternel exclusif est restée stationnaire au Cameroun, (24% en 2004 à 28% en 2014). En matière d'alimentation complémentaire au Cameroun, parmi les enfants de 6-23 mois, seulement 9% ont un régime alimentaire acceptable. En ce qui concerne l'adéquation de l'alimentation, en particulier la consommation d'aliments riches en micronutriments et l'apport en énergie, un enfant sur trois âgé de 6-23 mois consomme des aliments de moins de quatre groupes alimentaires et la moitié des enfants sont nourris le nombre minimum de fois requis par jour.

Ces pratiques alimentaires résultent de nombreux facteurs dont les croyances, les us et coutumes, la méconnaissance des besoins spécifiques des enfants et des femmes. A cela s'ajoutent d'autres facteurs comme, la charge de travail des femmes qui réduit le temps alloué à l'alimentation des enfants et aux soins, le contrôle des ressources par les hommes dont l'allocation n'est pas toujours en faveur de la couverture des besoins des enfants et des femmes et la pauvreté de certains ménages.

– Maladies infectieuses

Les maladies infectieuses sont une cause et/ou une conséquence de la malnutrition. En effet, les diarrhées, le paludisme et les infections respiratoires aigües sont très fréquentes chez les enfants camerounais, ce qui les rend plus vulnérables à la malnutrition et autres carences nutritionnelles. Chez les femmes enceintes, le paludisme peut entraîner, tout comme l'anémie : (**i**) Un retard de croissance du fœtus, (**ii**) Un faible poids de naissance du nouveau-né.

– Insécurité alimentaire

Les résultats de l'Evaluation rapide de la sécurité alimentaire réalisée en 2015 dans quelques départements de la région de l'Extrême-Nord ont relevé que 22,3% des ménages enquêtés sont en insécurité alimentaire. Les ménages en insécurité alimentaire sévère ont une alimentation composée essentiellement de céréales (6 jours sur 7) et de légumes feuilles (5 jours sur 7), EFSA (2015).

– Faible accès aux soins pour la mère

L'incidence élevée des maladies ainsi qu'un faible accès à des soins de santé pour la mère (consultations prénatales et post natales, accouchement assisté) constituent des causes de la malnutrition. Au niveau national, 58% des femmes n'ont reçu aucun soin postnatal. Cette proportion atteint 79% dans l'Extrême-Nord et 84% dans la région du Nord. Les principales barrières pour l'accès aux soins sont l'éloignement du centre de santé (18%) et le manque d'argent pour le traitement (35%).
Selon l'EDS-MICS (2011), 84,7% des femmes sont venues en première consultation prénatale (dont 95.6 % de femmes en milieu urbain contre 75 % en milieu rural), et 62 % en CPN4 dont 77 % en milieu urbain et 50 % en milieu rural.

– Faible accès à l'eau et assainissement

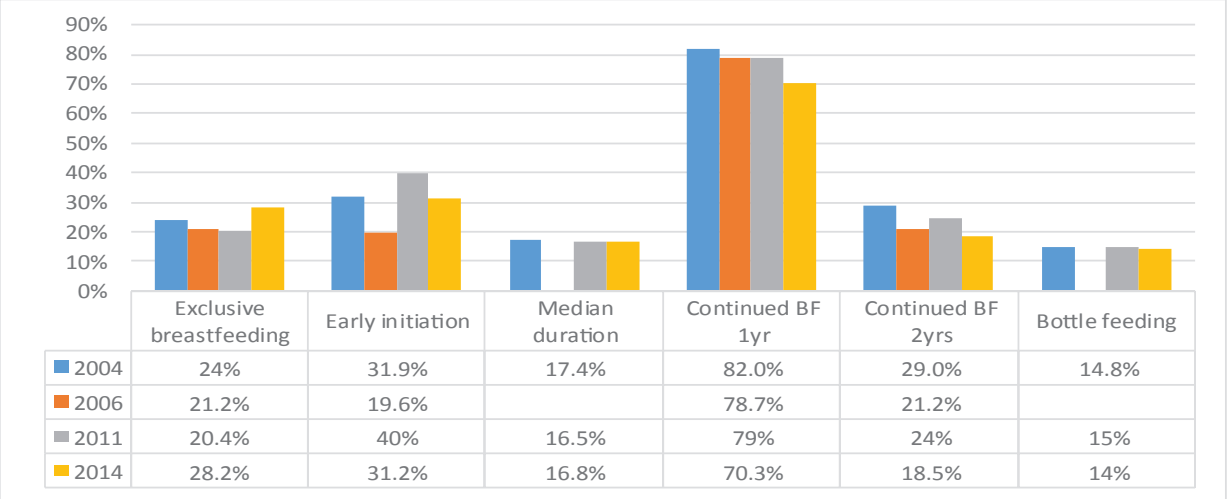
Le taux d'accès des populations à une source d'eau potable est de 69 %.(MICS 2014). Toutefois, la proportion des populations ayant accès à une source d'eau potable en milieu urbain (90%) est quasiment le double de ceux vivant en milieu rural (50 %).

L'inobservance des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement figure également au même titre que le faible accès à l'eau potable et à l'assainissement de base parmi les causes sous-jacentes des diarrhées et par conséquent de la malnutrition. Le taux des ménages pratiquant la défécation à l'air libre a stagné à 7% avec des pics de plus de 20% dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord où les taux de malnutrition chronique sont plus élevés.

- Pauvreté, faible niveau d'éducation, vulnérabilité

Au Cameroun près de 40% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (moins de un dollar par jour). Les régions dans lesquelles les plus forts taux de malnutrition chronique sont observés sont aussi celles ayant les taux de pauvreté chronique les plus élevés. La malnutrition chronique est plus présente (79%) dans les ménages où le niveau d'instruction des mères est faible. Les régions du Nord et de l' Extrême-Nord sont les plus vulnérables.

Graphique 10 : Évolution des indicateurs de l'allaitement maternel au Cameroun



	Exclusive breastfeeding	Early initiation	Median duration	Continued BF 1yr	Continued BF 2yrs	Bottle feeding
2004	24%	31.9%	17.4%	82.0%	29.0%	14.8%
2006	21.2%	19.6%		78.7%	21.2%	
2011	20.4%	40%	16.5%	79%	24%	15%
2014	28.2%	31.2%	16.8%	70.3%	18.5%	14%

Source: Authors from DHS (3, 4)/MICS (2, 4)

b) Carence en micronutriments

La carence en micronutriments se manifeste aussi bien chez l'enfant que chez la femme sous plusieurs symptômes à savoir :

✓ Anémie

L'anémie chez les enfants et les femmes enceintes et allaitantes est élevée. Les données disponibles montrent que 60% des enfants de moins de cinq ans sont anémiques (EDS, 2011), la prévalence était de 68% en 2004. Il semble ne pas avoir de grandes disparités entre les régions. Huit sur les 10 régions ont des taux de prévalence supérieurs à 60%. Les régions du Sud et du Sud-ouest sont les plus touchées avec des taux de 73% et 70% respectivement.

La prévalence de l'anémie chez les femmes enceintes est restée pratiquement la même entre 2004 et 2011 alors que la prévalence chez les femmes non enceintes et les femmes allaitantes a diminué tel que présenté dans le graphique 11.

✓ Carence en vitamine A (iode et zinc) chez les enfants de moins de 5ans

La carence en vitamine A est un problème de santé publique au Cameroun. Selon les résultats de l'enquête nationale sur les carences en micronutriments et les habitudes de consommation des aliments fortifiables (MINSANTE, 2009), la carence en vitamine A affecté 35% d'enfants en âge scolaire. En outre, selon l'enquête susmentionnée, les régions les plus touchées par la carence en vitamine A sont le Nord (62,7%), l'Extrême-Nord (47,7%) et l'Adamaoua (40,5%).

Aucune étude récente n'a été menée pour évaluer la carence en iode. Mais, le décret sur l'iodation universelle du sel a été signé en 1991 et de nos jours, seulement 85,9% des ménages consomment du sel iodé (MICS, 2014). Ce pourcentage est en baisse de 5 % par rapport à 2011.

En ce qui concerne la carence en Zinc, les données disponibles (MINSANTE, op.cit) révèlent que 70% des enfants et 77% des femmes en âge de procréer souffrent d'une carence en zinc.

c) Surpoids

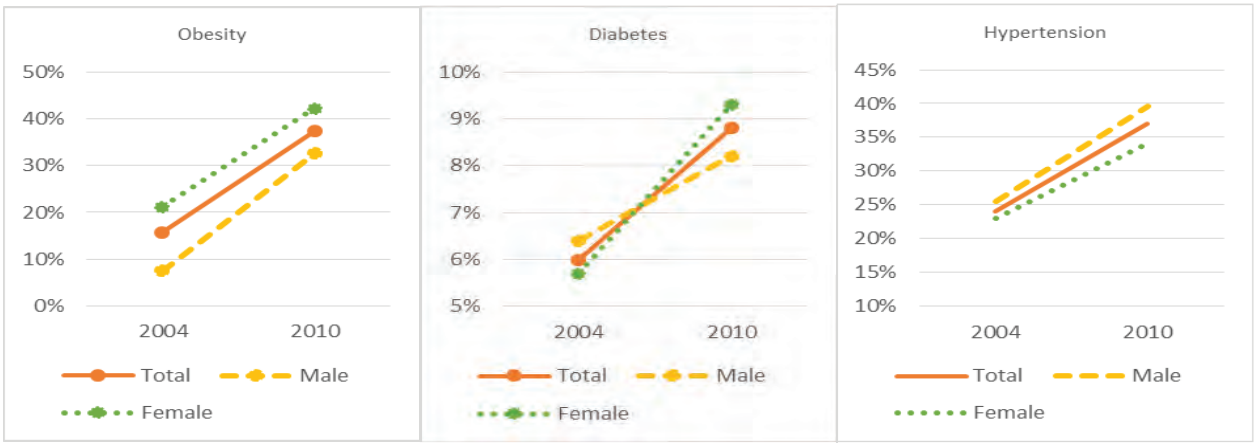
✓ Prévalence de l'obésité et autres affections non transmissibles liées à l'alimentation

Le double fardeau de la malnutrition (sous-nutrition et obésité) est présent au Cameroun. En effet, les données existantes révèlent une augmentation de la prévalence de ces affections. A cet effet, l'on a enregistré une augmentation de la prévalence de l'obésité au Cameroun, passant de 16 % en 2004 à 37,5% en 2010[15].

15 WHO, Global Status Report on NCD (2010)

Cameroon burden of diabetes project. Baseline survey, STEPS 2004

Graphique 11 : Prévalence de l'obésité, du diabète et de l'hypertension



Source: Auteur à partir des données (STEPS) 2004 et du rapport sur le statut sur NCD, 2010

La prévalence de l'hypertension est passée de 24% à 37 % et celle du diabète est passée de 6% à 9 % (STEPS, 2004).

I.3 CONTRAINTES LIEES A L'ATTEINTE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU CAMEROUN

I.3.1 CONTRAINTES LIEES A L'ATTEINTE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

Malgré le grand potentiel du pays, la sécurité alimentaire au Cameroun reste globalement précaire. Elle atteint même des seuils critiques dans certaines parties du territoire. Les causes recensées pour expliquer cette situation sont de deux ordres à savoir : le cadre structurel et le cadre conjoncturel

I.3.1.1 Analyse du cadre structurel

L'analyse du cadre structurel se réfère principalement aux indicateurs liés à l'offre, à l'accessibilité, à la stabilité et à l'utilisation alimentaire

a) Contraintes liées à l'offre alimentaire

1. Techniques culturales archaïques

Afin d'accroître significativement la production agricole et couvrir la demande interne ainsi que celle de la sous-région, le Cameroun doit passer de l'agriculture traditionnelle familiale, à une agriculture moderne tournée vers le marché, encore appelée

agriculture de 2nde génération. Les indicateurs des pratiques modernes restent peu satisfaisants. L'utilisation des tracteurs en vue de l'extension des superficies reste marginale, tandis que l'usage des intrants performants demeure insuffisant. Le taux d'utilisation des tracteurs était en 2012 inférieur à 03 tracteurs pour 100km2 de terre arable. A l'horizon 2020 (PNIA), le Gouvernement entend porter ce taux à 17,1 tracteurs pour 100km2 de terre arable. D'ores et déjà une usine de montage des tracteurs agricoles a été mise en place à Ebolowa en 2010 avec l'Inde comme partenaire technique et financier. Pour la première phase de cette initiative, il est prévu le montage de 1000 tracteurs. En 2016, 700 d'entre eux ont été produits et 450 déjà livrés aux agriculteurs. En outre, la problématique de l'accessibilité pour l'acquisition de ces tracteurs reste cependant d'actualité au regard de leur coût relativement élevé pour le petit producteur (13 000 000 FCFA pour les moins chers).

De même, l'usage des intrants demeure insuffisant. En 2010, 41% des agriculteurs utilisent des fertilisants et 38,3% des produits phytosanitaires.

Par ailleurs, pour ce qui est des productions animales et halieutiques, il apparaît que, seulement 1,3 % des producteurs pratiquent l'élevage de pondeuses alors que 85,9% élèvent les poulets traditionnels. La pisciculture quant à elle, ne met sur le marché que 1% de l'offre interne du poisson.

2. Faible capacité technique des producteurs

Le Cameroun dispose depuis de longues dates d'un vaste réseau d'encadrement des paysans constitué des postes agricoles, des délégations d'arrondissements, des départements et des régions d'agriculture. Cet encadrement a connu une nette amélioration à partir des années 80 avec la mise sur pied du Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole (PNVRA) avec le concours financier de la Banque mondiale. Le partenariat en question s'est arrêté vers la fin des années 90. De ce fait, le transfert des connaissances de la recherche vers les producteurs et les démonstrations sur les techniques culturales y afférentes sont devenues marginales. De même, les appuis à la structuration des producteurs en organisations de base et organisations faîtières sont devenus symboliques. Au Cameroun, 1,3% des exploitants agricoles appartiennent à une organisation de producteurs[16] qui sont pourtant les portes d'entrée pour les actions de développement par les pouvoirs publiques, les partenaires techniques et financiers et les ONGs.

Les us et coutumes sont défavorables pour les femmes en matière de propriété foncière où celles-ci sont le plus souvent usufruitières.

3. Difficulté d'accès à la terre

De manière globale, l'accès à la propriété foncière à usage agricole reste difficile, notamment pour les femmes et les jeunes. Les us et coutumes sont défavorables pour les femmes en matière de propriété foncière où celles-ci sont le plus souvent usufruitières. Aussi, l'accès à la terre reste régi par les pratiques coutumières qui varient d'une région à une autre. Dans les zones septentrionales ainsi qu'à l'Ouest et au Nord-Ouest du pays, la terre appartient le plus souvent à l'autorité traditionnelle qui la met à la

16 Chiffres du MINADER en 2010

disposition des utilisateurs contre rémunération. Le contrat verbal qui lie les deux parties peut être rompu à tout moment, ce qui limite les investissements durables et la gestion raisonnée de la fertilité des sols. Dans les zones méridionales où la terre est une propriété familiale, les investissements productifs sont limités par le coût élevé de la déforestation.

Seulement 4,4% des exploitants agricoles ont bénéficié d'un crédit et 81,2% fonctionnent sur ressources propres

4. Accès limité au financement

Le financement des activités agricoles n'est pas très prisé par les établissements de crédit. Seulement 4,4% des exploitants agricoles ont bénéficié d'un crédit alors que 81,2% d'entre eux fonctionnent sur ressources propres et qui sont très limitées (AGRISTAT, 2010). Il convient de signaler que le crédit auquel il est fait allusion porte essentiellement sur le micro-crédit dont les montants sont faibles, les taux d'intérêt élevés et le paiement à court terme. De telles pratiques ne favorisent pas les investissements durables et la modernisation de l'appareil de production.

b. Contraintes liées à l'accessibilité

1. Difficultés d'accès au marché

La mise sur le marché des produits agricoles est le plus souvent contraignante, pour des raisons diverses parmi les quelles ; le mauvais état des voies de communication des zones de production vers les zones de consommation, la faible structuration des producteurs et la faible connaissance des conditions du marché. Il est important de signaler que les petites quantités de produits disponibles au niveau des producteurs n'incitent pas les acheteurs.

2. Hausse des prix des produits alimentaires

De manière saisonnière, l'accès aux marchés de collecte (marchés ruraux) est difficile en saison des pluies du fait du mauvais état des routes, ce qui provoque le renchérissement des coûts de transport et par effet mécanique, l'inflation des prix des produits sur les marchés. Aussi, les fluctuations des prix des denrées alimentaires résultent de la concurrence entre la demande pour la consommation humaine et celle des industries.

3. Faible pouvoir d'achat des ménages

D'après les résultats d'ECAM4 (2014), le pouvoir d'achat des ménages est en régression, car le nombre de pauvres est passé de 7.1 millions (2007) à 8.1 millions (2014). Toutefois, il est à relever que l'incidence de la pauvreté a baissé de 2.4% passant de 39.9% (2007) à 37.5% (2014). Cette incidence recule en milieu urbain mais augmente plutôt en milieu rural.
Par ailleurs, les ménages pauvres des sans-emplois ou à faible revenu ainsi que ceux qui sont dans l'informel éprouvent de sérieuses difficultés pour se nourrir décemment. En zone rurale, les producteurs sont

confrontés aux variations des termes de l'échange. Cette situation fragilise leur capacité à substituer leur production par d'autres produits alimentaires. Ces variations sont généralement en défaveur des producteurs.

c) Contraintes liées à la stabilité

La stabilisation des approvisionnements est fragilisée par plusieurs facteurs dont les plus contraignants sont entre autres les pertes post production (1), la faible transformation des produits agropastoraux (2), le déficit en infrastructures de stockage et de conservation (3).

Les pertes post production estimées à près de 25% représentent un important manque à gagner pour l'ensemble de l'économie du pays.

1. Pertes post récoltes

Les pertes post production estimées à près de 25%[17] représentent un important manque à gagner pour l'ensemble de l'économie du pays. En plus des volumes importants qui auraient pu être directement consommés, transformés ou exportés, la valeur monétaire qui s'érode de la production à la mise en marché s'avère impressionnante. Elle n'est cependant pas d'estimation aisée à cause de l'insuffisance d'information sur certains paramètres tels que la mise sur le marché avec décote, des produits endommagés ou avariés. La nécessité d'en avoir tout de même un ordre de grandeur amène à des approximations à partir des volumes de production, des niveaux de pertes et des prix moyens sur les marchés de consommation, tous issus de la littérature.

Table 4 : Estimation du volume des pertes post production dans certaines filières végétales au Cameroun

Filières	Production (tonnes)(1)	% des pertes (2)	Volume des pertes en tonnes (3) =(1) X (2)
Ananas	175.000	40	70.000
Maïs	2.000.000	20	400.000
Mil et sorgho	1.300.000	20	260.000
Riz irrigué	65.000	20	13.000
Riz pluvial	98.000	20	19.600
Manioc	4.500.000	40	1.800.000
Pomme de terre	250.000	30	75.000
Oignon	140.000	40	56.000
Tomate	1.000.000	40	400.000
Légumineuses	1.500.000	40	600.000

Source : FAO, (2015)

17 FAO ; 2015, Stratégie de réduction des pertes post-production

Dans les filières animales, le niveau de pertes est certes moins élevé à cause de la consommation directe des viandes après abattage, mais il reste tout de même préoccupant.

Table 5 : Estimation du volume des pertes post production dans certaines filières animales

Filières	Production 2013 en tonnes (1)	% des pertes (2)	Volume des pertes (3) =(1) X (2)
Bovin viande	92.163	10	921.630
Volaille	119.053	5	5.953
Porc	35.180	10	3.518
Œufs	65.116	40	26.046
Poissons	260.000	20	52.000
Lait	235.779	40	94.312

Source : FAO (2015), MINEPIA (2016)

IL y a eu une évolution croissante de la demande en cheptel et en quantités de viande entre 2013 et 2014.

Table 6: Evolution du cheptel et des quantités de viande issues des abattages

Libellé	2013		2014		Variations (en %)	
	Nombre de têtes (a)	Tonnes de viande (b)	Nombre de têtes (c)	Tonnes de viande (d)	(c/a)	(d/b)
Bovins	5.805.297	92.163	6.310.358	102.572	8,7	11,3
Ovins	2.952.624	4.715	3.050.061	12.833	3,3	172,2
Caprins	6.298.059	14.706	6.190.992	25.341	-1,7	72,3
Porcins	3.112.973	35.180	3.212.588	28.150	3,2	-20,0
Volailles	72.758.691	119.053	74.336.054	126.378	2,2	6,2

Source: MINEPIA (REF, 2016)

Les techniques de transformation sont artisanales, peu performantes avec une faible prise en compte des notions de qualité.

2. Faible niveau de transformation des produits agropastoraux

Le faible niveau de transformation des produits agropastoraux affecte les capacités de conservation. Le niveau de transformation est influencé par les fortes fluctuations saisonnières entre les périodes d'abondance et les périodes de pénuries.

Aujourd'hui les techniques de transformation utilisées sont artisanales, peu performantes avec une faible prise en compte des notions de qualité. Ces techniques démontrent une faible maitrise des Bonnes Pratiques d'Hygiène (BPH) et des Bonnes Pratiques de Fabrication (BPF) ainsi que la faible maitrise des processus de production, de transformation et de commercialisation.

3. Déficit en infrastructures de stockage et de conservation

Au niveau national, il apparaît qu'en dehors de l'Office céréalier (voir encadré ci-dessous), et du Comité de Gestion de l'assistance FAO/PAM chargé de la gestion, du suivi et de la coordination de l'aide alimentaire, l'Etat ne possède pas d'autres dispositifs de stockage de produits alimentaires pour faire face à l'insécurité alimentaire au Cameroun. Les réactions face aux crises alimentaires se font alors à l'aide de produits importés tels que le riz, le maïs et les huiles raffinées.

Les capacités de stockage sont également influencées par le déficit énergétique avec pour corollaire des délestages fréquents qui ont un impact négatif sur les chaines de froid. Le problème de stockage se pose avec acuité pour les productions animales (viandes, poisson, lait, œufs), mais également pour les fruits et légumes dont la haute teneur en eau les rend hautement périssables

Office Céréalier du Cameroun

Crée en 1975, l'office Céréalier intervient sur les marchés des céréales, en vue de créer un stock régulateur et de sécurité alimentaire, permettant de stabiliser les prix et de lutter contre la faim. A cet effet, il est chargé entre autres de l'achat des céréales (1), de la mise sur pied d'un dispositif de transport et de stockage des céréales (2), de l'approvisionnement régulier des marchés locaux (3), de la vulgarisation des méthodes de lutte contre les pertes post-récoltes (4), de la transformation des céréales et des produits divers (5) et de la recherche de débouchés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur susceptibles de promouvoir le développement de la production céréalière nationale (6).

Dans la mise en œuvre de ces activités, l'Office dispose de 44 magasins de stockage d'une capacité de 47 650 tonnes, implantés à travers les trois régions septentrionales du pays à savoir : le Nord, l'Extrême Nord, et l'Adamaoua.

Il convient de relever que depuis 2010, l'Office se trouve en situation de sous-utilisation de ses capacités de stockage. En effet, l'occupation moyenne des magasins est de l'ordre de 8 800 tonnes de céréales (sorgho, maïs, paddy) par an, soit en valeur relative de 18,5%. En outre, le paiement de la TVA fait augmenter le coût de 20% sur les prix des denrées alimentaires, ce qui n'est pas sans conséquence sur le pouvoir d'achat des populations.

Par ailleurs, il importe de souligner la nécessité d'étendre les activités de l'office dans d'autres régions du Cameroun à l'effet d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité des denrées alimentaires.

Source : Auteurs à partir des consultations régionales (2016)

Le faible niveau d'éducation nutritionnelle des populations s'explique par les consommations alimentaires inadéquates, l'insuffisance d'hygiène à tous les stades de la chaîne alimentaire.

d. Contraintes liées à l'utilisation

1. Education nutritionnelle

Le faible niveau d'éducation nutritionnelle des populations s'explique par les consommations alimentaires inadéquates, l'insuffisance d'hygiène à tous les stades de la chaîne alimentaire. A cela s'ajoute l'absence de mesures préventives dans le cadre des opérations de transformation et de préparation des aliments, l'utilisation à mauvais escient des produits chimiques, des ingrédients et de l'eau, les conditions inadéquates ou impropres de transport et d'entreposage. Il est important de relever que ces problèmes trouvent leur fondement entre autres dans les industries de transformation et les systèmes de production alimentaire qui ne sont pas toujours normalisés. En outre, il est à relever la prolifération des aliments vendus sur la voie publique qui échappent à tout contrôle et qui, pour bon nombre de personnes, en raison de leurs activités, sont souvent tributaires de ce mode d'alimentation. Il y a également le

manque d'infrastructures de contrôle alimentaire pour garantir la qualité et la sécurité sanitaire des denrées alimentaires.

I.3.1.2 Analyse du cadre conjoncturel

a) Plan d'urgence

Afin d'accélérer les actions de développement en vue de l'émergence en 2035, le Chef de l'Etat Camerounais a prescrit un plan d'urgence étalé sur 03 ans (2014 à 2017). Dans le cadre du secteur rural, le plan d'urgence prévoit entre autres l'amélioration de l'accès aux intrants (engrais, semences améliorées etc.). Cependant l'une des difficultés de son exécution réside dans les lourdeurs administratives.

Les changements climatiques constituent une menace sérieuse pour la sécurité alimentaire au Cameroun à travers son impact sur les ressources en eau, la biodiversité, l'écosystème et la variabilité des pluies.

b) Changement climatique

Le Cameroun est divisé en cinq zones climatiques suivant le graphique 1 (page 11) dont la pluviométrie varie de 400 à 4000 mm/an selon que l'on est en zone soudano-sahélienne ou en zone forestière. Ainsi, faut-il le rappeler que le changement climatique constitue une menace sérieuse pour la sécurité alimentaire au Cameroun à travers son impact sur les ressources en eau, la biodiversité, l'écosystème et la variabilité des pluies. Le climat étant un facteur explicatif important de la production agricole, une pluviométrie peu abondante peut avoir un impact négatif sur la productivité agricole. En outre, le changement climatique est fortement ressenti dans la zone sahélienne avec pour conséquence l'assèchement des cours d'eau. Quant à la zone des montagnes de l'Ouest, le changement climatique cause l'assèchement des eaux de surface. Ce qui n'est pas sans conséquence sur la production agricole. Dans la zone du littoral, la montée des eaux provoque des inondations.

Par ailleurs, il convient de rappeler que le Cameroun a ratifié l'accord de Paris sur le climat qui prévoit de contenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de limiter la hausse des températures à 1.5°C. Il incombe au pays de mettre sur pieds des programmes et projets en vue de contribuer à l'effort global.

c) Menace sécuritaire

Ces dernières années, les effets de l'insécurité frontalière dans les régions septentrionales et de l'Est ont eu pour corollaires l'afflux des réfugiés et les déplacements internes des populations locales. Cette situation cause de fortes perturbations sur les activités agro-pastorales dans ces régions. Elle s'est accentuée et a entrainé une instabilité des populations de part et d'autre de la frontière Nigéria-Cameroun. Cette situation se traduit par un afflux de réfugiés nigérians au Cameroun et un déplacement internes des populations notamment dans les départements du Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga et Logone et Chari (régions Nord et Extrême-Nord) et un afflux de réfugiés centrafricains dans la région de l'Est.

Selon les statistiques de l'OIM (2016), les exactions de Boko Haram au Nigéria ont provoqué l'arrivée de plus de 70 000 réfugiés sur le sol camerounais, tandis que 190.000 Camerounais ont dû se déplacer vers l'intérieur du pays pour fuir les incursions de Boko Haram principalement le long de la frontière avec le Nigéria. Les réfugiés centrafricains quant à eux, sont estimés à près de 300 000 personnes

Les pratiques alimentaires sous-optimales et inappropriées contribuent de manière significative à des taux élevés de malnutrition au Cameroun.

I.3.2. CONTRAINTES LIEES A L'ATTEINTE DE LA SECURITE NUTRITIONNELLE AU CAMEROUN

a) Pratiques alimentaires inadéquates

Les pratiques alimentaires sous-optimales et inappropriées contribuent de manière significative à des taux élevés de malnutrition au Cameroun. Ce phénomène est dû à l'insécurité alimentaire des ménages, au manque de connaissance sur les pratiques d'alimentation appropriées et aux croyances socioculturelles. Au Cameroun, plusieurs tabous alimentaires et interdictions existent, surtout pour les femmes et les enfants. Des preuves anecdotiques suggèrent que ces facteurs socioculturels ont des répercussions graves sur l'état nutritionnel, mais aucune étude scientifique n'a été menée pour déterminer leur effet sur l'état nutritionnel.

b) Prévalence des maladies

Selon les données de MICS 2014, la prévalence de maladies diarrhéiques chez les enfants de moins de cinq ans était de 20% dont 25,2% ont recherché des soins et seulement 5,2% ont été traités avec le SRO (Sel de Réhydratation Orale) et du Zinc. Pour ce qui est de la fièvre, elle a affecté 25,6% des enfants et 54,8% de ces derniers ont dormi sous une moustiquaire imprégnée. Au cours du premier semestre de 2015, 7000 cas de rougeole ont été enregistrés dans 15 districts de santé (Programme Elargi Vaccination, 2015). Le grand Nord connaît des épidémies de choléra récurrentes. Cent vingt-trois cas de choléra (6 décès) ont été signalés en 2015 (UNICEF, 2015)[18]

18 UNICEF. Cameroon Humanitarian Situation report. December 2015

c) Accès aux services de santé

L'accès aux soins de santé demeure insuffisant au Cameroun en raison de la faible couverture sanitaire. Les formations sanitaires sont reparties de façon inéquitable sur le plan géographique, la majorité d'entre elles se trouve en zone urbaine. Seulement 40% des villages ont un centre de santé fonctionnel et cette proportion est encore plus faible dans les régions du Nord (30%).

L'absence de centres de santé fonctionnels signifierait que la population doit obtenir des soins de santé dans les centres les plus proches et dans 65% des cas, cela représente plus d'une heure de marche. Le ratio professionnel de santé/population est de 0,63 pour 1000 habitants, en dessous de la norme internationale qui est de 2,3 (INS 2015).

d) Eau, Hygiène et Assainissement (WASH)

L'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement est limité. Vingt-sept pour cent de la population n'ont pas accès à l'eau potable et 65% n'ont pas accès aux infrastructures d'assainissement adéquates (MICS, 2014). La situation est relativement pire dans les zones rurales. Seulement 7% de la population urbaine n'ont pas accès à l'eau potable, dans les zones rurales cette proportion est de 46 %. En ce qui concerne l'assainissement, il est de 44% et 85% dans les zones urbaines et rurales respectivement.

Les mauvaises pratiques d'hygiène sont une autre contrainte. Pour des enfants, l'évacuation de leurs excréments est faite d'une manière non hygiénique. La défécation à l'air est encore pratiquée par 7,2% de la population (1,5% dans les zones urbaines et 12,3% dans les zones rurales). Ces pratiques représentent un risque élevé de contamination et de propagation des maladies.

e) Niveau d'éducation de la femme

L'éducation de la femme est un déterminant clé de la malnutrition infantile. Le niveau d'éducation aura une incidence sur la nutrition par son effet sur les facteurs de la fécondité, sur les pratiques alimentaires et l'utilisation des services de soins de santé. Au Cameroun, plus de la moitié (54%) des femmes a seulement le niveau du primaire ou pas d'éducation du tout et 20% d'entre elles sont analphabètes.

Le niveau d'analphabétisme est particulièrement élevé dans les 3 régions du Nord où l'on enregistre la plus forte prévalence de la malnutrition (Extrême-Nord 62,2%, Nord 52%, Adamaoua 40%).

L'éducation nutritionnelle pour les femmes en particulier celles ayant un faible niveau d'instruction est une contrainte pour l'amélioration du statut nutritionnel des ménages.

CONCLUSION

Au terme de ce chapitre, il se dégage que sur le plan global, le Cameroun n'est pas menacé par l'insuffisance de l'offre des produits céréaliers. Cependant, la situation de la production halieutique reste critique et ce, malgré l'évolution croissante enregistrée au fil des ans. Son Taux de Dépendance aux Importations (TDI) est de 50%. En outre, si sur le plan global, les tendances sont positives, il est à déplorer que cinq (05) régions sur les 10 que compte le Cameroun se trouvent exposées à l'insécurité alimentaire.

En ce qui concerne la situation nutritionnelle, elle reste préoccupante notamment dans la partie septentrionale du pays. Il s'agit des trois régions septentrionales, la région de l'Est et dans une moindre mesure, la région l'Ouest En tout état de cause, les contraintes majeures ont été relevées à savoir: l'utilisation des techniques culturales archaïques, l'enclavement des bassins de production, les pertes post récoltes et l'absence d'éducation nutritionnelle.

CHAPITRE II : REVUE DES POLITIQUES ET PROGRAMMES EN MATIÈRE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION AU CAMEROUN

INTRODUCTION

Ce chapitre a pour objectif de passer en revue les différentes politiques et programmes qui concourent à la sécurité alimentaire et à la nutrition au Cameroun. A cet effet, deux parties sont traitées à savoir d'une part, l'examen des politiques, stratégies et plans en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et d'autre part, les programmes y relatifs.

II.1 REVUE DES POLITIQUES, STRATEGIES ET PLANS EN MATIERE DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION AU CAMEROUN

La revue des politiques, stratégies et plans en matière de sécurité alimentaire et de nutrition se fait suivant la nature des acteurs impliqués à savoir ; le Gouvernement, le Secteur privé, les CTD et les PTF.

II.1.1 Politiques et Stratégies en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au Cameroun

Il importe de relever que les politiques et plans en matière de sécurité alimentaire et de nutrition obéissent à la logique de chaque acteur impliqué.

La Vision 2035 : L'agriculture est considérée comme l'un des secteurs prioritaires mais il n'existe pas de stratégie de sécurité alimentaire. Cependant le principal outil développé par le Gouvernement est le Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) mis en place en 2009.

a) Vision et Stratégies Gouvernementales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

S'agissant de la Vision en matière de sécurité alimentaire, le Gouvernement s'est donné pour ambition de faire du Cameroun un pays émergeant à l'horizon 2035. A cet effet, l'agriculture a été considérée comme l'un des secteurs prioritaires. C'est ainsi que le secteur rural s'est vu doté d'une stratégie à l'effet de faire du Cameroun le grenier de l'Afrique Centrale grâce à une véritable « révolution agricole ».

Au Cameroun il n'existe pas de stratégie de sécurité alimentaire. Cependant le principal outil développé par le Gouvernement camerounais qui prend en charge la problématique de sécurité alimentaire est le Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) qui a été mis en place en 2009.
Le PNSA est une déclinaison de la Stratégie du développement du Secteur Rural (SDSR) et vise deux objectifs à savoir :

- développer de façon durable les productions et l'offre agricoles
- gérer les risques d'insécurité alimentaire.

En ce qui concerne la nutrition, il est à noter que la stratégie du Gouvernement couvrant la période 2006-2011 a été révisée en 2015. En effet, le document de politique d'alimentation et de nutrition définit les grands axes en vue de contribuer à l'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle des populations.

S'agissant des stratégies du Gouvernement en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, le DSCE souligne les grands défis sectoriels que sont le niveau de compétitivité du secteur productif et le coût des facteurs de production (infrastructures, énergie).

Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA)

Created in 2009 by a decree of the Prime Minister, the National Food Security Programme (PNSA) is the main tool implemented by the government, with the support of the FAO, to tackle the problem of food insecurity in Cameroon. It is the second phase of the Special Programme for Food Security begun in 1994 by the FAO to address the rise in poverty in developing countries, which Cameroon joined. Its objective was to fight food insecurity with a view to reducing by half, by 2015, the number of people suffering from hunger and malnutrition in Cameroon, particularly among vulnerable sections of society in rural and peri-urban areas.

The NFSP is made up of six sub-programmes focused on:

- ✓ La valorisation des ressources naturelles de base (1);
- ✓ L'intensification des cultures (2) ;
- ✓ La diversification des systèmes de production (3) ;
- ✓ La transformation et la commercialisation (4) ;
- ✓ La nutrition (5) ;
- ✓ Le dispositif de veille, d'alerte et de réponse aux crises (6).

Il existe également un volet dédié aux mesures d'accompagnement du programme. Chacun de ces sous- programmes est décliné en composantes et sous-composantes. Sur la base des résultats positifs de la phase pilote, la mise en œuvre des activités du PNSA en plus des acquis des projets et programmes existants sur la sécurité alimentaire, devrait permettre de réduire considérablement l'insécurité alimentaire des ménages.

En effet, force est de noter que la mise en œuvre des sous-programmes (2) et (3) : « intensification des cultures » et « diversification des systèmes de production » en corrélation avec d'autres projets, a permis de réduire d'environ 2,7% l'incidence de la pauvreté entre 2001 et 2014 (ECAM4, 2015). Ce qui a permis au Cameroun de bénéficier d'un « *award certificate* » de la FAO en raison de la diminution de la population camerounaise souffrant de faim de 15,4%, consécutive à une amélioration de l'offre nationale des produits alimentaires et la bonne maîtrise des prix desdits produits sur le marché.

Par ailleurs, il importe de mentionner que dans leur phase opérationnelle, les accords de financement entre le gouvernement et les partenaires prévoyaient la mobilisation de 70.079.000.000 F CFA avec une contribution attendue de l'Etat estimée à 39.039.000.000 F CFA soit 50% du budget global du Programme. Les ressources à mobiliser par les Partenaires représentent 44% et les 6% restant étant la contribution des bénéficiaires. De façon effective, le PNSA n'a pu recevoir des appuis du Gouvernement qu'une dotation budgétaire de l'ordre de 600.000.000 de F CFA, d'où la réduction des interventions du Programme sur le terrain. C'est pourquoi, il est admis que le PNSA serait en deçà des attentes formulées lors de son élaboration.

A l'horizon 2020, le Gouvernement entend accroitre la production des céréales, notamment le maïs (+100%), le riz irrigué (169%) et surtout le riz pluvial (487%), le manioc (33,33%) et la pomme de terre (40%)

b) Plans du Gouvernement en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle

1. Plan Rural de Developpement

Les plans gouvernementaux qui contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont : le Plan du Développement Rural, le Plan d'Investissement Agricole et les autres plans connexes.

Concernant le secteur rural, le DSCE prévoit de renforcer au cours des années 2010-2020, la mise en œuvre de la stratégie adoptée en 2005 qui vise à « Contribuer à la lutte contre la pauvreté, assurer la sécurité alimentaire, réussir l'intégration dans les échanges et assurer la durabilité des performances».

Ce plan s'articule autour d'un axe capital, le développement des filières de production végétales, animales et halieutiques en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Cameroun pour la période 2013-2020.

✓ Volet productions végétales

A l'horizon 2020, le Gouvernement entend accroitre la production des céréales, notamment le maïs (+100%), le riz irrigué (169%) et surtout le riz pluvial (487%), le manioc (33,33%) et la pomme de terre (40%)

✓ Volet productions animales

S'agissant de la production animale, le Gouvernement a mis l'accent sur l'accroissement de l'offre des protéines animales, en termes de viande, d'œufs et de lait. Il s'agit de passer d'un modèle de consommation protéinique en viande et en lait de 22,8 kg/hab/an en 2010, à 27,5 kg/hab/an en 2015 et 38 kg/hab/an en 2020. Aussi, l'offre en œufs devrait s'accroitre à 96.2% à l'horizon 2020 (MINEPIA, 2013).

✓ Volet productions halieutiques

La production halieutique reste insuffisante au regard de la forte demande intérieure.

Ainsi, à l'horizon 2020, le niveau de l'offre nationale se situe à environ 245.518 tonnes. Le tableau ci-dessous donne l'illustration du niveau de l'offre ainsi que le déficit de la filière.

Table 7 : Prévision de la production halieutique entre 2014 et 2020 (en tonnes)

Année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Production nationale (tonnes)	198.087	210.025	216.868	222.937	227.944	237.912	245.518
Offre globale	404.654	375.279	349.071	328.699	312.554	323.366	315.936
Déficit de production	223.308	223.591	229.322	237.273	244.483	246.497	251.374

Source : MINEPIA

Il est à relever que ce soit pour les filières végétales, animales ou halieutiques, les objectifs fixés par certaines administrations notamment le MINADER et le MINEPIA s'occupant de la production alimentaire sont ambitieux. Pour s'assurer de leur atteinte, une stratégie en quatre axes a été élaborée en 2015. Les axes stratégiques à travers lesquels ces administrations comptent déployer leurs actions sont les suivants ; il s'agit de la modernisation des exploitations, le développement des filières de production et l'amélioration de la mise sur le marché des produits (Axe1), la modernisation des infrastructures rurales, la facilitation de l'accès aux facteurs de production, au financement et à l'assurance (Axe2), l'aménagement, l'attribution équitable et la gestion durable de l'espace rural et des ressources naturelles (Axe3) et le développement des initiatives privées, l'amélioration de la gouvernance et du dispositif institutionnel, le renforcement des capacités des acteurs (Axe4).

2. Plan National d'Investissement Agricole (PNIA)

En vue d'accroitre la performance du secteur agricole, le Gouvernement a souscrit au Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA). Le PDDAA est une initiative continentale du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) de l'Union Africaine. Il a été adopté par les Chefs d'Etat et de Gouvernements africains lors du Sommet de Maputo tenu en 2003 au Mozambique. A cet effet, les Etats membres de l'Union Africaine se sont engagés à allouer 10% du budget national à l'agriculture. C'est ainsi que la plupart des pays africains ont élaboré un Programme National d'Investissement Agricole (PNIA). Le Cameroun a élaboré et signé avec les partenaires le PNIA en 2014.

En effet, le PNIA est un cadre national de planification septennal des fonds nationaux et extérieurs pour le développement du secteur rural. Il prend en compte les besoins, les acquis, les gaps à rechercher pour l'investissement et le fonctionnement du secteur agricole. Ainsi, le PNIA entend fédérer tous les programmes et projets en cours et doit générer l'ensemble des nouvelles interventions.

L'objectif principal du PNIA est de faire du secteur rural un important moteur de l'économie camerounaise. Un secteur qui

crée des emplois décents et des richesses pour satisfaire la demande intérieure et extérieure tout en assurant la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations dans un contexte de développement durable.

Plus spécifiquement, le PNIA vise entre autres : à rendre les produits du secteur rural camerounais plus compétitifs et leur faire gagner des parts additionnelles sur les marchés sous régionaux et internationaux tout en permettant une couverture satisfaisante des besoins alimentaires et nutritionnels (i), à rendre plus performants les facteurs fondamentaux de production à travers la valorisation optimale des ressources en terres et en eau, l'amélioration du cadre de vie des producteurs ruraux et leur connexion aux marchés, l'amélioration de l'accès aux matériels, équipements et aux financements adaptés (ii), à optimiser l'utilisation durable des ressources naturelles pour la promotion équilibrée de l'ensemble des filières, en tenant compte des contraintes de préservation de l'environnement et l'adaptation aux changements climatiques (iii) et à créer les conditions favorables au développement du secteur en améliorant la Gouvernance en impliquant tous les acteurs concernés, afin d'assurer de façon efficace et efficiente la planification, la programmation, la budgétisation, la mobilisation des financements, la mise en œuvre et le suivi-évaluation du développement du secteur rural (iv).

Le coût du PNIA est estimé à 3 551 milliards de FCFA pour la période 2014 – 2020, avec une répartition assez équilibrée entre le développement des filières, la modernisation des facteurs de production et la gouvernance et le développement institutionnel. Dans le même temps, le montant total des projets financés sur ressources externes s'élève à près de 573 milliards de FCFA tandis que les financements intérieurs sont estimés à 1 459,8 milliards sur la période. De ce fait, les besoins totaux additionnels de financement s'élèvent à près de 1 509 milliards de FCFA et sont essentiellement concentrés dans le deuxième domaine thématique qui inclut les grands investissements structurants ainsi que la facilitation de l'accès aux financements.

Table 8 : Répartition des gaps en financement du PNIA (en Milliards de FCFA)

Logique d'intervention	Coûts (Milliards)	Financements acquis	GAP	GAP (%)
Domaine thématique 1	1.101,6	798,2	303,4	20,10%
Domaine thématique 2	910,9	237,9	673,0	44,60%
Domaine thématique 3	413,8	283,9	129,9	8,60%
Domaine thématique 4	1.124,8	722,1	402,7	26,70%
TOTAL	3.551,1	2.042,1	1.509,0	42,50%

Source: Rapport PNIA (2014)

3. Stratégie pour le Secteur de la Santé (SSS)

Elaboré en 2015 et en attente de validation, la SSS couvre la période 2016-2027 et s'aligne sur le DSCE et les ODDs. Sa vision est d'assurer l'accès universel aux services de santé de qualité pour toutes les couches sociales à l'horizon 2035. Cette stratégie est segmentée en trois composantes verticales qui sont : (i) promotion de la santé, (ii) prévention de la maladie et (iii) prise en charge des cas des maladies; et en deux composantes transversales : (iv) renforcement du système de santé et (v) gouvernance et pilotage stratégique. Concernant la sous

composante (1) Promotion de la Santé, la stratégie prévoit la promotion des bonnes habitudes alimentaires et nutritionnelles pour réduire l'exposition des populations aux maladies dues à la mauvaise alimentation. Il s'agit de : (i) faire le plaidoyer pour l'augmentation des ressources financières et humaines allouées à la promotion d'une alimentation saine et équilibrée ; (ii) améliorer la sécurité sanitaire des aliments mis sur le marché et ceux consommés par les populations ; (iii) concevoir et mettre en œuvre les programmes d'éducation nutritionnelle adaptés au contexte socio culturel et économique et combattre les mauvaises pratiques alimentaires dans chaque région (iv) améliorer l'accessibilité des populations à un régime alimentaire équilibré et (v) améliorer l'étiquetage alimentaire.

4. Politique National d'Alimentation et de Nutrition (PNAN)

La Politique Nationale d'Alimentation et de Nutrition (PNAN) 2015-2035 vise: (i) la réduction des niveaux de sous-nutrition, (ii) la réduction de la morbidité et de la mortalité dues aux maladies non transmissibles, (iii) l'accroissement de la production et de la consommation des aliments sûrs et à haute valeur nutritive, (iv) la mise en place d'un système durable pour la coordination des actions menées dans les différents secteurs et à différents niveaux, (v) l'intégration des considérations alimentaires et nutritionnelles dans les différents plans et programmes de développement, y compris l'allocation des ressources conséquentes à tous les niveaux.

Le PNAN se décline en dix axes stratégiques comme indiqué dans l'encadre. La nouvelle politique est encore dans le processus de validation. Néanmoins, un plan opérationnel quinquennal est en cours d'élaboration.

Axes Stratégiques de la Politique Nationale d'Alimentation et de la Nutrition (PNAN)

Les dix axes stratégiques du PNAN

1. Promotion de l'Alimentation du Nourrisson, du Jeune Enfant et de la nutrition de la femme enceinte et allaitante ;
2. Lutte contre la sous-nutrition et les carences en micronutriments ;
3. Prévention et prise en charge de la maladie chez l'enfant, la femme enceinte ou allaitante ;
4. Sécurité alimentaire des ménages et sécurité sanitaire des aliments ;
5. Eau, Hygiène et Assainissement ;
6. Lutte contre la surnutrition et les maladies liées à l'alimentation et aux modes de vie ;
7. Préparation et réponse aux urgences et résilience des communautés ;
8. Recherche, formation et renforcement des capacités dans le domaine de la nutrition et de l'alimentation ;
9. Accompagnement alimentaire et nutritionnel des personnes socio économiquement vulnérables ;
10. Éducation et Communication pour le Développement (ECPD).

Dépense publique très insuffisante au regard des enjeux et de l'incidence de l'insécurité alimentaire qui touche environ 25% de la population camerounais

II. 2. REVUE DES PROGRAMMES EN MATIERE DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION AU CAMEROUN

II.2.1 Programmes et Projets Gouvernementaux concourant à la sécurité alimentaire et à la nutrition au Cameroun

II.2.1.1 Volet Sécurité Alimentaire

Selon l'évaluation de la contribution des différents départements ministériels impliqués dans la sécurité alimentaire au Cameroun et sur la base de la définition de la sécurité alimentaire et à l'analyse du décret N° 2011/408 du 09 Décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, au total 21 départements ministériels œuvrent à la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire au Cameroun. Ces derniers mettent en œuvre près d'une soixantaine d'initiatives intervenant sur deux axes majeurs que sont : le développement et gains de productivité et la facilitation de l'accès direct et immédiat à la nourriture. Ces interventions couvrent les quatre dimensions de la sécurité alimentaire que sont : la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité.

Par ailleurs, depuis sa mise en œuvre en 2009, le Programme PNSA a permis de cibler plus de 366 600 ménages dont 2 200 000 individus bénéficiaires. Les bénéficiaires ciblés …. relèvent essentiellement du secteur agricole et rural à l'instar des organisations professionnelles, les CTD, Les ONG partenaires.

En plus du programme susmentionné, plusieurs autres initiatives[19] gouvernementales sont mises en œuvre à l'effet de booster l'offre alimentaire au Cameroun. En tout état de cause, bien que lesdits programmes soient d'un apport considérable sur l'offre alimentaire nationale, il est néanmoins important de signaler que l'enclavement de la plupart des bassins de production constitue une préoccupation pour le Gouvernement. L'objectif recherché est la facilitation non seulement de l'approvisionnement des producteurs en intrants agricoles mais aussi et surtout l'acheminement des produits de leurs récoltes vers les centres de consommation. Le volume des ressources allouées pour la réhabilitation des pistes rurales, le bitumage et l'entretien des routes y compris les ressources transférées au Fonds Routier est évalué depuis 2008 entre 32 et 35 milliards de Francs CFA.

Dans cette optique de désenclavement, il ressort de l'analyse du Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du ministère en charge des Travaux Publics, que les besoins de financement des routes rurales sont évalués à une moyenne annuelle de 33,8 milliards de FCFA, avec une augmentation graduelle. Etant donné que les dotations budgétaires n'augmentent pas de manière significative depuis 2009, cela crée un écart croissant de l'ordre de 30% en 2012 entre les besoins exprimés dans les CDMT et les dotations budgétaires.

En ce qui concerne le désenclavement des bassins de production (pistes rurales), à ce

19 Voir annexe pour le répertoire des programmes gouvernementaux sur la sécurité alimentaire

jour il n'a pas été possible d'avoir une information sur la couverture spéciale (distance couverte longueur en km, la localisation, etc,) et par conséquent de faire une analyse de l'impact de cette action sur la sécurité alimentaire

En outre, il est nécessaire de souligner que les ressources[20] allouées aux différents programmes sus mentionnés s'évaluent à une moyenne annuelle de 78 820 263 535 FCFA. Ce qui représente respectivement 3,5%[21] du budget national et 0,7% du PIB du secteur primaire. Cette allocation budgétaire couvre les quatre piliers de la sécurité alimentaire. A cet effet, l'on note que 65,9% de ressources sont affectées au pilier lié à la disponibilité ; 24,2% à l'accès, 8,2% à la stabilité et 1,7% à l'utilisation. Ce qui dénote une dépense publique très insuffisante au regard des enjeux et de l'incidence de l'insécurité alimentaire qui touche environ 25%[22] de la population camerounaise.

II.2.1.2 Volet Nutrition

L'entité gouvernementale en charge de la mise en œuvre des interventions nutritionnelles est la Sous-Direction de l'Alimentation et la Nutrition (SDAN), qui relève du Ministère de la Santé. Les interventions nutritionnelles sont beaucoup plus concentrées dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est. Les interventions suivantes sont mises en œuvre :

a) La Prise en charge de la malnutrition aigue

Le protocole national de la prise en charge de la malnutrition aiguë a été élaboré en 2007 et révisé en 2010 et en 2013. Ce programme est mis en œuvre dans le l'Extrême Nord, le Nord, l'Adamaoua et à l'Est. Il cible les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et allaitantes et les personnes vivant avec le VIH / SIDA et la tuberculose.

UNICEF fournit les intrants et apporte un appui technique et financier pour le traitement de la malnutrition aiguë sévère.

Le PAM intervient en amont dans la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë modérée en fournissant des intrants nutritionnels et des appuis techniques logistiques et financiers.

Les défis majeurs rencontrés dans la mise en œuvre de ce programme sont entre autres: (i) la rupture de stocks d'intrants (suppléments alimentaires, e.g. *Plumpy nut*, les médicaments pour le traitement systémique et les équipements pour les mesures anthropométriques), (ii) l'incohérence des données et (iii) l'insuffisance de formation du personnel de santé.

20 Rapport du PNSA (2014)

21 Budget limité uniquement au financement de l'agriculture et de l'élevage

22 Selon le Global Hunger Index (IFPRI, 2015) alors que pour l'INS ce taux est de 15,4%

b) L'organisation des Semaines d'Action de Santé et de Nutrition Infantile et Maternelle

Depuis 2008, le Cameroun organise des Semaines d'Action de Santé et de Nutrition Infantile et Maternelle (SASNIM). Ces campagnes offrent un paquet intégré d'interventions à haut impact pour la survie maternelle et infantile. Les interventions comprennent la supplémentation en vitamine A, le déparasitage, la vaccination, la distribution des moustiquaires, le dépistage de la malnutrition et le traitement préventif intermittent contre le paludisme chez les femmes enceintes.

Grâce aux SASNIM, plus de 90% des enfants reçoivent deux doses de suppléments de vitamine A par an. La mobilisation sociale massive et la forte participation communautaire qui est caractéristique de ces événements sont les raisons pour lesquelles une couverture élevée des interventions est atteinte. Ces campagnes se sont avérées efficaces comme des plates-formes pour véhiculer l'éducation nutritionnelle aux femmes. Ce potentiel n'a pas encore été exploité au Cameroun.

c) L'Alimentation du nourrisson et du jeune enfant

En 2005, le Code International pour la Commercialisation des Substituts du Lait Maternel a été approuvé et inclus dans la législation. Toutefois, les cas de violations de ce code sont répandues dû au fait qu'aucun système n'a été mis en place pour l'application et le suivi du Code.

Une stratégie nationale de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant a été élaborée en 2014 mais elle n'est pas encore mise en œuvre. Cependant, cette stratégie est en cours d'expérimentation dans quatre districts de santé dans la région du Nord. Les activités incluent, entre autres, l'éducation nutritionnelle sur la préparation des repas et les pratiques alimentaires adéquates, la fortification alimentaire à domicile avec les poudres de micronutriments et la création des groupes de soutien.

Les suppléments de Fer, de l'Acide folique et de calcium sont mis à la disposition des femmes enceintes à des prix subventionnés dans les cliniques prénatales. Toutefois, selon l'EDS 2011 seulement 54% des femmes ont déclaré avoir pris les suppléments de fer et de l'acide folique pendant plus de 90 jours.

d) La Supplémentation en micronutriments

La distribution de suppléments de vitamine A est faite pendant les SASNIM et lors des interventions du PEV. Les bénéficiaires sont les enfants de 6-59 mois, les femmes en post-partum immédiat et les enfants malades (enfants atteints de xérophtalmie, rougeole, malnutrition, diarrhée, infections respiratoires aiguës et le VIH). Quelques défis du programme sont la rupture de stocks de capsules de vitamine A dans les formations sanitaires et la faiblesse du système d'information.

La supplémentation en Zinc fait partie du traitement de la diarrhée surtout chez les enfants malnutris.

Cependant, la mise en œuvre reste faible. Seulement 5% des enfants reçoivent des suppléments de Zinc comme traitement de la diarrhée (MICS, 2014).

Les suppléments de Fer, de l'Acide folique et de calcium sont mis à la disposition des femmes enceintes à des prix subventionnés dans les cliniques prénatales. Toutefois, selon l'EDS 2011 seulement 54% des

femmes ont déclaré avoir pris les suppléments de fer et de l'acide folique pendant plus de 90 jours.

Depuis le début du programme de fortification alimentaire, il n'y a pas eu d'exercice de suivi ni une étude pour évaluer la couverture nationale.

e) La Fortification alimentaire

La stratégie de lutte contre la carence en iode adoptée en 1991 consiste en l'iodation obligatoire du sel de table (importé ou produit localement) à 100 parties par million (ppm).

En 2009, un décret sur la fortification des aliments a été signé. A cet effet, l'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR) a produit les normes sur la fortification de la farine en fer, acide folique, zinc et vitamine B12.

Elle a également produit des normes sur la fortification de l'huile végétale avec de la vitamine A. Au cours de la même année, deux arrêtés ont été signés, rendant obligatoires le respect de ces normes.

Depuis le début du programme de fortification alimentaire, il n'y a pas eu d'exercice de suivi ni une étude pour évaluer la couverture nationale du programme.

Depuis 2014, une Politique Nationale de l'Alimentation Scolaire (PNAS) assortie d'un plan d'action opérationnel est en cours d'élaboration.

f) L'Alimentation scolaire

Le programme d'Alimentation scolaire au Cameroun est appuyé par le Programme Alimentaire Mondial et l'ONG NASCENT Solutions. En 2016, 153 500[23] enfants reçoivent les repas à l'école. En plus de la fourniture des repas et des rations à emporter pour les filles, le programme contribue également à la création des jardins scolaires, la construction des latrines et des forages et la formation des enseignants.

Aucune étude n'a encore été réalisée pour évaluer l'impact du programme sur l'état nutritionnel des enfants.

Toutefois, un impact positif sur le taux de scolarisation et de fréquentation a été rapporté (PAM, 2010)[24]. Les efforts visant la mise en échelle au niveau national sont en cours. Depuis 2014, une Politique Nationale de l'Alimentation Scolaire (PNAS) assortie d'un plan d'action opérationnel est en cours d'élaboration.

23 Le programme du PAM cible 19.500 enfants dans le Nord, tandis que celui de Nascent Solution cible 134 000 enfants dans la région du Nord-Ouest

24 PAM. Evaluation à mi-parcours du Programme Pays du PAM pour le Cameroun 2008-2012

Programme d'Alimentation Scolaire au Cameroun

Trois partenaires clés appuient le Cameroun en matière d'alimentation scolaire. Il s'agit du Programme Alimentaire Mondiale (PAM) depuis 1973 et de l'ONG *Counterpart International* (CI) (2008-2015) et l'ONG *NASCENT Solutions* depuis 2016. Il s'agit pour ces Partenaires, d'apporter principalement l'assistance alimentaire en termes de repas aux élèves issus des Zones d'Education Prioritaires (ZEP) notamment, l'Extrême-nord, le Nord, l'Adamaoua et l'Est.

La matrice ci-dessous présente les résultats des activités menées dans le cadre des Programmes développés.

Source : Rapport PNES (2015)

Programme	Période	Bénéficiaires ciblés	Régions
PAM	2003/2007	67.000	Nord Extrême-Nord Adamaoua
	2008/2012	55.246	
	2013/2017	55.000	
Counterpart International	2008/2012	45.383	Nord-ouest
	2012	501.087	Nord

Les insuffisances relevées ou les contraintes auxquelles font face les Partenaires suscités dans la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire au Cameroun.

- ✓ Taux de couverture national limité (2.26%) ;
- ✓ Non prise en compte des offres des producteurs locaux dans l'achat des produits alimentaires;
- ✓ Contraintes budgétaires des donateurs et non mobilisation en temps opportun de la contrepartie gouvernementale en matière de financement des programmes ;
- ✓ Dysfonctionnement et réduction du nombre d'écoles assistées dans les programmes. Pour le Programme du PAM 135 écoles assistées sur 250 écoles ciblées au cours de la période 2013/2017.

Au regard des constats sus mentionnés, il s'avère indispensable que les activités menées dans le cadre de l'alimentation scolaire soient étendues à toutes les localités des régions à éducation prioritaire en y intégrant les petits paysans dans la fourniture des produits alimentaires locaux. Cela contribuerait à l'atteinte des objectifs fixés par les directives de l'Union Africaine en matière de l'alimentation scolaire basée sur les produits locaux.

Par ailleurs, le PAM devrait mener une évaluation d'impact de ses activités menées en la matière avant la fin du programme (CP-200330) qui couvre la période 2013/2017.

Le Gouvernement quant à lui est appelé à mobiliser la contrepartie des ressources nécessaires à la mise en œuvre des programmes conjoints avec le PAM en vue de l'augmentation de la couverture sur le plan national du Programme d'alimentation scolaire au Cameroun.

Cantines scolaires à Ndiguina, Région de l'Extrême-Nord

II.2.2 Programmes et Projets des Partenaires et autres Acteurs impliqués dans la sécurité alimentaire et la nutrition au Cameroun

II.2.2.1 Apport des Partenaires Techniques et Financiers (PTF)

La contribution des PTF se focalise entre autres sur l'appui dans les filières agricole, élevage et environnementale. La liste des Programmes et Projets est indiquée en annexe.

a) PTF et Développement agricole

Le Cameroun participe au processus « Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique » (PDDAA) qui a abouti à l'élaboration d'une Politique Agricole et d'un Plan National d'Investissement Agricole (PNIA). Ce processus est piloté par le MINADER et bénéficie de l'appui de la FAO, à travers le Projet de Renforcement des Capacités de Planification des Investissements Agricoles (PRCPIA).

b) PTF et Développement de l'Elevage

Le Cameroun est membre de la Communauté Economique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques (CEBEVIRHA). Il est à noter qu'une « Etude de faisabilité pour la mise en place d'un système d'information sur le commerce du bétail, de la viande et du poisson en Afrique Centrale », a été menée en avril 2012, à la demande de la CEBEVIRHA, avec l'appui de la Commission Economique des Nations-Unies pour l'Afrique (CEA).

c) PTF et Développement de la Pêche

Le Cameroun est membre de la Commission Régionale des Pêches du Golfe de Guinée (COREP) qui intervient en faveur de la pêche durable et du développement du commerce des produits de la pêche dans la sous-région Afrique Centrale

.d) PTF et gestion Environnementale

Le Cameroun a souscrit au NEPAD et il est également membre de la Commission Ministérielle Africaine de l'Environnement et de la Fondation du Tri National de la Sangha (TNS).

Au plan sous régional, du fait de l'existence des écosystèmes et des ressources partagées (eaux, terres), le Cameroun est impliqué dans de nombreuses concertations sous régionales. Il est membre de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN) et de la Commission Internationale du Bassin du Congo-Oubangui-Sangha (CICOS) dont les mandats portent essentiellement sur la gestion intégrée et concertée des ressources en eaux et en terres des Bassins du Lac Tchad, du Niger et du Congo.

En outre, le Cameroun est aussi membre des Organisations régionales suivantes : La Conférence des Ministres Chargés de la Science et de la Technologie de l'Afrique du Centre et de l'Ouest (CMCSTACO) la Conférence sur les Ecosystèmes des Forêts Denses et Humides d'Afrique Centrale (CEFDHAC), l'Organisation pour la Conservation de la Faune Sauvage en Afrique (OCFSA), l'Agence Internationale de développement de l'information Environnementale (ADIE), et le Réseau des Aires Protégées d'Afrique Centrale (RAPAC).

II.2.2.2. Autres Partenaires et acteurs impliqués dans la sécurité alimentaire et la nutrition au Cameroun

a) Organisations du secteur privé

Il existe plusieurs organisations du secteur privé, notamment le Groupement Inter-patronal du Cameroun (GICAM), le Syndicat des Industriels du Cameroun (SYNDUSTRICAM) et le Mouvement des Entrepreneurs du Cameroun (MECAM) qui regroupent les entreprises de toutes les branches, quel que soit leur taille. Y sont représentés pour le secteur agricole: les agro-industries, les exportateurs et importateurs de produits et d'intrants, les transformateurs, les fabricants de matériels.

b) ONG et Société Civile

Dans cette catégorie d'acteurs on y retrouve: les interprofessions, les coopératives, les groupes d'initiatives communes (GIC), les associations et les ONGS. Les principales interprofessions intervenant dans le secteur rural sont : le Groupement de la Filière Bois du Cameroun (GFBC), le Conseil Interprofessionnel du Cacao et du Café (CICC), le Réseau des Opérateurs des Filières Horticoles du Cameroun (RHORTICAM), la Confédération Nationale des Eleveurs de Bovins du Cameroun (CNEB-CAM) et l'interprofession avicole du Cameroun (IPAVIC).

En ce qui concerne les fédérations d'organisations de producteurs, il existe plusieurs dynamiques fédératives récentes, de niveau régional ou national. L'on peut citer entre autres, la Plateforme Nationale des Organisations Professionnelles Agro-(associations sylvo-pastorales du Cameroun (PLANOPAC), créée en 2007 qui regroupe 1300 organisations, GIC et unions de GIC, coopératives) avec un total de 144 000 producteurs; le Conseil National des Organisations des petits Producteurs du Cameroun (CNOPCAM) avec 16 organisations membres dans 8 régions et qui regroupe environ 400 000 producteurs (chiffres de 2008) et la Confédération Nationale des producteurs de Coton du Cameroun (CNPCC) à qui la SODECOTON transfère progressivement les fonctions liées à la gestion des groupements de producteurs, notamment du crédit intrants.

Les organisations de producteurs sont plus de 120 000 sur toute l'étendue du territoire national; 115 581 Groupes d'Initiative Commune (GIC), 3 647 unions de GIC, 59 fédérations de GIC et 42 confédérations de GIC ; 1 853 coopératives de production et 1 575 coopératives d'épargne et de crédit, 67 unions de coopératives et 11 fédérations de coopératives. Les principales organisations d'artisans sont : la Confédération Nationale des Artisans du Cameroun (CONAC), le Centre de Liaison et d'Appui des Artisans du Cameroun (CLAAC), le Groupement Interprofessionnel des Artisans (GIPA) et le Corps National des Artisans (CNAC), représentant l'ensemble des corps de métiers, notamment dans l'agroalimentaire.

II.3 FINANCEMENT ET GOUVERNANCE DES PROGRAMMES DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION

II.3.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL

II.3.1.1. Acteurs gouvernementaux et leurs rôles

Au niveau des acteurs gouvernementaux, on note les ministères clés dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition (MINADER, MINEPIA et MINSANTE), les ministères qui viennent en appui par leurs actions complémentaires et certaines structures spécialisées.

Les rôles de ces différentes parties prenantes peuvent se décliner ainsi qu'il suit.

a) Ministères clés dans la sécurité alimentaire et la nutrition

✓ **Le MINADER**

Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans les domaines de l'agriculture et du développement rural. La conception des stratégies et des modalités pour garantir la sécurité et l'autosuffisance alimentaire et le suivi de leur mise en œuvre relèvent de sa compétence.

Il assure la coordination de la gestion des situations de crise en matière agricole et le suivi de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité.

Il assure par ailleurs la gestion de l'aide alimentaire dans le cadre de sa responsabilité de liaison entre le Gouvernement et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) qu'il exerce en relation avec le MINREX. C'est à ce titre qu'il assure la tutelle du Comité de Gestion FAO/PAM.

✓ Le MINEPIA

Le Ministère de l'élevage des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA) responsable du développement de l'élevage, de la pêche et des industries animales. Tout comme le MINADER, il joue un rôle clé dans les domaines ci-après :

- la vulgarisation des techniques modernes d'élevage ;
- le contrôle de la qualité sanitaire des aliments ;
- la promotion de la transformation des produits animaux et halieutiques ;
- l'augmentation de l'efficience du secteur de l'élevage traditionnel et du secteur moderne émergent ;
- le développement de la filière animale et de l'aquaculture ;
- l'amélioration de la vulgarisation pastorale ;
- la protection sanitaire ;
- le développement de l'industrie animale et halieutique.

Par ailleurs, il abrite plusieurs projets de développement des filières porc, volaille, petits ruminants, pêche et pisciculture, etc.). Il assure la tutelle du Laboratoire National Vétérinaire (LANAVET), de la Mission de développement de la pêche maritime au Cameroun (MIDEPECAM) et de la Caisse de Développement de la Pêche Maritime (CDPM).

✓ MINSANTE

La sous-direction en charge de l'alimentation et de la nutrition du Ministère de la Santé Publique est l'organe responsable de l'implémentation et de la coordination des activités dans le secteur de la Nutrition au Cameroun. Il existe aussi d'autres structures complémentaires dont l'activité impacte directement la santé nutritionnelle à savoir la direction en charge de contrôle de maladies, santé maternelle et infantile et la vaccination.

b) Ministères venant en appui dans la sécurité alimentaire et la nutrition

Ce groupe de ministères est constitué du : Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), Ministère des Travaux Publics (MINTP) , Ministère des Transports (MINTRANS), Ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE) , Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat (MINPMEESA), Ministère de l'Industrie, des Mines et du Développement Technologique (MINIMIDT), Ministère du Commerce (MINCOMMERCE), Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED), Ministère des Finances (MINFI), Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD), Ministère de la Jeunesse et de l'éducation Civique (MINJEC), Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières (MINDCAF), Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI), Ministère de l'Enseignement Supérieur (MINESUP)

c) Autres structures spécialisées en charge de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Cameroun

Il s'agit de : La Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Elevage et des Forêts (CAPEF), le Système National de Recherche Agronomique, les universités et écoles de formation

La Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Elevage et des Forêts (CAPEF)

C'est une chambre consulaire qui constitue l'organe consultatif et professionnel qui protège les intérêts du secteur auprès des pouvoirs publics. La CAPEF assume depuis 2009 (Décrets 2009/249 et 2009/250) certaines missions et tâches précédemment dévolues aux pouvoirs publics notamment dans le domaine de la coopération, de la formation des producteurs et de l'organisation des manifestations agropastorales.

✓ Le Système National de Recherche Agronomique

Le système camerounais de recherche agricole repose sur l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD), sous la tutelle du MINRESI. L'Institut fonctionne avec l'appui des centres internationaux de recherche (CIRAD, CIFOR, IRD, ICRAF, IITA, etc.). Le système a beaucoup souffert de la crise économique qui a affecté le Cameroun depuis le milieu des années 80. Un prêt de 6 milliards de FCFA accordé par la BAD en 2002 a permis de reconstituer les capacités institutionnelles de l'IRAD dans la perspective du renforcement des liens entre recherche et vulgarisation agricole à partir d'une recherche pilotée par la demande.

Plus récemment, grâce au Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) entre la France et le Cameroun, l'AFD a financé dix (10) projets de recherche de l'IRAD à hauteur de 5,2 milliards de FCFA, dans le cadre d'un Programme d'Appui à la Recherche Agronomique (PARA) mis en œuvre par le MINRESI. La vulgarisation des résultats de recherche au niveau des utilisateurs (agriculteurs, éleveurs) reste une préoccupation permanente.

✓ Les universités et écoles de formation spécialisées en matière agricole et en nutrition

Les universités qui dispensent des formations spécifiques au bénéfice du secteur rural sont : L'Université de Ngaoundéré avec l'Ecole des Sciences et Médecine Vétérinaire (ESMV) et l'Ecole Nationale Supérieure des Industries Agro-Alimentaires (ENSIAA), l'Université de Douala avec l'Institut des Sciences Halieutiques de Yabassi, l'Université de Dschang avec la Faculté des Sciences Agronomiques (FASA), l'Université de Maroua avec l'Institut du Sahel (ISS), les Universités de Yaoundé I et II, l'Université des Montagnes (UDM), l'IUT Bois de Mbalmayo et l'Ecole de Faune de Garoua, l'Université de Buea, l'Université de Bamenda, l'Université catholique du Cameroun et l'Institut Universitaire du Diocèse de Buea.

Des écoles de formation agropastorale, sous la tutelle du MINADER et du MINEPIA, délivrent des diplômes d'entrepreneur agropastoral, de conseiller agropastoral et de technicien supérieur en aménagement hydraulique et approvisionnement en eau. Notons que le programme d'appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêches (AFOP) bénéficie d'un financement du Contrat de Désendettement et de

Développement (C2D) de l'AFD. Malgré le nombre élevé des centres de formation et des universités suscités, on note une insuffisance en matière d'encadrement des producteurs.

✓ Les programmes/projets de développement

Les Programmes et projets de réhabilitation sociale à l'instar de : Projet de Développement Participatif Rumpi Area dans la région du Sud-ouest, le Projet de Développement Rural Participatif et Décentralisé de Grassfield dans le Nord-Ouest, le Projet de Développement Rural de la Région du Mont Mbapit, le Programme de Développement Rural des régions du Nord-ouest, de l'Est et de l'Extrême-Nord, le Projet Mungo-Nkam, la Mission de Développement des Monts Mandara. Beaucoup d'initiatives de développement rural et de gains de productivité qui renforcent les quatre piliers de la sécurité alimentaire et de la nutrition sont en cours. Le Cadre logique d'identification des initiatives développées au sein des départements ministériels pour la sécurité alimentaire est présenté en annexe.

✓ Les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD)

Les transferts de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales est encadré par la Loi N°2004/017 du 24 juillet 2004 relative à la décentralisation. Les missions des communes sont précisées par la Loi N°2004/018 du 22 juillet 2004 et portent sur le développement local et l'amélioration du cadre et des conditions de vie des habitants. Les communes exercent déjà certaines compétences en matière de promotion des activités de production pastorale et piscicole:

II.3.1.2. Les organisations du secteur privé

Les organisations secteur privé mentionnées précédemment sont les mêmes qui interviennent dans le domaine du financement et de la Gouvernance de la Sécurité alimentaire et de la Nutrition.

Le secteur privé contribue à la réalisation des activités de gestion agricoles études, activités d'aménagements, de valorisation et de transformation des produits agricoles. Les petits paysans constituent 75% des acteurs du secteur.

a) Secteur privé dans le domaine de la production

Le secteur privé contribue à la réalisation des activités de gestion agricoles à plusieurs niveaux à savoir : études, activités d'aménagements, de valorisation et de transformation des produits agricoles et autres activités de services liées au développement rural. Aussi, il est à noter que les petits paysans constituent 75% des acteurs du secteur.

Les agro industries intervenant dans la production sont aussi nombreuses et variées à l'instar de : *Cameroon Development Corporation* (CDC), Société Camerounaise des Palmeraies (SOCAPALM), les plantations FERME SUISSE, Société de Développement du Coton (SODECOTON), Maïserie du Cameroun (MAISCAM), Plantations Haut Penja (CHP), Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua (SEMRY) et UNVDA etc.

Budget de l'état alloué au secteur agricole représente 3,52% du budget national en 2016 tandis qu'il était de 3,75% en 2015.

b) Financement de l'agriculture

✓ Budget de l'Etat

En attendant l'opérationnalisation de la Banque Agricole au Cameroun, le secteur agricole est essentiellement financé par le budget de l'Etat et la contribution du secteur privé notamment le paysan. Le tableau ci-dessous donne l'évolution récente du budget de l'état en matière agricole et sanitaire.

Table 4 : Evolution de la part du budget de l'agriculture et l'élevage dans le budget national

BUDGET BIP (million de F CFA)	2015	2016
MINADER (1)	108.692	110.162
MINEPIA (2)	31.712	39.113
MINSANTE (3)	207.066	236.167
NATIONAL (N)	3.746.600	4.234.700
Ratio (1+2)/(N)	3,75%	3,52%
Ratio (1+2+3)/(N)	9,30%	9,10%

Source : Rapport, Loi des Finances du Cameroun (2016)

De l'analyse du tableau ci-dessus, il ressort que l'évolution du budget de l'état alloué au secteur agricole reste faible et en régression en rapport avec l'évolution du budget national. En effet, celui-ci représente 3,52% du budget national en 2016 tandis qu'il était de 3,75% en 2015.
Par ailleurs, il convient de relever que selon la Déclaration de Maputo, dans laquelle les chefs d'États et de gouvernements africains s'engageaient à consacrer 10 % de leur budget national à l'agriculture et adoptaient le CAADP/PDDAA (Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine), force est de noter que le Cameroun reste à la traine et le taux de 3,5% reste largement inférieur à l'objectif de Maputo.

✓ Financement Privé

Le secteur agricole et rural camerounais est principalement financé par des initiatives des Établissements de Micro Finance (EMF). En effet, les structures bancaires qui financent les activités du secteur rural sont peu nombreuses. Il s'agit particulièrement du Consortium des banques AFRILAND/BICEC/SGBC/ATLANTIQUE avec un prêt de 50 milliards de FCFA négocié avec le GICAM en octobre 2013 pour les PME. En ce qui concerne les EMF, en fin 2012, la COBAC14 dénombre sur le territoire camerounais 509 EMF (contre 495 en 2010 et 460 en 2008). Au sens de la réglementation CEMAC, on dénombre à la fin de l'année 2012 six réseaux regroupant 269 EMF (dont près de 67% pour le réseau CAMCCUL). Les EMF dénommés MC2 sont agréées comme EMF indépendants mais évoluent au sein d'une association

(comptant 55 MC2 agrées avec un total de 95 guichets en 2012).
La COBAC indique qu'au 31 décembre 2012, les EMF agréés enregistrent 454,5 milliards FCFA de dépôts, 239,8 milliards FCFA d'encours de crédits (représentant respectivement 15% des dépôts et de l'encours de crédit du secteur bancaire) et un bilan total de 480,6 milliards de FCFA. Ces chiffres sont en progression depuis 2010. Cependant, la faillite de trois institutions importantes (COFINEST, FIFFA et CAPCOL) a ralenti la croissance du secteur et explique en grande partie la baisse des principaux agrégats financiers en 2011.
En outre, pour ce qui est des EMF de première catégorie finançant l'activité rurale et parrainées par les banques, l'on note les Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Autocentrées (CVECA) parrainées par la BICEC, les Mutuelles Communautaires de Croissance (MC2) parrainées par AFRILAND, les Mutuelles des Femmes Africaines (MUFFA) parrainés par AFRILAND ; et la *Cameroon Cooperative Credit Union League* (CAMCCUL) parrainée par l'UBC. Comme EMF de 2ème catégorie indépendante, il existe la Compagnie Equatoriale de Crédit et d'Investissement (COMECI). Toutefois, il est important de relever que le Gouvernement a mis en place le Projet d'Appui au Développement de la Micro finance Rurale et il envisage aussi la création d'une banque agricole.

c) Inter-professions

Les principales interprofessions intervenant dans le secteur rural sont : le Réseau des Opérateurs des Filières Horticoles du Cameroun (RHORTICAM) et l'interprofession avicole du Cameroun (IPAVIC).

d) Les Fédérations des organisations de producteurs

Il existe au Cameroun plusieurs dynamiques fédératives récentes de niveau régional ou national. Il s'agit de : La Plateforme Nationale des Organisations Professionnelles Agro-sylvo-pastorales du Cameroun (PLANOPAC), La Concertation Nationale des Organisations Paysannes au Cameroun (CNOP-CAM) et La Confédération Nationale des Producteurs de Coton du Cameroun (CNPCC).

✓ Les organisations de producteurs à la base

Il existe au Cameroun plus de 120 000 organisations de base qui fédèrent les producteurs sur toute l'étendue du territoire national ; 115 581 Groupes d'Initiative Commune (GIC), 3 647 unions de GIC, 59 fédérations de GIC et 42 confédérations de GIC.

En termes de coopératives on dénombre 1 853 coopératives de production et 1 575 coopératives d'épargne et de crédit, 67 unions de coopératives et 11 fédérations de coopératives.

✓ Les organisations d'artisans

Les principales organisations d'artisans sont : la Confédération Nationale des Artisans du Cameroun (CONAC), le Centre de Liaison et d'Appui des Artisans du Cameroun (CLAAC), le Groupement Interprofessionnel des Artisans (GIPA) et le Corps National des Artisans (CNAC), représentant l'ensemble des corps de métiers, notamment l'agroalimentaire.

✓ ***Les associations***

Dans cette catégorie on note : L'Association Citoyenne de Défense des Intérêts Collectifs (ACDIC), La Coalition Souveraineté Alimentaire (COSAC), La Mutuelle des Bayam-Sellam (MUBASE). La MUBASE est un regroupement de femmes qui œuvrent dans l'évacuation des produits vivriers des zones de production vers les marchés urbains.

II.3.2 MÉCANISME DE COORDINATION

Dans le cadre de la coordination des activités visant l'objectif de sécurité alimentaire, le Gouvernement camerounais s'est doté d'un outil majeur de concertation et de suivi: il s'agit du Comité Interministériel de la Sécurité Alimentaire (CISA). Toutefois d'autres instances de coordination couvrant le secteur de la sécurité alimentaire existent dans l'administration publique. Ces différents dispositifs se présentent ainsi qu'il suit:

II.3.2.1 Le Comité Interministériel de la Sécurité Alimentaire (CISA)

Pour la mise en œuvre de la politique de sécurité alimentaire, le Gouvernement Camerounais a mis en place depuis 2009 le Comité Interministériel de la Sécurité Alimentaire (CISA) composé de tous les Ministères impliqués dans la sécurité alimentaire.

Pour l'accomplissement de ses missions, le CISA est assisté d'un Comité Technique National (CTN) présidé par le Secrétaire Général du MINADER. Il est composé des Secrétaires Généraux des ministères du CISA, des représentants des services du Premier Ministère, des représentants de la FAO, du PAM, de l'UNICEF, des bailleurs des fonds, du Directeur Général de l'IRAD, du Directeur de l'Office Céréalier, du Responsable du comité de gestion FAO-PAM et de deux représentants de la société civile.

II.3.2.2 Autres comités analogues

a) Le Comité de Pilotage chargé de l'appui et du suivi de la mise en œuvre du DSDSR (MINEPAT) ;
b) Le Comité de coordination et de suivi du Plan National d'Investissement Agricole (MINADER) ;
c) L'Observatoire National des Risques ;
d) Le dispositif d'urgence et de secours en cas de catastrophe ou de risque majeurs.

II.3.2.3 Coordination dans le secteur de la Nutrition

En 2014, Le Gouvernement a créé un comité interministériel de lutte contre la malnutrition dans les régions septentrionales et de l'Est. Ce comité est chargé entre autres d'identifier les actions spécifiques à réaliser, d'assurer le développement des programmes multisectoriels impliquant différentes parties prenantes, de veiller à la mobilisation de ressources internes et externes et d'assurer le suivi et l'évaluation de l'intégration des interventions en faveur de la réduction de la malnutrition dans les différents secteurs[25]. Les activités de plaidoyer sont en cours pour que le champ d'action du comité puisse s'étendre sur

25 Arrêté portant création de comité interministériel de lutte contre la malnutrition dans les régions septentrionales et de l'Est

toutes les dix régions. Il existe également un groupe de travail sur la nutrition (*Nutrition Working Group*) qui se réunit chaque mois.

II.3.3. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

II.3.3.1. Le comité interministériel de la sécurité alimentaire

II.3.3.2. Suivi de la Nutrition

Tous les 3 à 4 ans, les Enquêtes Démographiques et de Santé (EDS) et les Enquêtes par Grappes à Indicateurs Multiples (MICS) sont menées par l'Institut National de la Statistique avec l'appui des partenaires. Ces enquêtes donnent les informations sur la situation nutritionnelle des femmes et des enfants.

Par ailleurs, il est à relever que l'UNICEF à travers l'enquête SMART dans certaines régions à l'instar du Nord, Extrême-Nord, Adamaoua et l'Est, participe au suivi du taux de mortalité et du statut nutritionnel des femmes et des enfants

CONCLUSION

Au terme de ce chapitre, il ressort que sur le plan politique et stratégique, les engagements de l'Etat en matière de sécurité alimentaire et de nutrition contribuent à l'amélioration de la production agricole et partant, protègent la population de l'insécurité alimentaire. Toutefois, force est de relever une allocation budgétaire largement insuffisante au regard de la déclaration de Maputo. En effet, seul 3.5% du Budget National sont consacrés à l'agriculture alors que les engagements des Chefs d'Etats et de Gouvernements Africains étaient d'atteindre le taux de 10%.

Par ailleurs, en attendant l'opérationnalisation de la Banque Agricole crée par décret du Chef de l'Etat, l'on note une contribution significative du secteur privé en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

Aussi, l'on relève une absence de loi d'orientation en matière agricole au Cameroun. Ce qui a pour conséquence l'accentuation du problème de coordination et de suivi des questions de sécurité alimentaire au Cameroun.

CHAPITRE III: DÉFIS A RELEVER EN MATIÈRE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION AU CAMEROUN

INTRODUCTION

Les grands défis en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au Cameroun passent impérativement par de nombreuses reformes à engager par le Gouvernement. Ces réformes sont d'ordre législatif, réglementaire et institutionnel. Aussi, pour plus d'efficacité, les autres partenaires du gouvernement doivent participer à l'atteinte des objectifs poursuivis.

III.1 DEFIS NORMATIFS ET INSTITUTIONNELS

Il s'agit des défis à surmonter en matière législative, réglementaire et institutionnelle dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

III.1.1 Défis Juridiques

III.1.1.1 Défis du cadre législatif en matière de sécurité alimentaire

Le Cameroun ne dispose pas encore d'une loi qui régit les questions de sécurité alimentaire. Un texte de loi en la matière est attendu depuis plusieurs années. Il en est de même des textes portant sur le Code Pastoral et le Code Agricole.

III.1.1.2 Défis du cadre réglementaire en matière de la nutrition

Harmonisation des textes réglementaires

Le cadre réglementaire en vigueur s'appuie essentiellement sur le Décret N° 2009/0045/PM du 14 janvier 2009 portant organisation du cadre institutionnel d'exécution du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA). Parmi les missions assignées à ce Programme figure la contribution à l'amélioration de l'état nutritionnel de la population.

III.1.2 Défis Institutionnels

III.1.2.1 Instance de coordination

Le Gouvernement camerounais dispose de trois organes de coordination et de suivi de la sécurité alimentaire dont deux rattachés aux Services du Premier Ministre (CISA, Comité de Pilotage /PNIA) et le troisième au MINEPAT (Comité de Pilotage /SDSR). Avec un tel arsenal institutionnel il y a un risque de chevauchement et une lassitude face à des interpellations répétitives.

En effet, en sept ans d'existence (20092016) le CISA ne s'est réuni qu'à deux reprises alors que la fréquence de ses assises institutionnelles est annuelle. La raison évoquée pour différer les sessions de cette instance porte sur la reformulation préalable du PNSA.

Le CP/SDSR qui s'est réuni régulièrement entre 2005 et 2013 et qui produisait des rapports annuels sur la mise en œuvre du DSDSR, ne tient plus d'assises depuis sa

restructuration en 2014. En outre, le CP/PNIA quant à lui ne s'est jamais réuni, les responsables des organes exécutifs n'ayant jamais été désignés.

En tout état de cause, les questions d'insécurité alimentaire et même de crises alimentaires ne sont pas tributaires de l'existence ou non du PNSA. La programmation régulière de ces questions dans les sessions des différentes instances de coordination s'avère impérative notamment compte tenu du contexte d'insécurité qui prévaut dans certaines régions du pays.

III.1.2.2 Production des statistiques en matière agricole

L'insuffisance de collecte de données statistiques sur l'agriculture et la nutrition au Cameroun limite la formulation des politiques de développement en la matière. En effet, l'information de référence disponible provient du dernier recensement général de l'agriculture et de l'élevage de 1984. Toutefois des évolutions récentes tendent à remédier à cette situation. Un décret du Chef de l'Etat du 09 juin 2015, institue le 3ème recensement de l'agriculture et de l'élevage. La régularité (10 ans) de ce type d'opération n'est donc pas respectée et les mesures pour rattraper le retard enregistré manquent de diligence[26]. Dans ce contexte toute tentative d'évaluation de l'insécurité alimentaire et d'identification des mesures pour y remédier est sujette à caution.

L'évaluation de la sécurité alimentaire au Cameroun permet de constater qu'en général, le Cameroun jouit des atouts naturels favorables pour produire en quantité et en qualité suffisantes pour couvrir les besoins alimentaires de sa population.

26 Le recensement proprement dit n'a pas démarré 11 mois après la signature du décret

III.1.2.3 Gouvernance en matière nutritionnelle

Selon le '*Hunger and Nutrition Commitment Index*' (HANCI, 2014) le Cameroun est classé 29ème sur 45 pays en matière de réduction de la malnutrition. Ainsi se pose avec acuité le problème de la gestion en matière de politique de la nutrition au Cameroun. En outre, il n'existe pas un comité en charge de la coordination nationale des actions nutritionnelles au Cameroun. Cependant, il est à relever l'existence d'un comité interministériel en matière nutritionnelle couvrant seulement quatre régions à fort taux de malnutrition.

Par ailleurs, le DSCE ne met pas l'emphase sur l'importance de volet nutritionnel comme axe stratégique du développement. Ce qui a pour conséquence la dilution des aspects de la nutrition dans la stratégie de la sécurité alimentaire.

III.2 DEFIS OPERATIONNELS SUR LES PILIERS DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION

L'évaluation de la sécurité alimentaire au Cameroun permet de constater qu'en général, le Cameroun jouit d'atouts naturels favorables pour produire en quantité et en qualité suffisantes pour couvrir les besoins alimentaires de sa population.
En effet, si en matière de production végétale le pays jouit d'une autosuffisance alimentaire, selon les critères de la FAO, et exporte même vers les pays de la sous-région, les productions dans certains secteurs, notamment le secteur halieutique, présentent des déficits. En outre, l'insécurité alimentaire présente également de nombreuses disparités dans les régions septentrionales et l'Est. Elle est moins fréquente dans la partie méridionale du pays. L'insécurité alimentaire est plus élevée en zone rurale qu'en milieu urbain.

Par ailleurs, plusieurs facteurs peuvent fragiliser cet état de choses parmi lesquels, le faible niveau d'accroissement des productions agricoles par rapport à l'accroissement démographique, les aléas et les changements climatiques, les crises transfrontalières, et les insuffisances du cadre réglementaire et institutionnel

III.2.1 Défis en matière de disponibilités alimentaires

Les productions vivrières augmentent mais le rythme de cet accroissement demeure insuffisant pour atteindre des niveaux satisfaisants pour la demande intérieure et celle des pays voisins. Aussi, force est de relever que la production animale et halieutique stagne et la disponibilité des viandes par habitant baisse.

Les causes de toutes ces insuffisances résident entre autres dans les méthodes culturales encore largement archaïques, la rupture de la liaison entre la recherche et la vulgarisation, le vieillissement de la main d'œuvre, et l'insuffisance des financements.

III.2.2 Défis en matière d'accessibilité alimentaire

L'accès aux aliments en quantité et en qualité est limité par l'enclavement des bassins de production et la faiblesse du pouvoir d'achat.

III.2.3 Défis en matière de stabilité de l'offre alimentaire

L'offre alimentaire est fluctuante suivant les saisons en raison des faibles capacités de stockage et de transformation. De plus, le pays ne dispose pas de stocks alimentaires publics en dehors de ceux destinés à la régulation des marchés de la zone septentrionale par l'Office céréalier.

III.2.4 Défis en matière d'utilisation des aliments.

Depuis 2003, le taux moyen de consommation calorique par habitant est passé au-dessus de la moyenne recommandée à savoir 2400 kcal/hab (FAO), Cependant, comme indiqué plus haut, les indicateurs de sécurité alimentaire présentent plusieurs disparités.

Les actions du gouvernement en faveur de la sécurité alimentaire sont déséquilibrées, pour preuve, entre 2003 et 2012, 65,9% des financements ont été affectés à la disponibilité, 24,2% à l'accès, 8,2% à la stabilité et 1,7% à l'utilisation

III.2.5 Défis globaux

Plusieurs mesures sont prises par le gouvernement pour renforcer la sécurité alimentaire. De nombreux programmes et projets sont exécutés, des cadres de coordination ont été créés, mais le dispositif reste peu performant. On note aussi, l'inexistence d'une loi régissant la sécurité alimentaire et la nutrition; le fonctionnement léthargique des comités de coordination et de suivi-évaluation et que le Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage, base d'évaluation et de planification fiable, n'est toujours pas réalisé. Par ailleurs, les actions du gouvernement en faveur de la sécurité alimentaire sont déséquilibrées, pour preuve, entre 2003 et 2012, 65,9% des financements ont été affectés à la disponibilité, 24,2% à l'accès, 8,2% à la stabilité et 1,7% à l'utilisation.

Malgré l'importance que semble afficher le Gouvernement pour assurer la sécurité alimentaire des populations, des mesures fortes restent à prendre pour renforcer et stabiliser la sécurité alimentaire au Cameroun. Au niveau du secteur privé, des activités isolées et parcellaires existent mais des programmes d'envergures restent peu connus.

III.2.5.1 Sur le plan institutionnel

Sur le plan institutionnel, l'absence d'une loi-cadre portant organisation du secteur agricole et l'opérationnalisation de l'observatoire sur les changements climatiques constitue un défi fondamental dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la Nutrition au Cameroun. A cela s'ajoute l'absence des données statistiques fiables et actualisées sur l'agriculture et l'élevage due à la non réalisation du Recensement Général de l'Agriculture et l'Elevage. Par ailleurs, la coordination des différents Programmes et projets et le non fonctionnement effectif du CISA constituent un défi à relever en matière de suivi-évaluation dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Cameroun.

En outre, la mise en œuvre effective des différents sous programmes du PNSA et l'allocation des ressources suffisantes aux piliers de la sécurité alimentaire se présentent comme des défis dans la stabilité de la sécurité alimentaire.

III.2.5.2 Sur plan opérationnel

Sur le plan opérationnel, le renforcement des capacités d'intervention des programmes et projets chargés de la modernisation de l'appareil de production agricole est un défi pour l'amélioration de l'offre agricole nationale. La disponibilité et l'accès aux intrants par les petits producteurs agricoles est un défi majeur qui affecte la productivité agricole.

En outre, les autres défis à relever sont entre autres : l'insuffisance de financement, la qualité de l'encadrement technique, la structuration des acteurs en vue de booster la recherche et l'innovation, le développement du cadre de vie en milieu rural favorable aux jeunes et aux femmes, le désenclavement des bassins de production, le développement des infrastructures de stockage, de transformation et de conservation des produits agricoles et de l'élevage.

S'agissant des défis à relever en matière de nutrition, on note :

- L'insuffisance des ressources financières et matérielles pour la mise en œuvre des programmes. L'allocation des ressources par l'état pour la mise en œuvre des activités de nutrition est faible. Il n'existe pas de lignes budgétaires dédiées à la Nutrition. Le financement provient des partenaires extérieurs pour la plupart des activités et ces ressources sont insuffisantes;

- L'insuffisance des ressources humaines. Il y a une faible représentativité des nutritionnistes, particulièrement au niveau régional et au niveau des communautés. On note également l'absence d'un corps de Professionnels de nutrition dans le statut de la fonction publique ;

- Une faible coordination multisectorielle dans la mise en œuvre des interventions spécifiques et sensibles à la nutrition.

III.2.6 Défis régionaux

III.2.6.1. Région de l'Est

La consultation régionale à l'Est a permis de relever l'existence d'environ 13 Programmes et Projets implémentés dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre desdits programmes et projets sont entre autres: (1) le faible niveau de production alimentaire, (2) l'accentuation des conflits agropastoraux, (3) la faible adhésion des populations cibles, (4) l'enclavement des zones de production, (5) l'insuffisance de financement.

A cet effet, quelques défis sont à relever, à savoir:

- ✓ l'augmentation de la production et l'amélioration de l'accessibilité ainsi que la diversification des produits alimentaires ;
- ✓ l'autonomisation des groupes cibles ;
- ✓ la promotion de l'adhésion des bénéficiaires aux programmes ;
- ✓ l'organisation des stratégies de désenclavement des zones éloignées ;
- ✓ la couverture des besoins alimentaires de toutes les cibles et la réduction du

taux de malnutrition dans les zones d'intervention.

III.2.6.2. Région de l'Extrême-Nord

Dans cette partie septentrionale du pays, force est de relever que plusieurs problèmes se posent en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, notamment : la mauvaise qualité et quantité de la production (1), l'insuffisance des denrées alimentaires (2), l'insécurité des populations à cause des agressions (3), l'extrême condition et variation climatiques (4), Stockage et utilisation des produits alimentaires insuffisants (5), Exportation des produits alimentaires vers le Nigéria et le Tchad (6) et l'insuffisance d'eau et d'énergie (7). A cet effet, les défis ci-dessous sont à relever :

- ✓ le plaidoyer à faire auprès des donateurs en vue de la mobilisation des ressources additionnelles pour faire face à l'afflux des réfugiés;
- ✓ la régulation des exportations informelles des denrées alimentaires à destination des pays voisins avec l'implication des autorités administratives concernées;
- ✓ la sensibilisation et le renforcement permanent des capacités des comités de gestion des greniers villageois et communautaires;
- ✓ l'adoption des techniques de maitrise de l'eau.

III.2.6.3. Région du Nord

Les insuffisances relevées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans la région du Nord portent essentiellement sur : la réduction des espaces pastoraux (1), le problème de disponibilité des semences de qualité (2), l'enclavement des bassins de production (3), la consommation massive des denrées alimentaires en période de soudure (4), le problème sécuritaire dans les zones de productions (5), la faible mécanisation de l'agriculture (6).Ainsi, les défis majeurs dans la région du Nord en matière de sécurité alimentaire et de la nutrition sont entre autres :

- ✓ la promotion et la vulgarisation des cultures fourragères ;
- ✓ le renforcement des liens entre les résultats de la recherche agricole et la vulgarisation au niveau des producteurs ;
- ✓ la régulation des sorties massives des denrées par les autorités administratives compétentes ;
- ✓ l'appui des CTD/Coopératives à travers des pools d'engins agricoles.

III.2.6.4. Région du Sud

Dans le cadre de la sécurité alimentaire et de la nutrition, 27 programmes sont en cours d'exécution dans la région du sud. Les insuffisances portent essentiellement sur : (1) la couverture géographique limitée des interventions, (2) l'appropriation limitée des programmes par des bénéficiaires, (3) l'enclavement des bassins de production, (4) la duplication des interventions et programmes dans les mêmes zones, (5) l'accès limité à l'énergie, (6) l'accès limité des femmes aux programmes. Ainsi, les défis majeurs dans la région du Sud en matière de sécurité alimentaire et de la nutrition sont entre autres:

- ✓ la sensibilisation et l'implication des bénéficiaires des programmes à tous les niveaux d'interventions;
- ✓ l'élaboration d'un guide régional en

matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

III.2.6.5. Région du Nord-ouest

Les insuffisances relevées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les régions du Nord-ouest, de l'Ouest et du Sud-Ouest portent essentiellement sur : (1) l'absence de communication sur les programmes qui sont implémentés, (2) la barrière linguistique, (3) les pertes post-récolte, (4) l'enclavement des bassins de production, (5) l'insuffisance de l'éducation nutritionnelle, (6) l'exportation massive des denrées alimentaires vers le Nigéria. Ainsi, les défis majeurs dans les régions du Nord-ouest, de l'Ouest et du Sud-Ouest en matière de sécurité alimentaire et de la nutrition sont entre autres :

- ✓ la communication en matière des programmes mis en œuvre dans la région ;
- ✓ l'implémentation des dispositifs d'approvisionnement post-récolte ;
- ✓ l'implémentation des programmes de formation et d'Education nutritionnelle ;
- ✓ le contrôle des exportations en direction des pays voisins.

III.3 CIBLAGE DES REGIONS A HAUT RISQUE D'INSECURITE ALIMENTAIRE AU CAMEROUN

A l'issue des consultations conduites dans les régions à haute intensité de l'insécurité alimentaire, des actions complémentaires ont été recommandées par des acteurs de la chaine à l'effet de pallier aux insuffisances relevées.

Table 11 (Région de l'Est)

Le tableau ci-dessous donne quelques actions formulées à l'endroit des programmes et projets concourants à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de l'Est.

Actions complémentaires

- Renforcer la sensibilisation de toutes les parties prenantes ;
- Renforcer la collaboration avec les services techniques en vue de l'identification objective des cibles ;
- Créer des Comités de suivi de proximité (cellules de veille) ;
- Impliquer les bénéficiaires directs dans la conception des programmes ;
- Vulgariser les procédures d'accès au financement ;
- Simplifier et faciliter les procédures d'accès au financement ;
- Mettre en place une plateforme de concertation entre l'Administration, les CTD et la société civile ;
- Rendre fonctionnelles les structures existantes et en créer de nouvelles ;
- Réhabiliter et ouvrir des pistes de collectes ;
- Accroitre les financements ;
- Assurer la couverture sanitaire (accroître, réhabiliter, équiper et doter les formations sanitaires en personnel qualifié) ;
- Construire des logements d'astreinte pour le personnel de santé ;
- Renforcement de la sécurité et autonomisation des réfugiés ;
- Accroitre la production en qualité et en quantité par la formation/ information sur les nouvelles techniques agricoles ; la mise à disposition des semences et espèces améliorées ainsi que des intrants agricoles et la mécanisation.
- Multiplier les unités de conservation et de transformation des produits locaux ;
- Mener une forte sensibilisation des populations au regroupement (association, mutuelle, coopérative …) afin de bénéficier des différents financements pour produire en quantité et en qualité ;
- Vulgariser les sources de financement ;
- Procéder à une sélection objective des organisations à financer par les programmes ;
- Assurer un accompagnement de proximité des bénéficiaires des financements ;
- Assurer une implication effective des autorités administratives, municipales et traditionnelles dans tous les programmes mis en œuvre dans une localité ;
- Assurer une meilleure concertation des différents programmes sur le terrain et meilleure coordination
- Promouvoir, l'achat et l'utilisation des produits locaux par les différents programmes ;
- Veiller à la prise en compte par les différents programmes, des aspirations des populations à la base contenues dans les PCD;
- Créer et vulgariser des centres nutritionnels ;
- Mettre à la disposition des centres de santé des kits WaSH ;
- Faciliter l'accès des femmes et des jeunes à la propriété foncière ;
- Intégrer les populations hôtes dans les différents programmes d'appui en faveur des réfugiés.

Source : Auteurs à partir des consultations régionales à l'Est (2016)

Table 12 (Région de l'Extrême Nord)

Caractérisée par la persistance de l'insécurité alimentaire due principalement aux aléas climatiques et au phénomène de Boko haram, les acteurs en charge de la mise en œuvre des programmes et projets en matière de sécurité alimentaire ont proposées des actions complémentaires.

Actions complémentaires

- Assurer la formation des agriculteurs, la mécanisation et l'accès aux intrants agricoles
- (semences améliorées, engrais, pesticides);
- Améliorer les systèmes de cultures et les systèmes de production (travail du sol, fumier
- organique, fertilisation du sol);
- Promouvoir la diversification des cultures vivrières;
- Promouvoir la bonne gestion de l'eau, la vulgarisation de la pratique de l'agriculture irriguée,
- de la pêche et de l'élevage;
- Promouvoir la redistribution des terres;
- Améliorer la législation foncière (vulgarisation du nouveau texte de la législation foncière);
- Créer des villages agricoles;
- Faciliter l'accès aux équipements techniques;
- Renforcer les capacités des producteurs sur les techniques de transformation et de conservation;
- Faciliter l'accès au crédit et l'accès au petit équipement;
- Désenclaver les bassins de production (entretien et création de nouvelles routes; améliorer les méthodes de conditionnement;
- Organiser les producteurs en coopératives dans le secteur de la commercialisation;
- Structurer la commercialisation des produits par filière;
- Promouvoir les cultures fourragères pour l'alimentation du bétail;
- Créer les fermes de production des poussins;
- Transformer l'élevage traditionnel en élevage moderne;
- Assurer l'amélioration génétique des vaches;
- Promouvoir la création des fermes laitières modernes dans toutes les filières (viande-bovin, viande-petit ruminant, porc, volaille, lait et élevage non conventionnel);
- Promouvoir l'autonomisation de la femme;
- Mettre en place une plateforme de concertation entre l'Administration, les CTD et la société civile;
- Renforcer de la sécurité et l'autonomisation des réfugiés;
- Intégrer la population hôte dans l'élaboration des programmes;
- Créer des canaux d'irrigation et de réservoirs a l'exemple de Maga;
- Organiser et contrôler les exportations alimentaires;
- Financer les projets d'eau et d'énergie;
- Négociation entre les Distributeurs des intrants et MINCOMMERCE pour la fixation d'un prix abordable des inputs agricoles;
- Augmenter le nombre des latrines pour les communautés d'accueil et les Réfugiés;
- Consulter les populations bénéficiaires en vue de connaitre leur préférence alimentaire;
- Veiller à ce que les programmes et interventions soient distribués équitablement entre les réfugiés et la population locale;
- Réhabiliter les routes existantes et construire de nouvelles routes pour faciliter l'accessibilité;
- Faciliter l'acquisition des foyers améliorés;
- Assister les réfugiés en vue de leur autonomisation et leur autosuffisance alimentaire;

Source : Auteurs à partir des consultations régionales de l'Extrême Nord (2016)

Table 12 (Région du Nord)

Les acteurs en charge de la mise en œuvre des programmes et projets dans le domaine de la sécurité alimentaire dans la région du Nord ont proposé des actions complémentaires répertoriées ci-dessous.

Actions complémentaires dans la région du Nord

- Revoir le pouvoir de la coutume au niveau de l'accès à la terre ;
- Accélérer la réforme agraire actuellement en cours ;
- favoriser l'accès au financement des Projets ;
- Mettre à la disposition des producteurs, à travers les recherches scientifiques, des semences améliorées base (i.e première génération) qui seront multipliées par la suite ;
- Promouvoir la multiplication des semences et plants par les producteurs de semence ;
- Mettre en place une bonne organisation de la distribution des semences, plants et engrais ;
- Complémenter l'action de la SODECOTON en matière de désenclavement ;
- Pourvoir des moyens effectifs aux CTDs, dans le cadre de la décentralisation ;
- Réguler la sortie massive des denrées par les autorités compétentes ;
- Appuyer les programmes existants en matière de renforcement techniques et financiers de la réduction des grandes épizooties ;
- Promouvoir les cultures fourragères par les CTDs ;
- Créer des unités de transformation sur place ;
- promouvoir les bonnes techniques de stockages au niveau individuel et communautaire (magasins de stockage, greniers) ;
- Envisager le développement des techniques de la promotion de l'énergie solaire ;
- Former les membres des comités de vigilance ;
- Promouvoir les activités génératrices des revenus chez les jeunes ;
- Coordonner les activités d'intervention au niveau de l'autorité administrative pour une meilleure coordination au niveau local ;
- Construire les retenues d'eau pour l'agriculture, l'élevage et la consommation humaine ;
- Développer l'esprit coopératif au niveau des paysans pour augmenter les revenus des producteurs et augmenter le pouvoir de négociation ;
- Appuis aux CTD (par des pools d'engins agricoles)/coopératives pour la mécanisation agricole ;
- Augmenter le Financement de l'office céréalier ;
- Promouvoir la transformation des céréales pour avoir une plus-value et contribuer à la réduction des pertes après récolte pour une plus grande disponibilité ;
- Faire des plaidoyers au niveau du MINFI et MINEPAT pour le non payement de la TVA par l'office céréalier ;
- Appuyer la SODECOTON qui contribue à l'amélioration de la sécurité alimentaire (rotation des cultures, utilisation des inputs, etc.

Source : Auteurs à partir des consultations régionales du Nord (2016)

CHAPITRE IV : IDENTIFICATION DES AXES STRATÉGIQUES ET ACTIONS PRIORITAIRES EN VUE DE L'ATTEINTE DE L'OBJECTIF FAIM ZERO AU CAMEROUN

INTRODUCTION

Les axes stratégiques ainsi que les actions prioritaires qui en découlent, résultent non seulement des constats issus des écarts relevés dans la mise en œuvre des programmes mais aussi, des consultations régionales participatives auxquelles ont pris part tous les acteurs nationaux et partenaires intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

En effet, il importe de noter que les consultations régionales conduites sous la coordination du Gouvernement se sont basées essentiellement sur l'approche thématique regroupant aussi bien les organisations professionnelles, les ONG, la Société Civile, les Partenaires ainsi que les administrations sectorielles concernées.

Ainsi, les actions issues desdites consultations et des écarts relevés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sont présentées sous forme d'une matrice présentant les activités à privilégier, assorties des indicateurs de résultats ainsi que les acteurs impliqués.

IV.1. AXES STRATEGIQUES EN MATIERE DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION AU CAMEROUN

IV.1.1 Axes stratégiques

L'Objectif stratégique est d'atteindre la faim zéro à l'horizon 2030 au Cameroun. Ainsi, il convient de souligner que l'objectif sus visé a pour ancrage la vision Cameroun Emergent à l'horizon 2035, le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) et la stratégie du secteur rural.
A cet effet, pour chacun des cinq objectifs du défi faim zéro, les axes stratégiques suivants ont été identifiés ; à savoir :

100% d'accès à une alimentation adéquate toute l'année

Augmentation du revenu des ménages ruraux du secteur agricole ;
- Renforcement de la résilience des populations vulnérables et promouvoir la protection sociale de la population agricole ;
- Structuration des petits Exploitants Familiaux Agricoles (EFA) en association de producteurs et des clubs d'agriculteurs par zone agro écologique ;
- Intensification du développement des compétences spécifiques dans le domaine agricole ;

100% d'augmentation de la productivité et des revenus des petits exploitants

-La poursuite du Programme d'alimentation scolaire et le ciblage des zones d'éducation prioritaire à travers la mise en place des cantines scolaires endogènes utilisant la production alimentaire locale;

- Intensification de la mécanisation et de l'utilisation des intrants agricoles ;

- Ciblage des zones d'éducation prioritaire en matière d'alimentation scolaire au moyen des produits locaux.

Zéro enfant de moins de deux ans souffrant d'un retard de croissance

- Renforcement de la prise en charge de la malnutrition aigüe dans les régions à haut risque (mise à disposition des intrants nutritionnels à temps et en quantité suffisante ;
- création des centres de prise en charge, renforcement des capacités des acteurs) ;
- Promotion des bonnes pratiques de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) ;
- Lutter contre les carences en micronutriments par la supplémentation, la fortification et la bio fortification ;
- Mener un plaidoyer stratégique en faveur de la nutrition dans l'optique d'accroître l'engagement politique et la participation sociale et d'augmenter le financement public pour la nutrition.

Tous les systèmes agro-alimentaires sont durables

- Promotion d'une agriculture durable et diversifiée ;
- Financement inclusif de l'agriculture ;
- Promotion et vulgarisation de l'économie numérique dans le secteur agricole ;
- Sécurisation des terres agricoles ;
Accroissement des investissements dans le secteur agricole ;

Zéro perte ou gaspillage de produits alimentaires

- Réduction des pertes post-récoltes ;

CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS

L'objectif principal de la revue a été d'identifier les défis à relever en vue d'atteindre l'objectif « Faim zéro » au Cameroun à l'horizon 2030. Ainsi, il sera présenté d'une part, les résultats saillants issus de la revue assortis des défis à relever et d'autre part, les recommandations qui en découlent.

1. Principaux résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au Cameroun

a) S'agissant de la sécurité alimentaire, environ 15,4% de la population souffrent de la faim au Cameroun (INS, 2015). En termes d'insécurité alimentaire, l'on note une évolution croissante dans les régions de l'Extrême-nord et de l'Adamaoua. A cet effet, d'après EFSA (PAM, 2011-2015), dans l'Extrême-nord le pourcentage des ménages en situation d'insécurité alimentaire est passé de 17,8% à 35,5% et de 7,1% à 18,7% dans l'Adamaoua.

b) Sur le plan nutritionnel, force est de noter que la malnutrition est très élevée au Cameroun. Ainsi, concernant le statut nutritionnel des enfants, il ressort que, plus 31% d'enfants de moins de 5 ans souffrent du retard de croissance, plus de 5% souffrent de l'émaciation et environ 15% souffrent du sous poids.

Par ailleurs, la disponibilité alimentaire est en nette progression passant de 2.200 kcal/cap/J à plus de 2.550 kcal/cap/J dépassant largement le seuil normal fixé à 2 400 kcal/cap/J (FAO). Aussi, l'on note que 74,37% des céréales consommées au Cameroun sont produits localement, 25,81% proviennent de l'importation. La production animale et halieutique reste insuffisante, seulement 50% des produits halieutiques consommés sont d'origine locale.

Des lacunes ou des contraintes relevées dans les piliers de la sécurité alimentaire et de la nutrition, sont mentionnées ci-après :

c) S'agissant des contraintes liées à la disponibilité alimentaire, force est de noter des techniques culturales peu modernisées avec l'usage insuffisante des nouvelles technologies, l'accès difficile à la terre où 66% des terres sont régies par la pratique coutumière. L'accès au financement est limité (seul 4,4% des Exploitants Familiaux Agricoles y ont accès).

d) En ce qui concerne l'accessibilité alimentaire, l'on note la difficulté d'accès au marché à cause de l'enclavement des bassins de production et du faible pouvoir d'achat des ménages.

e) Pour ce qui est de la contrainte liée à la stabilité alimentaire, l'on note que les pertes post récoltes représentent plus de 25% de la production agricole et un déficit en matière d'infrastructures de stockage et de conservation alimentaire.

f) En ce qui concerne la contrainte liée à l'utilisation des produits alimentaires, force est de relever que le problème se pose en termes d'éducation nutritionnelle. Cette dernière est plus prononcée du fait du faible niveau d'instruction de la femme (plus de 54,4% des femmes ne sont pas instruits).

g) S'agissant du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) élaboré dans le cadre du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) adopté par l'Union Africaine en 2003, dans lequel les Chefs d'Etats se sont engagés à consacrer 10% de leur budget national à l'agriculture, force est de noter que malgré les efforts du Gouvernement dans la mobilisation des ressources destinées à l'agriculture, la part du budget national allouée à l'agriculture tourne autour de 3,5%.

h) Plus de 60 Programmes ont été recensés dans le domaine de la sécurité alimentaire dont l'un des plus saillants est

le Programme National de la Sécurité Alimentaire (PNSA). Celui-ci cible plus de 366 600 ménages dont 2.200.000 individus bénéficiaires. Dans ce Programme, l'on note que 65,9% des ressources budgétaires sont affectées au pilier disponibilité ; 24,2% à l'accès, 8,2% à la stabilité et 1,7% à l'utilisation.

2. Défis en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au Cameroun

Les défis identifiés sont d'ordre normatif, institutionnel et juridique d'une part, et d'ordre opérationnel d'autre part.

a) S'agissant des défis normatifs et institutionnels, il convient de noter qu'aucune activité d'intérêt général ne puisse prospérer sans une codification normative, réglementaire ou institutionnelle. A cet effet, l'un des défis majeur à ce sujet serait l'adoption d'une loi d'orientation en matière agricole au Cameroun ;

b) Sur le plan réglementaire, l'harmonisation des textes en matière de sécurité alimentaire au Cameroun ;

c) S'agissant du suivi des programmes gouvernementaux concourant à la sécurité alimentaire, l'on note l'absence d'une instance de coordination qui tienne des sessions régulières à l'effet d'en assurer la cohérence et la coordination desdits programmes ;

d) Le défi en termes de production régulière et périodique des statistiques agricoles au Cameroun est manifeste car, sans données statistiques en matière agricole, aucune politique ne peut être bien conduite. Au Cameroun, l'information de référence en matière agricole date de 1984 ;

e) Dans le domaine de la nutrition, le défi majeur est l'engagement durable du gouvernement en matière de lutte contre la malnutrition à travers son enrôlement au sein du Mouvement SUN (*Scaling Up Nutrition*).

Les autres défis suivant les piliers de la sécurité alimentaire et de la nutrition sont entre autres :

- L'amélioration de la production halieutique qui demeure insuffisante eu égard au Taux de Dépendance du Pays aux Importations (TDI=63%) ;

- En matière d'accessibilité, le désenclavement des bassins de production ;
- En matière de stabilité, la mise en place un dispositif de stockage des produits alimentaires publics et privés à l'effet d'assurer la disponibilité de certains produits tout au long de l'année. A cela s'ajoute le défi de transformation des produits agricoles ;

- En ce qui concerne l'utilisation alimentaire pour une consommation en moyenne de 2 400 kcal/hbt, l'optique de soutien à la demande s'appréhende comme un défi majeur. Ceci à travers un meilleur ciblage des ménages pauvres.

- Les défis issus des consultations régionales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sont entre autres :

Dans les régions à potentiel d'insécurité alimentaire et de malnutrition élevé à l'instar des régions du Nord, Extrême-nord et de l'Est, les défis sont notamment : l'accroissement et la diversification de la production alimentaire en tenant compte du changement climatique (1) ; la régulation des exportations informelles des produits alimentaires à destination des pays voisins (2); la promotion et la vulgarisation de la mécanisation agricole ; (3) l'utilisation des techniques de maitrise de l'eau (4); la promotion de l'éducation de la femme (5).

Dans les régions à faible incidence d'insécurité alimentaire, les défis notés sont entre autres le désenclavement des bassins de production (1), la promotion de la communication en matière des programmes et initiatives en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (2) et l'éducation nutritionnelle(3).

3. Leçons à tirer de la revue sur l'objectif « Faim Zéro » au Cameroun à l'horizon 2030

a) l'offre nationale en produits alimentaires est globalement suffisante pour couvrir les besoins des populations, cependant, les problèmes majeurs proviennent d'énormes pertes post-récoltes et de l'insuffisance de soutien à la demande des ménages pauvres;

b) la malnutrition est un problème national et l'une des principales causes est le manque d'éducation nutritionnelle. Toutefois, c'est aussi un problème multisectoriel qui nécessite l'implication de plusieurs acteurs et l'allocation des ressources conséquentes ;

c) l'absence d'un cadre juridique régissant la sécurité alimentaire avec pour corollaire, la multiplicité des acteurs et programmes gouvernementaux pose de fait, le problème de coordination et de cohérence dans la mise en œuvre des programmes ;

d) la faible mobilisation des ressources financières destinées au secteur agricole. Malgré les efforts consentis par le Gouvernement, la part du budget national allouée à l'agriculture reste largement en deçà des objectifs de 10% de la déclaration de Maputo (2003) et réaffirmé par la déclaration de Malabo (2014);

e) l'économie numérique est un outil indispensable à la modernisation de l'agriculture camerounaise ;

f) l'existence des zones exposées aux risques climatiques et d'insécurité liée au flux des réfugiés des pays voisins qui commande la mise en place d'une structure d'alerte et de réponse adéquate.

En tout état de cause, les questions d'insécurité alimentaire et même de crises alimentaires ne sont pas tributaires de l'existence ou non du PNSA. La programmation régulière de ces questions dans les sessions des différentes instances de coordination s'avère impérative notamment compte tenu du contexte d'insécurité qui prévaut dans certaines régions du pays.

4. Recommandations sur les Axes et Actions prioritaires pour l'atteinte de l'objectif Faim Zéro au Cameroun

En vue de permettre au Cameroun d'atteindre l'objectif faim zéro à l'horizon 2030, il est recommandé, l'adoption d'une loi-cadre portant organisation du secteur agricole ainsi que l'opérationnalisation de l'observatoire sur les changements climatiques permettant de disposer aussi bien sur le plan juridique que pratique, d'un cadre approprié d'encadrement et de promotion de l'agriculture, gage de l'élimination de la faim au Cameroun.

Il est également nécessaire de reformuler le PNSA à l'effet de l'adapter aux Objectifs de Développement Durable notamment l'ODD 2. La réforme permettrait d'optimiser le rendement de ce Programme. De même, procéder à une mobiliser effective des fonds nécessaires à la mise en œuvre des divers sous-programmes et d'élaborer une stratégie nationale de la sécurité alimentaire.

Sur le plan opérationnel, le renforcement des capacités d'intervention des programmes et projets chargés de la modernisation de l'appareil de production agricole permettra d'accroitre l'offre agricole

nationale. A cet effet, les Programmes Agropoles, PADFA, PIDMA, etc. doivent être ciblés. Des appuis directs en intrants agricoles (engrais, semences) aux petits producteurs seraient également stratégiques.

Aussi, la dynamisation des activités du Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole (PNVRA) en vue d'améliorer l'encadrement technique et la structuration des acteurs va booster la recherche et l'innovation en matière agricole au Cameroun. Dans le même sillage, l'accélération du processus de mise en œuvre de la Banque Agricole permettra de lever des ressources additionnelles en vue du financement des activités agricoles.

En outre, le développement du cadre de vie en milieu rural favorable aux jeunes et aux femmes passe par l'appui technique et le financement du plan de désenclavement des bassins de production. Les travaux de désenclavement est une prérogative du Ministère des Travaux Publics.

Par ailleurs, en vue de pallier aux pertes post récoltes ainsi qu'à la faible capacité de stockage, il s'avère indispensable de procéder à la formulation et à la mise sur pied d'un Programme National de Développement du Stockage Alimentaire (PNDSA). Ledit Programme permettrait d'appuyer le stockage villageois et de créer des stocks nationaux de sécurité alimentaire.

En fin, la mise sur pied du Programme National d'Appui à la Transformation des productions Agricoles (PNATPA), le renforcement de la capacité de l'Office Céréalier et la relance du Programme d'Education Nutritionnelle (PEN) autrefois financé par la Banque mondiale au Ministère de la Santé (MINSANTE) contribueront à l'atteinte de l'objectif faim zéro au Cameroun.

Il est à noter que la nécessité d'accélérer le processus de réalisation du Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE) s'impose, car sans statistiques fiables, les diagnostiques et les plans stratégiques reposent sur une base virtuelle susceptible d'être remise permanemment en cause.

S'agissant du CISA, il est impératif que son fonctionnement soit effectif en vue d'assurer le suivi-évaluation en matière de sécurité alimentaire au Cameroun.

Aussi, il est nécessaire d'assurer une bonne péréquation dans l'allocation des ressources affectées aux piliers de la sécurité alimentaire et de la nutrition car cela permettrait d'assurer l'équilibre stable entre les quatre piliers.

A cet effet, dans le cadre des cinq objectifs du défi faim zéro, les axes stratégiques suivants ont été identifiés:

100% d'accès à une alimentation adéquate toute l'année

- ✓ Augmentation du revenu des ménages ruraux du secteur agricole ;
- ✓ Renforcement de la résilience des populations vulnérables et promouvoir la protection sociale de la population agricole ;
- ✓ Structuration des petits Exploitants Familiaux Agricoles (EFA) en association de producteurs et des clubs d'agriculteurs par zone agro écologique ;
- ✓ Intensification du développement des compétences spécifiques dans le domaine agricole ;

100% d'augmentation de la productivité et des revenus des petits exploitants

- ✓ La poursuite du Programme d'alimentation scolaire et le ciblage des zones d'éducation prioritaire à travers la mise en place des cantines scolaires endogènes utilisant la production alimentaire locale;
- ✓ Intensification de la mécanisation et de l'utilisation des intrants agricoles ;
- ✓ Ciblage des zones d'éducation prioritaire en matière d'alimentation scolaire au moyen des produits locaux.

Zéro enfant de moins de deux ans souffrant d'un retard de croissance

- ✓ Renforcement de la prise en charge de la malnutrition aigüe dans les régions à haut risque (mise à disposition des intrants nutritionnels à temps et en quantité suffisante ; création des centres de prise en charge, renforcement des capacités des acteurs) ;
- ✓ Promotion des bonnes pratiques de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) ;
- ✓ Lutter contre les carences en micronutriments par la supplémentation, la fortification et la bio fortification ;
- ✓ Promotion de l'éducation et de la pratique nutritionnelle (communication pour le changement de comportement) ;
- ✓ Mener un plaidoyer stratégique en faveur de la nutrition dans l'optique d'accroître l'engagement politique et la participation sociale et d'augmenter le financement public pour la nutrition ;

Tous les systèmes agro-alimentaires sont durables

- ✓ Promotion d'une agriculture durable et diversifiée ;
- ✓ Financement inclusif de l'agriculture ;
- ✓ Promotion et vulgarisation de l'économie numérique dans le secteur agricole ;
- ✓ Sécurisation des terres agricoles ;
- ✓ Accroissement des investissements dans le secteur agricole ;

Zéro perte ou gaspillage de produits alimentaires

- ✓ Réduction des pertes post-récoltes ;

5. Recommandations à l'endroit du PAM

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) est présent au Cameroun depuis plus de 45 ans et a engrangé beaucoup d'expériences à travers des programmes et projets mis en œuvre. Pour cela, l'institution a dû redéployer ses objectifs à la lumière des progrès du pays dans les domaines économique et social et ce, en fonction des ressources disponibles. Dans cette perspective, il serait approprié pour le prochain cycle de son Programme Pays, de se focaliser sur certains axes stratégiques identifiés dans cette revue stratégique incluant entre autres :

- ✓ Alimentation Scolaire à base des produits locaux ;
- ✓ Etablissement d'un système d'alerte et de réponse rapide aux crises ;
- ✓ Réduction des pertes post-récoltes ;

- ✓ Transformation et fortification des produits alimentaires ;
- ✓ Prévention de la malnutrition et renforcement de l'éducation nutritionnelle.

Par ailleurs, promouvoir et renforcer le partenariat avec le Gouvernement, les Partenaires au Développement, les Agences des Nations Unies, les ONG et les organisations des producteurs à l'effet de faciliter la formulation des politiques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. De même, développer et renforcer la stratégie de mobilisation des ressources, pour une mise en œuvre efficace des programmes et projets en la matière afin de contribuer efficacement à l'atteinte de l'objectif faim zéro.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
1 PAS DE PAUVRETÉ
2 FAIM «ZÉRO»
3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE
4 ÉDUCATION DE QUALITÉ
5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES
6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE
8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

ANNEXES

ANNEXES :

Annexe 1 : Matrice d'actions Prioritaires en vue de l'atteinte de l'objectif faim zéro au Cameroun (sur la base de certains axes stratégiques de la revue)

Actions Prioritaires	Objectifs	Résultats à l'horizon 2030	Indicateurs de résultats	Acteurs impliqués	Pilier de la sécurité alimentaire
Objectif stratégique Atteindre la faim zéro					
Axe stratégique 1 (A1) : Promotion de l'Agriculture diversifiée et durable					
A1.1.Renforcement des capacités d'intervention des programmes et projets chargés de la modernisation de l'appareil de production agricole	A.1.1.1 Améliorer les capacités d'intervention des programmes et projets de production agricole	Capacités d'intervention des programmes et initiatives en matière agricole renforcées	% des programmes et projets ayant bénéficiés du renforcement des capacités	Gouvernement PTF CTD	Disponibilité
A.2. Facilitation de l'accès des producteurs aux intrants agricoles	A.1.1.2 Améliorer l'utilisation des intrants agricoles	Nombre de producteurs ou/et exploitants agricoles ayant reçu les intrants	% de producteurs ou /et exploitants agricoles ayant reçu les intrants	Gouvernement PTF Privé	Disponibilité
A.3.Désenclavement des bassins de production	A.1.1.3 Réduire les coûts de transaction liés à l'écoulement des produits alimentaires	Routes des bassins de production agricole désenclavées	% des routes aménagées	MINTP PTF	Accessibilité
A.4. Etablissement de sites de stockage villageois et création des stocks nationaux de sécurité alimentaire.	A.1.1.4 Améliorer la disponibilité de l'offre des produits alimentaires	Site de stockage de produits alimentaires crées et/ou réaménagés	Nombre de site de stockage crées et/ou aménagés	MINADER	Accessibilité Stabilité
A.5. Transformation agroalimentaire	A.1.1.5 Transformer les produits alimentaires	Processus de transformation de produits alimentaires accru	% de produits transformés	Gouvernement Privé	Disponibilité

A.6. Diversification des cultures	A.1.1.6 Assurer la disponibilité de produits alimentaires toute l'année	Variété de produits alimentaires disponibles toute l'année	% des produits alimentaires disponibles toute l'année	Privé	Disponibilité Stabilité
Axe stratégique 2 (A2) : Promotion de l'éducation et de la pratique nutritionnelle					
A.2.1 Renforcement de la prise en charge de la malnutrition aigüe dans les régions à haut risque	A.2.1.1 renforcement des capacités des acteurs A.2.1.2 mise à disposition des intrants nutritionnels à temps et en quantité suffisante A.2.1.3 création des centres de prise en charge	Réduction de la malnutrition aigüe chez les enfants de moins de 5 ans Réduction de la malnutrition chez les femmes enceintes et allaitantes (FEA)	Prévalence de la malnutrition aigüe	MINSANTE, UNICEF, CTD, ONG, SOCIETES CIVILES	Utilisation
A.2.2 Promotion des bonnes pratiques ANJE	A.2.2.1Protéger, soutenir et promouvoir l'allaitement maternel exclusif A.2.2.2 Mise en vigueur et suivi de la mise en œuvre du Code A.2.2.3 Promouvoir une alimentation de complément optimale	Bonnes pratiques ANJE Réduction de la prévalence du retard de croissance	Taux d'allaitement maternel exclusif Régime alimentaire minimum acceptable Prévalence du retard de croissance	MINSTANTE, PAM, UNICEF, CTD	Utilisation, santé
A.2.3 Lutter contre les carences en micronutriments (par la supplémentation, la fortification et la bio-fortification)	A.2. 3.1 supplémentation en vitamine A et en Fer/acide folique A.2.3.2 Veiller au respect des normes sur les aliments fortifiés (sel, huiles, farines) A.2.3.3 mettre à la disposition des populations des aliments fortifiés	Réduction des carences en micronutriments chez les femmes et les enfants	Carence en Fer chez les femmes et les enfants Carence en vitamine A chez les enfants % des ménages qui consomment du sel iodé	MINSTANTE, PAM, FAO, UNICEF, CTD	Utilisation
A.2.4 Promotion de l'éducation nutritionnelle	A.2.4.1 CCC et marketing social en utilisant tous les canaux de communication (médias, réseaux sociaux, sensibilisation	Réduire toutes les formes de malnutrition	Enquête Connaissances, Attitudes et Pratiques (CAP)	MINSANTE, UNICEF, PAM	Utilisation, santé

		communautaire) sur les Actions Essentielles de nutrition				
A.2.5 Plaidoyer en faveur de la nutrition		A.2.5 Faire un plaidoyer auprès des décideurs	Renforcer l'engagement politique pour la nutrition	% de leaders engagés % des ressources financières et humaines	MINSANTE, UNICEF, PAM	
A.2.6 Promouvoir la production et la consommation d'aliments riches en micronutriments		A.2.6.1 promouvoir le jardinage et l'élevage des petits ruminants A.2.6.2 promouvoir l'établissement des jardins scolaires en particulier dans les écoles bénéficiaires du programme de cantines scolaires A.2.6.3 formation des agents de vulgarisation agricole sur la nutrition	Réduction des carences en micronutriments	Score de diversité alimentaire du ménage Score de consommation alimentaire	MINADER, MINSANTE, FAO	Utilisation Utilisation
Axe stratégique 3 (A3) : Accroitre le revenu des ménages ruraux agricoles						
Renforcement des capacités des ménages ruraux		Renforcer les capacités des ruraux	Revenus des ménages ruraux améliorés	Niveau de revenu des ménages ruraux	Gouvernement et Partenaires	Accès
Développement des Activités Génératrices des Revenus		Appuyer les AGR des ménages ruraux	Revenus des ménages ruraux accrus	Taux de chômage par sexe	Gouvernement et Partenaires	Accès
Développement des activités et cultures commerciales		Encourager les ménages ruraux à se convertir dans les activités commerciales	Revenus tirés des transactions commerciales	Part des revenus tirés du commerce	Gouvernement et partenaires	Accès
Axe stratégique 4 (A4) : Réduction des pertes post-récoltes						
Construction et Equipement des unités de transformation des aliments de base	Mettre en place des unités de transformation	Multiplication des unités de transformation des aliments de base	Nombre d'unités de transformation par zone de production alimentaire	Gouvernement Privé	Stabilité	

	des aliments de base			Partenaires	
Construction et réhabilitation des réseaux routiers	Construire et réhabiliter des pistes rurales et le désenclavement des bassins de production	Réduction substantielle des pertes post-récoltes	Nombre des réseaux routiers ou pistes rurales construits ou réhabilités	Gouvernement Privé Partenaires	Accès
Construction des marchés des produits agropastoraux	Construire des marchés des produits agropastoraux	Accès aux produits agropastoraux densifié	Nombre de marchés construits	Gouvernement, FEICOM et Partenaires	Accès
Commercialisation et appui conseil pour l'écoulement des produits agricoles	Développer des centres d'écoute et d'information agricole	Densité d'écoulement des produits agricoles	Nombre de centres d'écoute mis en place	Gouvernement et partenaires	Accès
Axe stratégique 5 (A5) : Résilience des populations vulnérables et protection sociale de la population agricole					
Renforcement des capacités des ménages ruraux pauvres à gérer les risques auxquels ils sont confrontés	Améliorer la durabilité et la résilience des pratiques agricoles	Réduction des chocs auxquels font face les ménages ruraux	Techniques nouvelles d'agricultures adaptées aux chocs	Gouvernement et partenaires	Stabilité et accès
Densification des pratiques de reverdissement en milieu arides	Adopter des systèmes agricoles intégrés	Appropriation des techniques agricoles intégrées en milieu aride	Diversification des produits agricoles	Gouvernement et partenaires	Accès

Incitation à la pratique des investissements agricoles durables	Eduquer les populations à la pratique agricole qui préserve la base des ressources naturelles	Réduction de l'exposition aux chocs environnementaux	Nombre d'initiatives en faveur de la réduction de l'exposition aux chocs environnementaux	Gouvernement et partenaires	Accès
Promotion et vulgarisation de la micro assurance et des filets sociaux	Améliorer la couverture sociale des ménages agricoles et mieux cibler les pauvres dans les transferts monétaires	Couverture sociale de la population rurale et agricole	Populations rurales couvertes par les micros assurances	Gouvernement et partenaires	Disponibilité
Axe stratégique 6 : Financement inclusif de l'agriculture					
Mise en place d'un cadre juridique et réglementaire favorable au financement de l'agriculture	Elaborer un texte spécifique régissant les modalités de financement du secteur agricole	Financement du secteur agricole mieux encadré par des textes juridiques et réglementaires	Nombre de textes élaborés et appliqués en faveur du financement de l'agriculture	Gouvernement EFA et partenaires	Disponibilité
Développement de l'infrastructure financière spécifique à l'agriculture	Créer des bureaux de crédit dans les zones rurales	Vulgariser les bureaux de crédits dans les zones rurales	Nombre de bureaux de crédits crées dans les zones rurales	Gouvernement et partenaires	Disponibilité
Renforcement des capacités managériales des petits producteurs agricole en gestion financière	Former les petits producteurs agricoles en techniques de gestion financière	Vulgariser les connaissances en management financier auprès des producteurs agricoles	Nombre de petits producteurs agricoles formés	Gouvernement et partenaires	Disponibilité

Annexe 2_: Programmes et Projets en matière de sécurité alimentaire au Cameroun

PROJETS ET PROGRAMMES	SPÉCULATIONS	OBJECTIFS	TYPES D'APPUI	PILIERS
Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA)	Toutes les filières	Sécuriser les productions ; Améliorer le revenu monétaire des producteurs surtout les femmes et les jeunes ; Améliorer le système de stockage des céréales ; Contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel des populations	Suivi de la sécurité alimentaire Gestion des risques d'insécurité alimentaire Appui à l'éducation nutritionnelle et au stockage villageois	(1) Disponibilité, (2) Accessibilité, (3) Stabilité, (4) utilisation
Programme de Relance de la Filière Plantain (PRFP)	Banane Plantain	Mise en place d'un réseau de pépinières de bananiers plantains ; Appui aux agriculteurs ; Appui à la commercialisation	Formation aux techniques de multiplication des plants ; Intrants agricoles ; Subventions directes aux pépiniéristes et aux municipalités ; Appuis conseils	Disponibilité
Programme de Développement des Palmeraies Villageoises (PDPV)	Huile de Palme	Améliorer de façon durable le niveau de vie des paysans	Intrants agricoles ; Equipements de transformation ;	Accessibilité, Stabilité

PROJETS ET PROGRAMMES	SPÉCULATIONS	OBJECTIFS	TYPES D'APPUI	PILIERS
			Appuis conseils	
Programme de Valorisation des Bas Fonds (PVBF)	Fruits et légumes	Aménager les bas-fonds et les équiper en matériel d'irrigation	Motopompes et tuyauteries ; Aménagement des bas-fonds ; Appuis conseils	Disponibilité, Stabilité
Projet de Lutte contre les Grands Fléaux des Vivriers	Toutes les filières vivrières	Renforcer le dispositif de lutte contre les fléaux des vivriers	Prospection ; Soutien et renforcement de capacités des brigades villageoises ; Fourniture des pesticides et d'appareils de traitements.	Disponibilité
Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADFA)	Riz et oignon	Réduire la pauvreté en milieu rural ; Accroitre les revenus ; Améliorer la sécurité.	Accompagnement rapproché des producteurs organisés en GIC ; Intensification des cultures ; Construction et équipement des infrastructures de stockage et de transformation ; Renforcement de l'accès au crédit ; Crédit-bail et warrantage.	
Projet d'Appui à la Promotion de la Culture d'Okok (PAPCO)	Okok	Promouvoir la culture, la transformation et la commercialisation	Encadrement technique ; Appui ensemences et plants ;	Disponilité, Accessibilité, Stabilité

PROJETS ET PROGRAMMES	SPÉCULATIONS	OBJECTIFS	TYPES D'APPUI	PILIERS
			Soutien technique	
Projet de Relance de la Filière Pomme de Terre (PRFPT)	Pomme de terre	Relancer la production, la transformation et la commercialisation	Intrants agricoles ; Appuis conseils ; Soutien technique.	Disponibilité, Accessibilité, Stabilité
Projet de Développement de la Filière Champignon (PDFC)	Champignon	Former les organisations de producteurs aux techniques de collectes, conditionnement et conservation Développer les capacités des OP aux techniques de production ; Veiller au suivi et à l'appui conseil aux productions	Appuis directs aux producteurs en équipements et matériels de production ; Renforcement des capacités d'accès des organisations de producteurs aux circuits de commercialisation; Mise à disposition des fiches techniques	Disponilité, Stabilité
Programme National d'Appui à la Filière Maïs (PNAFM)	Maïs	Apporter un appui au renforcement de capacité ; Apporter un appui à la restructuration et organisation de la filière ; Faciliter l'utilisation des semences de qualité	Semences et autres intrants agricoles ; Equipements agricoles ;	Disponibilité, Accessibilité
Programme de Développement et de Valorisation des Racines, Tubercules et Plantain (PDVRTP)	Racines Tubercules Plantain	Renforcer les capacités des producteurs ; Améliorer l'accès des organisations de producteurs aux circuits de commercialisation ;	Intrants agricoles ; Renforcement des capacités d'accès des organisations de producteurs aux circuits de commercialisation ;	Disponilité, Stabilité Accessibilité

PROJETS ET PROGRAMMES	SPÉCULATIONS	OBJECTIFS	TYPES D'APPUI	PILIERS
		Contribuer à la demande quantitative et qualitative des consommateurs	Appuis conseils (Production, transformation et commercialisation)	
Projet d'appui au développement des petits ruminants (PADPR)	Petits ruminants	Améliorer les systèmes de production	Renforcement des capacités	Disponibilité,
Projet d'appui au développement de la pêche artisanale maritime et continentale (ADPAM)	Produits de pêche	Augmentation de la production	Renforcement des capacités et équipement des pêcheurs	Disponibilité,
Programme Agropole	Toutes les filières	Développement de l'agriculture de 2ème génération	Financement global	Disponibilité, Accessibilité, Stabilité, Utilisation
Mission de Développement de la Pêche au Cameroun (MIDEPECAM)	Poisson	Développement des capacités de capture et de stockage	Vente des équipements	Disponibilité, Stabilité,
Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole (PNVRA)	Toutes les filières	Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des producteurs	Appui/conseil aux producteurs	Disponibilité, Accessibilité, Stabilité
Projet d'appui à l'insertion des jeunes dans l'agriculture (PAIJA)	Toutes les filières	Juvénilisation des producteurs ruraux	Renforcement des capacités, financement et installation des jeunes	Disponibilité, Accessibilité, Stabilité

PROJETS ET PROGRAMMES	SPÉCULATIONS	OBJECTIFS	TYPES D'APPUI	PILIERS
Projet d'appui aux établissements de micro finances de développement (MC2 /MUFFA	Toutes les filières	Amélioration des conditions de vie des populations défavorisées	Financement des activités	Disponibilité, Accessibilité, Stabilité, Utilisation
Projet crédit rural décentralisé (PCRD)	Toutes les filières	Développer les activités économiques	Financement	Disponibilité, Accessibilité, Stabilité, Utilisation
Programme de réforme de sous-secteur engrais (PRSSE)	Toutes les filières	Développer l'accessibilité aux intrants	Financement	Disponibilité,
Mission de régulation des approvisionnements des produits de grande consommation (MIRAP)	Toutes les filières	Régulation des approvisionnements sur les marchés	Importation et stockage des produits de grande consommation	Accessibilité, Stabilité,
L'Agence des normes et de la qualité (ANOR)	Toutes les filières	Normalisation de la qualité	Respect des normes	Utilisation
Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel (PIAASI)	Toutes les filières	Formalisation du secteur informel,	Organisation, formation et financement des projets des acteurs	Disponibilité, Accessibilité, Stabilité, utilisation
Projet d'Appui à la Femme Rurale	Toutes les filières	lutter contre la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire	Renforcement des capacités des femmes	Disponibilité, Accessibilité, Stabilité, Utilisation
Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine (PAJER-U)	Toutes les filières	insertion socio-économique des jeunes non scolarisés et déscolarisés	Organisation, formation et financement des projets des acteurs	Disponibilité, Accessibilité, Stabilité, Utilisation

Annexe 3: Statistiques Agricoles

Superficie (1000 ha)								
Terre	Zone agricole	superficie de terres (%)	Terres Arables	% de zone agricole	Cultures permanentes	% de zone agricole	Pâturages permanents	% de zone agricole
47271	9750	20.63	6200	63.59	1550	15.90	2000	20,51
Ressources en eau (2008-2014)								
Précipitation moyenne en profondeur (mm/an)= 1604								
IRWR (km3/an)			ERWR (km3/an)		TRWR (km3/an)	TRWR/hbt (m3/an)	Taux de dépendance (%)	
273			10,15		283,1	12.406	3,585	
Prélèvement d'eau								
Total d'eau prélevée			Km^3/an		% d'IRWR	% de TRWR	% de retrait total	
			1,09		0,40	0,38		
Eau prélevée pour l'Agriculture			0,74		-	0,26	67,71	
Irrigation (2008-2014)								
			1000 ha		% de zone agricole	% du secteur arable		
Surface totale équipée pour l'irrigation			22.5		0,2	0,4		
					Surface	Arroseuse	Localisé	
Techniques d'irrigation (% total de superficie)					75,8	24,2		
Production agricole par groupes de produits (millions de tonnes)								
Groupe de produits alimentaires			Céréales		Fruits		Légumes	Viande
Périodes			2000	2014	2000	2013	2000	2013	2000	2013

Production			1.27	3.05	1.99	5.64	1.27	2.56	0.21	0.33
Flux des exportations et des importations des groupes de produits alimentaires (en million de dollars USA)										
Période			2003	2013	2003		2013	2003	2013	
Exportations			0.4	0.5	75.1		229.0	0.1	0.0	
Importations			125.0	559.4	10.2		42.5	22.0	9.8	
Indice de production alimentaire (niveau relatif du volume de production par an par rapport à la période de base 2004-2006)										
Année	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Indice de production	76,6	102,2	109,8	116,1	121,7	132,1	142,9	148,4	155,0	159,4
Indice de production/hbt	87,4	102,4	107,1	110,5	112,8	119,4	125,9	127,5	129,8	130,1
Flux commerciaux des produits alimentaires (million de dollars USA)										
Exportations	272	418	430	488	687	829	948	861	732	782
Importations	269	493	556	692	984	1.016	906	1.273	1.263	1.218
Expédition d'Aide Alimentaire										
Expédition (2013-15)									001	
Personnes Sous-alimentées (million)										
Période	1990-92		1995-97		2000-02		2008-10	2014-2016		
Nbre personnes	4.7		5.4		5		3	2.3		
Prépondérance de la Malnutrition dans la population totale										
Part de la population	38		Nd		31		15	10		

Source : FAOSTAT, AQUASTAT, OMC, EESI2.

Annexe 4 : Capacités de stockage et la localisation des magasins de l'Office céréalier

Région	Lieu d'implantation du magasin	Capacité (tonnes)
Région de l'Extrême-Nord	Maroua	2.000
	Kaélé	1.500
	Kousséri	1.000
	Mokolo	205
	Yagoua	250
Région du Nord	Garoua	6.000
	Touboro	250
	Ndog	250
	Rey	250
	Baikwa	500
	Poli	500
	Padarmé	250
Région de l'Adamaoua	Banyo	500
	Tignère	500
	Ngaoundéré	2.000
	Meiganga	500
	Ngaoundal	250
Capacité totale		**16.500**

Source : MBALLA (2006)

Annexe 5: Capacités de stockage et la localisation des magasins du Comité de Gestion FAO/PAM

Région	Lieu d'implantation du magasin	Capacité (tonnes)
Région de l'Extrême-Nord	Maroua	1.500
Région du Nord	Garoua	1.000
Région de l'Adamaoua	Ngaoundéré	2.000
Région de l'Est	Bertoua	3.000
Région du Centre	Yaoundé	2.000
Région du Littoral	Douala	4.000
Capacité totale		**13.500**

Source : MBALLA (2006)

Annexe 6: Proportion des ménages utilisant des fertilisants et des produits phytosanitaires par région en 2009

Région	% utilisateurs de fertilisants	% utilisateurs de produits phytosanitaires
Adamaoua	47,7	34,2
Centre	16,3	24,4
Est	1,0	8,1
Extrême-Nord	21,7	40,0
Littoral	27,6	20,3
Nord	76,7	79,4
Nord-Ouest	48,5	9,4
Ouest	59,6	40,3
Sud	7,5	16,2
Sud-Ouest	19,6	35,8
Cameroun	**35,4**	**32,5**

Source : AGRISTAT, 2010

Annexe 7 : Objectifs de production visés pour les filières végétales entre 2013 et 2020 (en tonnes)

Filières	Rendement 2013 (t/ha)	Rendement 2020 (kg/ha)	Superficie 2013 (ha)	Superficie 2020 (ha)	Production 2013 (t)	Production 2020 (t)
Ananas	39	40	4.487	5.625	175.000	225.000
Huile de palme	1,5	1,7	250.000	264.706	375.000	450.000
Maïs	2,5	2,5	800.000	1.600.000	2.000.000	4.000.000
Mil et sorgho	1,1	1,3	1.181.818	1.153.846	1.300.000	1.500.000
Riz irrigué	4,4	5	14.773	35.000	65.000	175.000
Riz pluvial	2	3	47.805	194.915	98.000	575.000
Manioc	16	20	281.250	300.000	4.500.000	6.000.000
Igname	13	14	34.615	35.714	450.000	500.000
Plantain	12	15	250.000	333.333	3.000.000	5.000.000
Banane export	25	25	14.000	16.000	350.000	400.000
Pomme de terre	12	12	20.833	29.167	250.000	350.000
Oignon	23	23	6.087	8.696	140.000	200.000
Tomate	15	20	66.667	75.000	1.000.000	1.500.000
Légumineuses	1,2	1,4	1 250.000	1.428.571	1.500.000	1.000.000

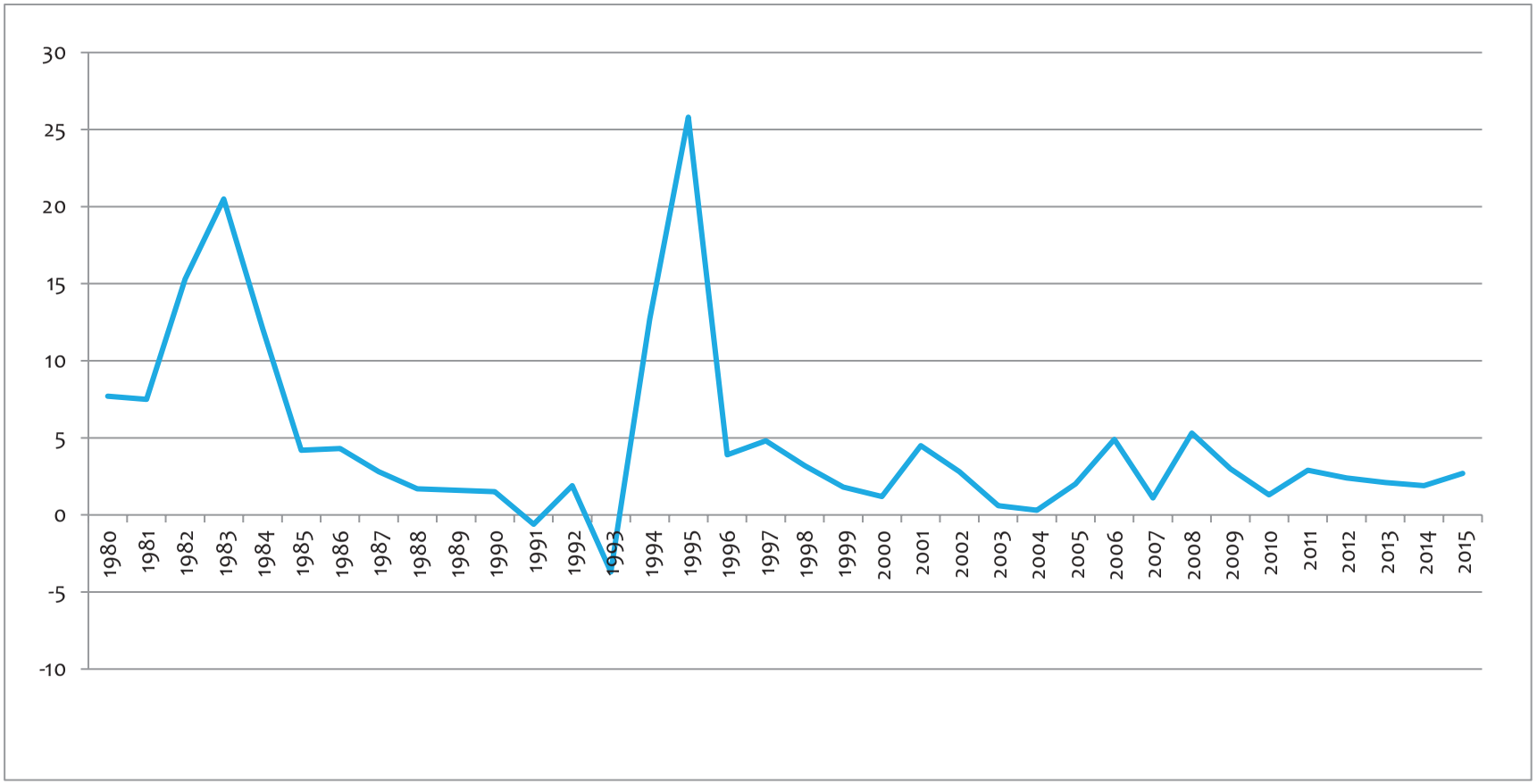
Source : DSDSR MINADER (2010)

Annexe 8: Objectifs visés de production pour les filières animales entre 2013 et 2020 (en tonnes)

Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Bovin viande	77.536	84.449	91.698	99.569	108.115	117.395	127.472	138.413
Volaille	97.771	106.488	115.629	125.553	136.330	148.032	160.738	174.535
Porc	20.716	22.563	24.499	26.602	28.886	31.365	34.057	36.981
Petits ruminants	36.783	40.063	43.502	47.236	51.290	55.693	60.473	65.664
Elevages Non Conventionnels	370	403	437	473	511	551	598	650
Œufs	34.333	51.620	64.525	80.657	100.821	126.026	157.533	196.916
Lait	8.985	13.978	19.254	26.521	36.530	50.317	69.308	95.466
Miel	1.495	1.655	1.815	1.991	2.183	2.394	2.626	2.880

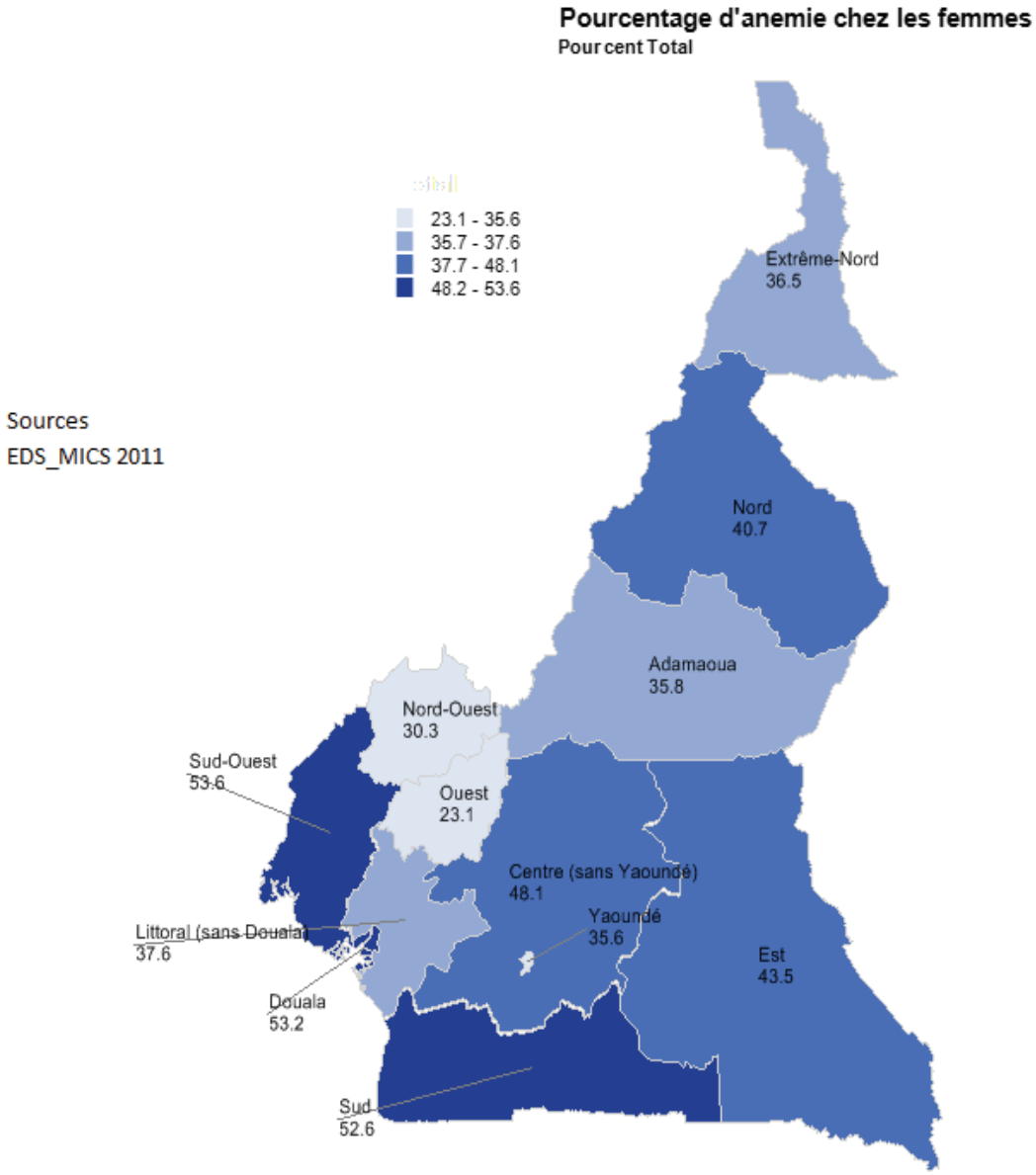
Source : Division des Etudes, des Statistiques et de la Coopération/MINEPIA décembre 2013

Annexe 9 : Evolution du niveau général des Prix (Inflation)



Source : Auteurs à partir des données FMI (2016)

Annexe 10: Pourcentage d'anémie chez les femmes



Source: EDS/MICS (2011)

Annexe 11: Encadré : Initiative Scalling Up Nutrition au Cameroun

Le Cameroun a adhéré au mouvement SUN en Février 2013. C'est un processus de collaboration mené par les pays qui réunit les acteurs pour lutter contre la malnutrition. Le point focal SUN est le Sous-Directeur de l'Alimentation et la Nutrition au Ministère de la Santé.

Une plateforme multi-acteurs dirigée par le gouvernement a été mise en place. Il comprend : le réseau des Nations-Unies présidé par UNICEF, La plateforme de la société civile par Helen Keller International et le réseau des donateurs par la Coopération Française. Il existe également un réseau du secteur privé et un réseau de parlementaires. Cependant, la plateforme multi-acteurs n'a pas encore de structure de coordination de haut niveau. Un Point focal stratégique Mouvement SUN qui pourrait être un représentant du Premier Ministre ou de la Présidence devrait être nommé.

Le mouvement SUN vise :

- Contribuer à la réduction des niveaux de sous-nutrition ;

- Accroitre la production et la consommation des aliments à haute valeur nutritive ;
- Garantir la mise en place d'un système durable pour la coordination des actions d'alimentation et de nutrition menées dans les différents secteurs et à différents niveaux ;
- Veiller à l'intégration des considérations alimentaires et nutritionnelles dans les différents plans et programmes de Développement y compris l'allocation des ressources ;
- Mettre sur pied des interventions spécifiques à la nutrition ;
- Renforcer le partenariat ;

Depuis 2013, les activités de plaidoyer sont en cours pour accroître l'engagement des décideurs et la conscience de la population sur les problèmes de nutrition. Ces activités incluent : le plaidoyer au niveau du Premier Ministère et pendant les sessions parlementaires ; une caravane mobile dans les régions du septentrion et de l'Est ciblant les leaders administratifs, traditionnels et religieux ; la sensibilisation des médias et la production d'un film sur les causes, les conséquences et la prévention de la malnutrition chronique.

Cet élan sur la nutrition a été la force motrice qui a conduit à la création du comité interministériel de lutte contre la malnutrition logé au premier ministère et à la révision de la Politique Nationale de l'Alimentation et de la Nutrition en 2015. Suite à cela, le plan opérationnel quinquennal et le cadre commun de résultats sont en cours d'élaboration.

L'allocation budgétaire pour la nutrition au niveau national est faible. Il n'existe pas de ligne budgétaire spécifique à la nutrition. Le financement est en grande partie externe et est destiné aux urgences. Il n'existe pas un système de suivi des financements consentis pour les activités et programmes de nutrition.

LISTE DES SIGLES ET ACRONYME

ABN	Autorité du Bassin du Niger
ACEFA	Programme d'Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Agricoles
AFD	Agence Française de Développement
AMO	Appui à la Maîtrise d'Ouvrage
BAD	Banque Africaine de Développement
BIP	Budget d'Investissement Public
BIRD	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
BM	Banque Mondiale
BPH	Bonnes Pratiques d'Hygiène
BPF	Bonnes Pratiques de Fabrication
BUCREP	Bureau Central du Recensement de la Population
CAPEF	Chambre d'Agriculture, de l'Elevage, des Pêches et Des Forêts
CCI	Centre du Commerce International
CDD	Comité Diocésain pour le Développement
CBLT	Commission du Bassin du Lac Tchad
CEA	Commission Economique des Nations-Unies pour l'Afrique
CEBEVIRHA	Communauté Economique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques
C2D	Contrat Désendettement Développement
CISA	Comité Interministériel de Sécurité Alimentaire
COREP	Commission Régionale des Pêches du Golfe de Guinée
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
CFSVA	Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis
DPGT	Développement Paysanal et Gestion des Terroirs
DSRP	Document de Stratégie pour la Réduction de la Pau-vreté
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi

ECAM	Enquête Camerounaise Auprès des Ménages
EESI	Enquête Emploi du Secteur Informel
FAOSTAT	Statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FEICOM	Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
GICAM	Groupement Inter-patronal du Cameroun
GIC	Groupement d'Initiative Commune
HANCI	Hunger and Nutrition Commitment Index
INS	Institut National de la Statistique
IPAVIC	Interprofession Avicole du Cameroun
IRAD	Institut de Recherche Agricole pour le Développement
JICA	Japan International Cooperation Agency
MECAM	Mouvement des Entrepreneurs du Cameroun
MICS	Enquête par Grappe à Indicateurs Multiples
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MINTP	Ministère des Travaux Publics
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCI	Organisation de la Coopération Islamique
ODD	Objectifs du Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OMC	Organisation Mondiale du Commerce

OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
PACA	Projet d'amélioration de la compétitivité agricole au Cameroun
PAPCO	Projet d'Appui à la Promotion de la Culture d'Okok
PAS	Programme d'Ajustement Structurel
PADMIR	Projet d'appui au développement de la micro finance rurale
PDDAA	Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique
PDFC	Projet de Développement de la Filière Champignon
PDPV	Programme de Développement des Palmeraies Villa geoises
PDVRTP	Programme de Développement et de Valorisation des Racines, Tubercules et Plantain
PEN	Programme d'Education Nutritionnelle
PIB	Produit Intérieur Brut
PNAFM	Programme National d'Appui à la Filière Maïs
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNATPA	Programme National d'Appui à la Transformation des Productions Agricoles
PNDSA	Programme National de Développement du Stockage Alimentaire
PNIA	Programme National d'Investissement Agricole
PNSA	Programme National de Sécurité Alimentaire
PNVRA	Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole
PRCPIA	Projet de Renforcement des Capacités de Planification des Investissements Agricoles.
PRFP	Programme de Relance de la Filière Plantain
PRFPT	Projet de Relance de la Filière Pomme de Terre
PVBF	Programme de Valorisation des Bas-Fonds
PFAC	Partenariat France-Afrique pour le Co-développement
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés

PREPAFEN	Projet de Réduction de la Pauvreté et Actions en Faveur des Femmes dans l'Extrême-Nord
PRODERIP	Projet de Développement de la Riziculture pluviale des plateaux dans la zone forestière à pluviométrie bimodale
PSSA	Programme Spécial de Sécurité Alimentaire
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RGAE	Recensement Général de l'Agriculture et l'Elevage
RHORTICAM	Réseau des Opérateurs des Filières Horticoles du Cameroun
SUN	Scaling Up Nutrition
SYNDUSTRICAM	Syndicat des Industriels du Cameroun
TDI	Taux de Dépendance des Importations
TNS	Tri National de la Sangha
UNDAF	Plan Cadre d'Assistance des Nations Unies pour le Développement du Cameroun
UNICEF	Organisation des Nations Unies pour l'Enfance
USA	United State of America
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
WFP	World Food Programme

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Zones Agro-écologiques du Cameroun

Graphique 2 : Tendance de la croissance économique réelle du Cameroun entre 1980 et 2015

Graphique 3 : Contribution sectorielle à la croissance économique

Graphique 4 : Trend des prix des principaux produits alimentaires au Cameroun (en dollar USA)

Graphique 5 : Évolution sexo-spécifique de la population camerounaise

Graphique 6 : Prévalence de l'insécurité alimentaire

Graphique 7 : Evolution de la disponibilité alimentaire au Cameroun par rapport à la moyenne requise (kcal/cap/jour)

Graphique 8: Evolution de statut nutritionnel des enfants de moins de 5 ans au Cameroun

Graphique 9 : Évolution de statut nutritionnel des enfants de moins de 5 ans au Cameroun

Graphique 10 : Évolution des prévalences de la malnutrition aigüe dans les régions à haute risque

Graphique 11 : Évolution des indicateurs de l'allaitement maternel au Cameroun

Graphique 12 : Prévalence de l'obésité et de régime lié aux maladies non communicantes

LISTE DES TABLEAUX

Table 1 : Etat de structure de la population camerounaise

Table 2 : Evolution de l'allocation budgétaire transférée aux Communes

Table 3 : Production des principales cultures vivrières (en tonnes)

Table 4 : Estimation du volume des pertes post production dans certaines filières végétales au Cameroun

Table 5 : Estimation du volume des pertes post production dans certaines filières animales

Table 6: Evolution du cheptel et des quantités de viande issues des abattages

Table 7 : Prévision de la production halieutique entre 2014 et 2020 (en tonnes)

Table 8 : Répartition des gaps en financement du PNIA (en Milliards de FCFA)

Table 9 : Evolution de la part du budget de l'agriculture et l'élevage dans le budget national

Table 10 : Actions complémentaires à l'Est

Table 11 : Actions complémentaires à l'Extrême-Nord

Table 12 : Actions complémentaires au Nord

Table 13 : Matrice d'action Prioritaire en vue de l'objectif faim zéro au Cameroun (sur la base de certains axes stratégiques de la revue)

LISTE DES ANNEXES

Annexe 2 : Programmes et Projets en matière de sécurité alimentaire au Cameroun

Annexe 3 : Statistiques Agricoles

Annexe 4 : Capacités de stockage et la localisation des magasins de l'Office céréalier

Annexe 5: Capacités de stockage et la localisation des magasins du Comité de Gestion FAO/PAM

Annexe 6: Proportion des ménages utilisant des fertilisants et des produits phytosanitaires par région en 2009

Annexe 7 : Objectifs de production visés pour les filières végétales entre 2013 et 2020 (en tonne)

Annexe 8: Objectifs de production pour les filières animales entre 2013 et 2020 (en tonnes)

Annexe 9 : Evolution du niveau général des Prix (Inflation)

Annexe 10: Pourcentage d'anémie chez les femmes

Annexe 11: Encadré : Initiative Scalling Up Nutrition au Cameroun

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi

Decret N°2009/0045/PM du 14 Janvier 2009 portant organisation du cadre institutionnel d'exécution du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA)

FMI (2016), *Data Mapper*, **online**

IFPRI (2015), *Global Hunger Index*, **Report**

INS, (2014), *Tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014,* **Rapport, ECAM4**

INS (2011), *Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples* **Rapport, EDS-MICS – 2011**

INS (2009), *Troisième édition du tableau de bord social sur la situation des enfants et des femmes au Cameroun*, **Rapport TBS3**

INS (2004), *Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples* **(EDS-MICS de 2004)**

Lauren Q. Sneyd (2013), *Wild Food, Prices, Diets and Development: Sustainability and Food Security in Urban Cameroon,* **Sustainability**

MBALLA, A (2006), *Analyse des Capacités de stockage alimentaire au Cameroun*, **FAO**

MINADER,(2005), *Document de Stratégie de Développement du Secteur Rural*, **Rapport**

MINADER et WFP (2015), *Évaluation de la sécurité alimentaire de l'Extrême-Nord du Cameroun*, **Rapport**

MINADER (2012), *Répertoire des projets et programmes du MINADER*, **Rapport**

MINADER, PAM et FAO (2011), *Cameroon Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis*, **Report**

MINAGRI (1984), *Recensement de l'Agriculture et de l'Elevage*, **Rapport**

MINEPAT (2012), *Programme Agropoles*, **Rapport 2012**

MINEPAT (2009), *Cameroun Vision 2035*, **Rapport**

MINEPIA (2013), *Annuaire des Statistiques du Sous-Secteur Elevage, Pêche et Industrie Animales*, **Rapport**

MINEPIA, (2011), *Stratégie du sous-secteur de l'élevage, des pêches et des industries animales*, **Rapport**

MINADER (2010), *bilans alimentaires, Rapport 2003 - 2008*

MINADER (PNSA), 2014, *Evaluation de la contribution des différents départements ministériels impliqués dans la sécurité alimentaire au Cameroun,* **Rapport**

PAM (2010), *Evaluation à mi-parcours du Programme Pays du PAM pour le Cameroun ;* **Rapport (2008-2012)**

PAM (2014), *Rapid Food Security Assessment of Central African Refugees and Host Community Households in the East and Adamaoua regions of Cameroon*, **Rapport d'Evaluation, juillet 2014**

Simplice A. Asongu and Lieven De Moor (2015), *Recent advances in finance for inclusive development: a survey*, **AGDI Working Paper**

UNDAF (2013), *Pour une croissance inclusive et la protection des personnes vulnérables*, **UNDAF 2013-2017**

Table des matières

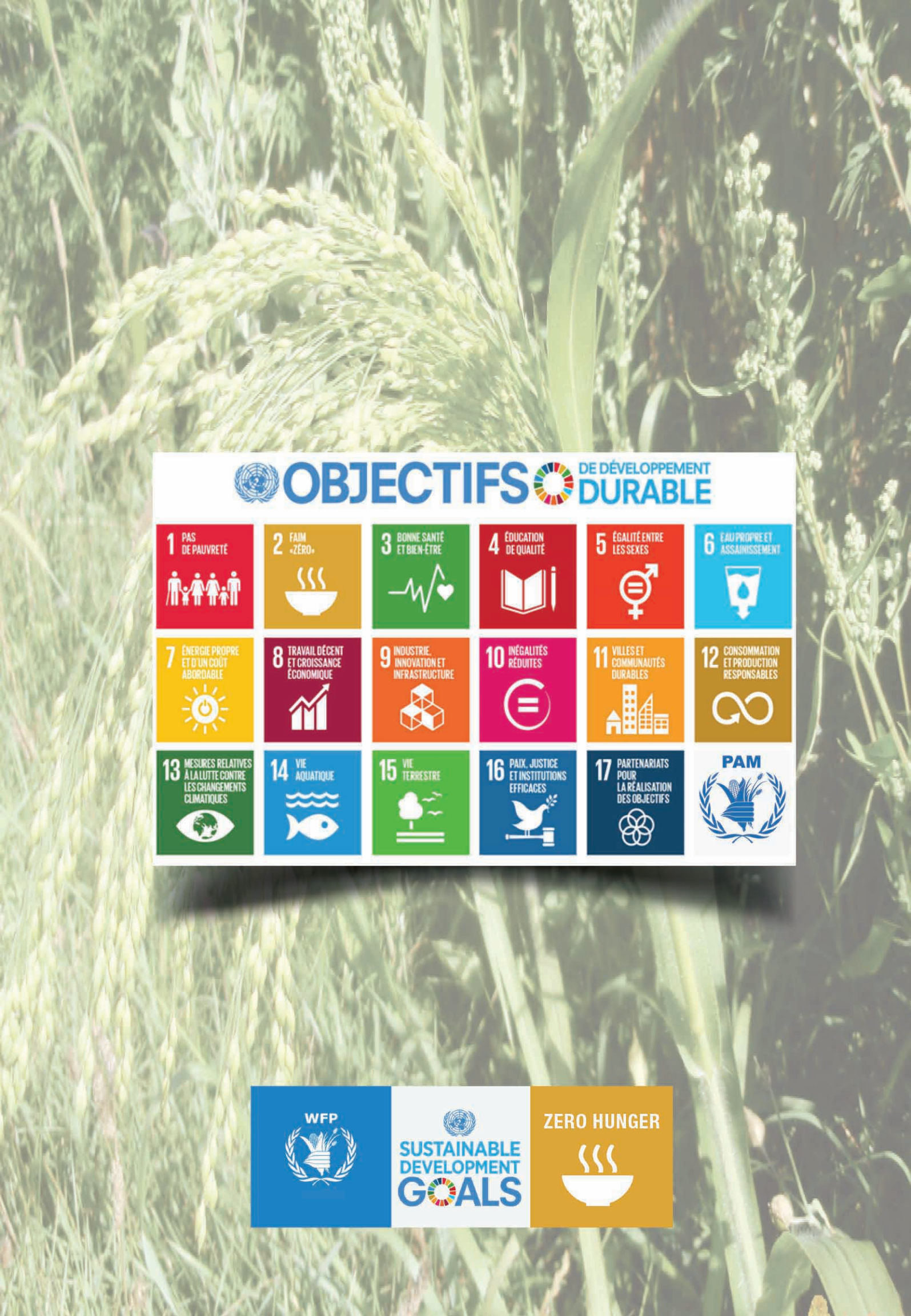
Sommaire i
PREFACE ii
REMERCIEMENTS iv
RESUME EXECUTIF 1
INTRODUCTION GENERALE 7
1. Contexte et Justification 7
2. Objectifs 7
3. Méthodologie 8
3.1 Description 8
3.2. Sources des données 8
4. Résultats escomptés 8
5. Plan de la revue 9
CHAPITRE I. ETAT DES LIEUX DE LA SITUATION DE LA 10
SECURITE ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION 10
INTRODUCTION 10
I.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE, ECONOMIQUE, DEMOGRAPHIQUE ET POLITICO-ADMINISTRATIVE DU CAMEROUN 10
I.1.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE 10
I.1.1.1 Brève présentation du Cameroun 10
I.1.1.2 Diversité *agro écologique* 10
I.1.2 SITUATION MACROECONOMIQUE 11
I.1.2.1 Evolution de la Croissance économique 12
I.1.2.2 Croissance du PIB par secteur d'activité 12
I.1.2.3 Evolution des prix 13
I.1.3. SITUATION DEMOGRAPHIQUE 14
I.1.3.1 Tendance évolutive de la population 14
I.1.3.2 Évolution sexo-spécifique de la population 14
I.1.3.3 Structure de la population 15

I.1.3.4 Etat de la population agricole..... 16
I.1.4. SITUATION POLITICO-ADMINISTRATIVE AU CAMEROUN..... 16
I.2 SITUATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION AU CAMEROUN A L'AUNE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE (ODD N°2) 17
I.2.1 ENJEUX DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE (ODD) 17
I.2.1.1 Etat de mise en œuvre des OMD au Cameroun au regard de l'OMD 1 : 17
I.2.1.2 Présentation des ODDs 17
I.2.1.3 Focus sur ODD 2 : « Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable..... 18
I.2.2 SITUATION DE LA SECURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION AU CAMEROUN..... 19
I.2.2.1 Etat de la sécurité alimentaire 19
I.2.2.2 Etat de la nutrition au Cameroun 23
I.3 CONTRAINTES LIEES A L'ATTEINTE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU CAMEROUN 30
I.3.1 CONTRAINTES LIEES A L'ATTEINTE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE .. 30
I.3.1.1 Analyse du cadre structurel..... 30
I.3.1.2 Analyse du cadre conjoncturel 37
I.3.2. CONTRAINTES LIEES A L'ATTEINTE DE LA SECURITE NUTRITIONNELLE AU CAMEROUN..... 39
CONCLUSION..... 41
CHAPITRE II : REVUE DES POLITIQUES ET PROGRAMMES EN MATIÈRE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION AU CAMEROUN 42
INTRODUCTION..... 42
II.1 REVUE DES POLITIQUES, STRATEGIES ET PLANS EN MATIERE DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION AU CAMEROUN 42
II.1.1 Politiques et Stratégies en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au Cameroun 42
II. 2. REVUE DES PROGRAMMES EN MATIERE DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION AU CAMEROUN 49

II.2.1 Programmes et Projets Gouvernementaux concourant à la sécurité alimentaire et à la nutrition au Cameroun 49
II.2.1.1 Volet Sécurité Alimentaire 49
II.2.1.2 Volet Nutrition 50
II.2.2 Programmes et Projets des Partenaires et autres Acteurs impliqués dans la sécurité alimentaire et la nutrition au Cameroun 54
II.2.2.1 Apport des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) 54
II.2.2.2. Autres Partenaires et acteurs impliqués dans la sécurité alimentaire et la nutrition au Cameroun 55
II.3 FINANCEMENT ET GOUVERNANCE DES PROGRAMMES DE SECURITE .. 56
ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION 56
II.3.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL 56
II.3.1.1. Acteurs gouvernementaux et leurs rôles 56
II.3.2 MÉCANISME DE COORDINATION 62
II.3.2.1 Le Comité Interministériel de la Sécurité Alimentaire (CISA) 62
II.3.2.2 Autres comités analogues 62
II.3.2.3 Coordination dans le secteur de la Nutrition 62
II.3.3. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION 63
II.3.3.1. Le comité interministériel de la sécurité alimentaire 63
II.3.3.2. Suivi de la Nutrition 63
CONCLUSION 63
CHAPITRE III: DÉFIS A RELEVER EN MATIÈRE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION AU CAMEROUN 64
INTRODUCTION 64
III.1 DEFIS NORMATIFS ET INSTITUTIONNELS 64
III.1.1 Défis Juridiques 64
III.1.1.1 Défis du cadre législatif en matière de sécurité alimentaire 64
III.1.1.2 Défis du cadre réglementaire en matière de la nutrition 64
III.1.2 Défis Institutionnels 64
III.1.2.1 Instance de coordination 64
III.1.2.2 Production des statistiques en matière agricole 65

III.2 DEFIS OPERATIONNELS SUR LES PILIERS DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION 66
III.2.1 Défis en matière de disponibilités alimentaires 66
III.2.2 Défis en matière d'accessibilité alimentaire 66
III.2.3 Défis en matière de stabilité de l'offre alimentaire 67
III.2.4 Défis en matière d'utilisation des aliments. 67
III.2.5 Défis globaux 67
III.2.5.1 Sur le plan institutionnel 67
III.2.5.2 Sur plan opérationnel 68
III.2.6 Défis régionaux 68
III.2.6.1. Région de l'Est 68
III.2.6.2. Région de l'Extrême-Nord 69
III.2.6.3. Région du Nord 69
III.2.6.4. Région du Sud 69
III.2.6.5. Région du Nord-ouest 70
III.3 CIBLAGE DES REGIONS A HAUT RISQUE D'INSECURITE ALIMENTAIRE AU CAMEROUN 70
CHAPITRE IV : IDENTIFICATION DES AXES STRATÉGIQUES ET ACTIONS PRIORITAIRES EN VUE DE L'ATTEINTE DE L'OBJECTIF FAIM ZERO AU CAMEROUN 75
INTRODUCTION 75
IV.1. AXES STRATEGIQUES EN MATIERE DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION AU CAMEROUN 75
IV.1.1 Axes stratégiques 75
CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS 77
1. Principaux résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au Cameroun 77
2. Défis en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au Cameroun .. 78
3. Leçons à tirer de la revue sur l'objectif « Faim Zéro » au Cameroun à l'horizon 2030 79

4. Recommandations sur les Axes et Actions prioritaires pour l'atteinte de l'objectif Faim Zéro au Cameroun 79
5. Recommandations à l'endroit du PAM 81
ANNEXES : I
LISTE DES SIGLES ET ACRONYME XXI
LISTE DES GRAPHIQUES XXV
LISTE DES TABLEAUX XXVI
LISTE DES ANNEXES XXVII
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES XXVIII
Table des matières XXX


OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
1 PAS DE PAUVRETÉ
2 FAIM «ZÉRO»
3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE
4 ÉDUCATION DE QUALITÉ
5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES
6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE
8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
PAM
WFP
SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS
ZERO HUNGER